

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/206424]

1^{er} DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau et la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, en ce qui concerne l'assainissement et la gestion publique de l'assainissement autonome

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 40, et 95 § 6, 3^o, modifiés en dernier lieu par le décret du 23 juin 2016;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'article D.140 inséré par le décret du 5 juin 2008, modifié par les décrets du 22 juillet 2010, du 27 octobre 2011 et du 12 décembre 2014;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, les articles D.222, D.222/1, D.222/2, D.270 et D.344, modifiés en dernier lieu par le décret du 23 juin 2016;

Vu le décret du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement, l'article 106;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'eau, donné le 5 février 2016;

Vu le rapport du 17 décembre 2015 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 60.132/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 octobre 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 8 février 2016;

Considérant les avis du comité d'experts chargé de l'agrément des systèmes d'épuration individuelle, de la Fédération wallonne de l'agriculture, d'AQUAWAL et de la S.P.G.E., reçus respectivement les 15 mars 2016, 2 janvier 2016, 3 février 2016 et 5 février 2016;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

Article 1^{er}. L'article 26, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 2006, est complété par le 5^o rédigé comme suit :

« 5^o à la S.P.G.E. si la demande de permis d'environnement concerne un système d'épuration individuelle au sens de l'article R.233 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau ».

Art. 2. L'article 54 du même arrêté est complété par le 4^o rédigé comme suit :

« 4^o à la S.P.G.E. si la demande de permis unique concerne un système d'épuration individuelle au sens de l'article R.233 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau ».

Art. 3. A l'article 69 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

« Si la déclaration concerne un système d'épuration individuelle au sens de l'article R.279 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, la commune adresse une copie de la déclaration portant cette mention à la S.P.G.E. ».

Art. 4. A l'article 70 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

« Si la déclaration concerne un système d'épuration individuelle au sens de l'article R.279 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, la commune adresse une copie de la déclaration portant cette mention à la S.P.G.E. ».

CHAPITRE II. — *Modifications de la partie réglementaire du livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau*

Art. 5. A l'article R.233 de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et du 17 février 2011, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 3^o, les mots "comité : " sont remplacés par les mots "comité d'experts pour l'assainissement autonome :";

b) il est inséré un 5^obis rédigé comme suit :

« 5^obis "le département" : le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement; »;

c) il est inséré un 13^obis rédigé comme suit :

« 13^obis "exploitant" : personne qui occupe, à quel que titre que ce soit, ou qui est chargée de la gestion d'un bâtiment pourvu d'un système d'épuration individuelle; »;

d) il est inséré un 16^obis rédigé comme suit :

« 16^obis "installateur" : entreprise constituée en personne physique ou morale responsable de la bonne exécution des travaux d'installation et de la mise en service d'un système d'épuration individuelle; »;

e) au 21^o, les mots "ou en abrégé P.A.S.H." sont insérés entre les mots "sous-bassin hydrographique" et les mots "outil de planification";

f) il est inséré un 21^obis rédigé comme suit :

« 21^obis "point noir local" : zone circonscrite en assainissement autonome ou transitoire à un nombre restreint d'habitations dont les eaux usées présentent un danger pour la santé ou la sécurité des personnes ou des animaux domestiques ou d'élevage ou une atteinte à la salubrité publique. »;

g) au 24^o, les mots "et l'évacuation des eaux épurées" sont abrogés;

h) il est complété par les 24^obis, 24^oter et 24^oquater rédigés comme suit :

« 24^obis "unité d'épuration individuelle" : système d'épuration individuelle capable de traiter un volume d'eaux usées domestiques correspondant à une charge polluante inférieure ou égale à vingt équivalent-habitant;

24^oter "installation d'épuration individuelle" : système d'épuration individuelle capable de traiter un volume d'eaux usées domestiques correspondant à une charge polluante comprise entre vingt et cent équivalent-habitant;

24^oquater "station d'épuration individuelle" : système d'épuration individuelle capable de traiter un volume d'eaux usées domestiques correspondant à une charge polluante égale ou supérieure à cent équivalent-habitant; ».

Art. 6. A l'article R.271, alinéa 1^{er}, du même Livre, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 février 2011, le mot "triennaux" est remplacé par les mots "d'investissements".

Art. 7. A l'article R.277 du même Livre, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le régime d'assainissement collectif comporte les obligations établies ci-dessous.

Toute agglomération, répondant aux critères énoncés à l'article R.286, § 2, doit être équipée d'un système de collecte.

Les communes sont tenues d'équiper d'égouts les parties d'agglomérations susvisées et situées sur leur territoire.

Les habitations situées le long d'une voirie déjà équipée d'égouts doivent y être raccordées.

Les habitations situées le long d'une voirie qui vient à être équipée d'égouts doivent y être raccordées pendant les travaux d'égouttage. »;

2^o le troisième alinéa du paragraphe 3 est supprimé;

3^o le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Sans préjudice d'autres législations applicables, les eaux pluviales sont évacuées :

1^o prioritairement dans le sol par infiltration;

2^o en cas d'impossibilité technique ou de disponibilité insuffisante du terrain, dans une voie artificielle d'écoulement ou dans une eau de surface ordinaire;

3^o en cas d'impossibilité d'évacuation selon les points 1^o ou 2^o, en égout.

§ 5. Toute nouvelle habitation doit être équipée d'un système séparant l'ensemble des eaux pluviales des eaux usées. Toute nouvelle habitation située le long d'une voirie non encore égouttée ou dont l'égout n'aboutit pas encore dans une station d'épuration collective, doit être équipée d'une fosse septique by-passable d'une capacité minimale correspondant à l'annexe XLVIIb. Le collège communal peut, sur avis de l'organisme d'assainissement compétent, dispenser de l'obligation d'équipement d'une fosse septique lorsqu'il estime que le coût de l'équipement est disproportionné au regard de l'amélioration pour l'environnement escomptée.

En l'absence d'égouts, la fosse septique by-passable est implantée préférentiellement entre l'habitation et le futur réseau d'égouttage de manière à faciliter le raccordement ultérieur imposé conformément au paragraphe 1^{er}. Les eaux usées en sortie de la fosse septique sont évacuées par des eaux de surface ou, pour autant que ce ne soit pas interdit par ou en vertu d'une autre législation, par un dispositif d'évacuation par infiltration par le sol.

§ 6. Lors de la mise en service de la station d'épuration collective, l'évacuation des eaux usées domestiques doit se faire exclusivement par le réseau d'égouttage. La fosse septique by-passable est déconnectée sauf avis contraire de l'organisme d'assainissement compétent.

Un vidangeur agréé vide les fosses septiques de leurs gadoues lorsque la hauteur des boues stockées atteint septante pour cent de la hauteur totale sous niveau d'eau.

Les établissements du secteur de la restauration alimentaire doivent être équipés d'un dégraisseur d'une capacité minimale de cinq cents litres. »

Art. 8. A l'article R.278 du même Livre, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et du 6 novembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots "effectuer une demande de" sont remplacés par les mots "demander un";

2^o au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots "conformément à la législation relative au permis d'environnement";

3^o il est inséré un paragraphe 1^{er}/1 rédigé comme suit :

« § 1^{er}/1. Par dérogation à l'article R.277, lorsque le raccordement à l'égout, existant, en cours de placement ou futur, engendre des coûts excessifs en raison de difficultés techniques rencontrées et que de surcroît l'installation d'un système d'épuration individuelle est techniquement impossible ou s'avère économiquement disproportionnée par rapport au bénéfice que le système génère pour l'environnement, le propriétaire de l'habitation concernée peut demander une dispense de raccordement à l'égout et d'installation de système d'épuration individuelle auprès du département, sur base de l'établissement d'un dossier technique.

Le dossier technique comporte les éléments démontrant que le système mis en place assure un niveau de protection de l'environnement identique à celui que permet d'assurer la mise en place d'un système de collecte.

Le département transmet le dossier technique à l'administration communale concernée et l'organisme d'assainissement compétent. Ils disposent de soixante jours à dater de la réception de la demande pour rendre leurs avis. A défaut de réponse dans ce délai, leurs avis sont réputés favorables.

Le département peut fixer, sur base de l'avis de l'organisme d'assainissement compétent, des impositions particulières accompagnant la dispense.

Le département notifie sa décision au demandeur et à la commune dans un délai de cent vingt jours à dater de la réception de la demande. A défaut de décision endéans le délai visé, le propriétaire de l'habitation concernée transmet sa demande de dispense au Ministre. Le Ministre notifie sa décision se substituant à celle du département dans un délai de cent vingt jours à dater de la réception de la demande.

En cas de refus de la dispense de raccordement, le raccordement à l'égout existant ou l'installation du système d'épuration individuelle se réalise dans les six mois qui suivent la notification de la décision de refus.

Tout recours est introduit auprès du Ministre dans les soixante jours de la notification de la décision.

Le Ministre notifie sa décision dans un délai de soixante jours à dater de la réception du recours. »;

4° au paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'habitation disposant d'un système d'épuration individuelle préexistant à l'obligation de raccordement peut le conserver pour autant que celui-ci soit couvert par un permis d'environnement. Dans ce cas, les obligations visées à l'article R.277, § 1^{er}, ne lui sont pas applicables. »;

5° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots "constaté à la suite d'un contrôle prévu au Chapitre IX" sont insérés entre les mots "sa vétusté ou d'un vice permanent" et les mots ", de respecter les conditions fixées";

6° au paragraphe 3, les mots "d'ores et déjà" sont abrogés;

7° au paragraphe 3, les mots ", après avis de l'organisme d'assainissement agréé," sont insérés entre le mot "établi" et les mots "que le coût du raccordement".

Art. 9. Dans le même Livre, il est inséré un article R.278bis rédigé comme suit :

« Art. R.278bis. Dans les agglomérations de moins de 2 000 EH, et sans préjudice du plan financier et du programme des investissements repris au contrat de gestion de la S.P.G.E., toute commune peut conclure une convention d'assainissement rural avec le Gouvernement, la S.P.G.E. et l'organisme d'assainissement compétent en vue de réaliser un assainissement collectif d'une priorité locale de salubrité publique, environnementale ou technique reconnue pour un projet déterminé. Une priorité locale technique reconnue consiste en un projet d'opportunité devant être réalisé en synergie avec d'autres travaux ou d'autres sources de financement.

La convention est rédigée sous forme d'avenant au contrat d'égouttage.

Sans préjudice de l'intervention d'autres participants et notamment d'une prise en charge par la Région wallonne, l'Etat belge ou l'Union européenne, la convention d'assainissement rural, dont le modèle est approuvé par le Gouvernement, prévoit :

1° la présentation par la commune d'un dossier motivant la mise en œuvre d'ouvrages d'assainissement non repris dans un programme d'investissement approuvé par le Gouvernement;

2° les modalités de financement et de remboursement de la part communale;

3° la contribution respective de la commune, de l'organisme d'assainissement compétent et de la S.P.G.E. aux frais de réalisation de travaux d'assainissement collectif sur base des principes suivants :

a) le niveau de participation communale représente une part du montant des travaux d'investissement hors T.V.A.;

b) la commune facilite l'obtention des autorisations et prend en charge tous les frais liés aux expropriations et aux éventuels déplacements d'impétrants;

c) l'organisme d'assainissement compétent réalise les études et le suivi des travaux selon les modalités fixées dans la convention;

d) le principe de la participation communale est fixé comme suit :

(1) pour les ouvrages d'assainissement et pour le réseau de collecteurs qui les alimente : 40 %;

(2) pour le réseau d'égouttage : application des modalités du contrat d'égouttage;

e) la participation communale de base est modulée en fonction du ratio entre la charge en équivalent-habitant potentielle et la charge actuelle en fonction du taux d'occupation de l'habitat;

4° la commune peut répercuter sa participation financière, au prorata de sa prise en charge, auprès des particuliers ou du promoteur;

5° les modalités liées à la propriété des ouvrages;

6° les modalités liées à l'exploitation des ouvrages par l'organisme d'assainissement compétent. »

Art. 10. L'article R.279 du même Livre, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, du 14 mars 2008 et du 6 novembre 2008, est remplacé par ce qui suit :

« R.279. § 1^{er}. Le régime d'assainissement autonome comporte les obligations établies ci-dessous.

Toute habitation ou groupe d'habitations érigé(e) après la date d'approbation ou de modification du plan communal général d'égouttage ou du P.A.S.H. qui l'a, pour la première fois, classée dans une zone d'assainissement autonome est équipé(e) d'un système d'épuration individuelle agréé.

D'autres habitations existantes classées dans une zone d'assainissement autonome peuvent se voir imposer l'installation d'un système d'épuration individuelle agréé, soit à l'issue d'une étude de zone, soit en raison d'une spécificité locale décrite à l'article R.280, soit à la suite d'aménagements, d'extensions ou de transformations autorisés par un permis d'urbanisme ayant pour effet d'augmenter la charge polluante rejetée en équivalent-habitants.

La taille du système d'épuration individuelle est exprimée en termes de nombre d'équivalent-habitant (EH) et calculée selon les modalités reprises à l'annexe XLVI.

§ 2. Sans préjudice d'autres législations applicables, les eaux épurées provenant du système d'épuration individuelle sont évacuées :

- 1° prioritairement dans le sol par infiltration;
- 2° en cas d'impossibilité technique ou de disponibilité insuffisante du terrain, dans une voie artificielle d'écoulement ou dans une eau de surface ordinaire;
- 3° en cas d'impossibilité d'évacuation selon les 1° ou 2°, par un puits perdant pour les unités d'épuration.

§ 3. Le Ministre détermine les zones prioritaires qui font l'objet d'une étude de zone.

Il est distingué les zones prioritaires suivantes :

- 1° zone prioritaire I : zone à enjeu sanitaire dans le cas d'une zone de prévention de captage ou d'une zone de baignade et zones amont de baignade;
- 2° zone prioritaire II : autre zone prioritaire à enjeu environnemental.

Les zones de baignade et zones amont de baignade dont la qualité est bonne ou excellente, de façon continue, sur les cinq dernières années sur la base du rapport établi par l'Administration concernant la qualité des eaux de baignade relèvent des zones prioritaires II pour autant que l'assainissement autonome ne soit pas identifié comme élément responsable de la diminution de la qualité bactériologique de la zone de baignade dans le cadre de l'actualisation des profils tel que requise par la Directive 2006/77/CE. Ces exceptions sont reprises dans l'arrêté ministériel visé au paragraphe 4.

La planification pour la réalisation des études de zones est approuvée par le Ministre sur proposition de la S.P.G.E. après concertation avec le département, et les organismes d'assainissement compétents.

Le Gouvernement charge la S.P.G.E. de l'élaboration de l'étude de zone dont le délai de réalisation est défini dans le contrat de gestion de la S.P.G.E. conclu avec le Gouvernement. La S.P.G.E. en confie la réalisation aux organismes d'assainissement agréés compétents qui agissent sous sa responsabilité et sa supervision.

Elle contient au minimum :

- 1° un relevé de la situation existante en fonction des données physiques, scientifiques, factuelles, juridiques, et administratives disponibles;
- 2° une analyse de la situation existante, au regard des potentialités et contraintes liées à la mise en œuvre d'un régime d'assainissement collectif en vue d'un traitement approprié ou à la réalisation d'un assainissement individuel;
- 3° la ou les solution(s) préconisée(s) à la suite de l'analyse effectuée;
- 4° un rapport final reprenant la synthèse de l'ensemble des éléments décrits ci-avant et la recommandation de délais pour la réalisation des équipements s'ils sont prescrits;
- 5° l'avis de la ou des commune(s) concernée(s), de l'organisme d'assainissement compétent et de la S.P.G.E.

Concernant le 5°, le collège communal communique son avis à l'organisme d'assainissement compétent dans un délai de trente jours après réception du rapport final. A défaut d'avis, celui-ci est réputé favorable.

La S.P.G.E. transmet dans les trente jours à dater de la réception du dossier de l'organisme d'assainissement compétent et des avis, l'étude de zone au département pour avis. A défaut d'avis dans les trente jours, l'avis est réputé favorable.

Dans les soixante jours à dater de la réception du dossier de l'organisme d'assainissement compétent et des avis, la S.P.G.E. transmet au Ministre l'étude de zone et sa proposition de décision.

§ 4. Le Ministre approuve le résultat de l'étude de zone dans les trente jours à dater de sa réception. Il décide selon le cas de faire procéder à la modification du P.A.S.H. concerné en vue de l'inscription d'un périmètre en régime d'assainissement collectif ou d'imposer l'installation d'un système d'épuration individuelle aux habitations ou groupes d'habitations relevant du régime d'assainissement autonome. En cas d'imposition d'installation d'un système d'épuration individuelle, le Ministre détermine le délai de mise en conformité et le type de zone prioritaire I ou II duquel ces habitations relèvent lorsqu'elles se situent en zone de baignade ou zone amont de baignade conformément aux précisions reprises au paragraphe 3.

Le Ministre transmet sa décision à la S.P.G.E., à l'organisme d'assainissement compétent et aux communes concernées. L'organisme d'assainissement compétent notifie la décision du Ministre aux propriétaires des habitations concernées dans les trente jours de sa réception.

§ 5. Sans préjudice de la compétence du Ministre visée au paragraphe 3, une ou plusieurs personnes peuvent initier une solution d'assainissement autonome, sur domaine privé, regroupant plusieurs habitations.

§ 6. Dans le cadre d'un permis d'urbanisation ou de construction groupée, la commune sollicite l'avis de l'organisme d'assainissement compétent sur la solution technique d'assainissement à préconiser.

L'organisme d'assainissement compétent a trente jours pour donner son avis à dater de la réception de la demande qui sera réputé favorable à l'échéance de ce délai.

S'il ressort de l'avis qu'il y a lieu de privilégier une solution d'épuration centralisée et donc d'assainissement collectif :

- 1° l'avis de l'organisme d'assainissement agréé, validé par la S.P.G.E., comprend une analyse du schéma d'assainissement proposé. Il spécifie également les impositions techniques des ouvrages à mettre en place pour une reprise en propriété et en exploitation par la S.P.G.E. de ces ouvrages après leur mise en service;
- 2° le demandeur de permis prend à sa charge les coûts des infrastructures d'assainissement proportionnellement à la charge polluante estimée du projet par rapport à la charge totale exprimée en équivalent-habitants (EH) de la solution d'assainissement collective préconisée;
- 3° la commune, conformément à l'article R.288, § 2, transmet à la S.P.G.E. la demande de modification du P.A.S.H. consécutive à la modification du régime d'assainissement. »

Art. 11. L'article R.280 du même Livre, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.280. § 1^{er}. En vue de régler un problème de salubrité publique ou une atteinte caractérisée à l'environnement, la commune peut, sur base d'un rapport de motivation et de l'avis de l'organisme d'assainissement compétent, imposer l'installation d'un système d'épuration individuelle.

La commune communique à la S.P.G.E. et à l'organisme d'assainissement compétent l'imposition qu'elle a prise.

§ 2. Lorsque la commune estime que le problème de salubrité publique visé au paragraphe 1^{er} constitue un point noir local, elle en demande la reconnaissance auprès de la S.P.G.E. en vue de permettre aux personnes concernées d'accéder à une prime d'un niveau équivalent aux zones prioritaires II conformément à l'article R.402, § 1^{er}, 2^o. Cette demande est accompagnée de l'avis du département et de l'organisme d'assainissement compétent, ainsi que le rapport de motivation.

La S.P.G.E. notifie sa décision à la commune dans un délai de soixante jours à dater de réception de la demande communale. A défaut de décision endéans le délai visé, la commune concernée transmet sa demande de reconnaissance au Ministre. Le Ministre notifie sa décision se substituant à celle de la S.P.G.E. dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande.

En cas de refus de reconnaissance du point noir local, un recours peut être introduit auprès du Ministre dans les soixante jours de la notification de la décision.

Le Ministre notifie sa décision dans un délai de soixante jours à dater de la réception du recours. »

Art. 12. L'article R.281 du même Livre, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.281. Dans la zone d'assainissement autonome, lorsque l'installation d'un système d'épuration individuelle engendre des coûts excessifs en raison de difficultés techniques rencontrées ou s'avère économiquement disproportionnée par rapport au bénéfice que le système génère pour l'environnement, le propriétaire de l'habitation concernée peut introduire, sur base d'un dossier technique, une demande de dispense d'installation dudit système auprès du département.

Le département transmet le dossier technique à l'administration communale concernée et l'organisme d'assainissement compétent. Ils disposent de soixante jours à dater de la réception de la demande pour rendre leurs avis. A défaut de réponse dans ce délai, leurs avis sont réputés favorables.

Le département notifie sa décision au demandeur dans un délai de cent vingt jours à dater de la réception de la demande. A défaut de décision endéans le délai visé, le propriétaire de l'habitation concernée transmet sa demande de dispense au Ministre. Le Ministre notifie sa décision se substituant à celle du département dans un délai de cent-vingt jours à dater de la réception de la demande.

Le département peut fixer, sur base de l'avis de l'organisme d'assainissement compétent, des impositions particulières accompagnant la dispense.

En cas de refus de la dispense, l'installation du système d'épuration individuelle se fait dans les six mois qui suivent la notification de la décision de refus.

Tout recours peut être introduit auprès du Ministre dans les soixante jours de la notification de la décision par le département.

Le Ministre notifie sa décision dans un délai de soixante jours à dater de la réception du recours. »

Art. 13. L'article R.288 du même Livre, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.288. § 1^{er}. La modification des P.A.S.H. a trait à tout changement de régime d'assainissement.

Les demandes de modification peuvent émaner d'une commune, d'un organisme d'assainissement agréé, être émises d'office par le Ministre ou le Gouvernement, ou d'initiative par la S.P.G.E. Elles sont adressées à la S.P.G.E..

La S.P.G.E. instruit les demandes de modifications des P.A.S.H.

§ 2. Dans les quinze jours de la réception de la demande, et lorsque la demande n'émane pas de l'organisme d'assainissement compétent, la S.P.G.E. confie à l'organisme d'assainissement compétent la réalisation d'une étude justifiant sur le plan technique, environnemental et financier la proposition de modification. L'organisme d'assainissement compétent a soixante jours pour transmettre son rapport.

Lorsque la demande émane de l'organisme d'assainissement compétent et ne contient pas l'étude visée à l'alinéa 1^{er}, la S.P.G.E. charge l'organisme d'assainissement compétent de la réaliser dans les soixante jours.

§ 3. La S.P.G.E. prépare le projet de modification soit pour chaque demande individuelle, soit en regroupant plusieurs demandes reçues durant une période compatible avec les délais repris au présent article et à ceux de l'article R.289 de manière à réaliser un seul projet regroupant plusieurs modifications par P.A.S.H.

Le cas échéant, la réalisation de chaque modification intègre les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, en termes de réalisation des ouvrages d'assainissement et de réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des P.A.S.H.

§ 4. L'évaluation des incidences est reprise sous la forme d'un rapport qui, avec le projet de modification, constitue le rapport intégré.

Il est procédé conformément à l'article D.56, § 4, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement pour établir la structure du rapport intégré en vertu de l'article D.61, § 3. Il est revu au minimum tous les cinq ans selon la même procédure. »

Art. 14. L'article R.289 du même Livre, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.289. § 1^{er}. Dans les cent vingt jours à dater de la réception de la demande de modification du P.A.S.H., la S.P.G.E. soumet, pour avis, le projet de modification, accompagné du rapport intégré aux instances suivantes concernées :

- 1^o les communes;
- 2^o les titulaires de prises d'eau potabilisable;
- 3^o les Directions générales opérationnelles compétentes du Service public de Wallonie.

§ 2. Les personnes et instances visées au paragraphe 1^{er} rendent leur avis à la S.P.G.E. dans les septante cinq jours. A défaut d'avis de l'une de ces instances dans ce délai, l'avis de l'instance restée en défaut est réputé favorable.

Durant ce délai, les communes, assistées, éventuellement, de l'organisme d'assainissement compétent, organisent une enquête publique selon les modalités fixées au Livre I^{er}, Partie III, Titre III, du Code de l'Environnement.

Dans les soixante jours à dater du terme du délai de consultation, la S.P.G.E. communique son avis sur les demandes de modification du P.A.S.H. ainsi que la synthèse des avis des instances consultées au Ministre.

S'il y a lieu, la S.P.G.E. propose une déclaration environnementale visée à l'article D.60 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

§ 3. Le Gouvernement approuve, sur proposition du Ministre, le rapport intégré et la modification du P.A.S.H.

L'arrêté du Gouvernement adoptant la modification du P.A.S.H. fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions modifiées. »

Art. 15. A l'article R.290 du même Livre, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Concomitamment à l'adoption de la modification par le Gouvernement, la S.P.G.E. procède à la mise à jour de chaque plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique dans un document cartographique coordonné dont elle a la gestion. Dans les trente jours de leur publication au *Moniteur belge*, les plans adoptés, ou les plans modifiés et leur mise à jour sont envoyés par la S.P.G.E. aux communes et aux organismes d'assainissement compétent. »

Art. 16. Dans la Partie III, Titre 1^{er} du même Livre, l'intitulé du Chapitre IX est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE IX. — *Installation et contrôle des systèmes d'épuration individuelle* ».

Art. 17. Les articles R.304 à R.307 du même Livre, remplacés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009, sont abrogés.

Art. 18. Dans la Partie III, Titre 1^{er}, Chapitre IX, du même Livre, il est inséré une section 1^{re}, comportant l'article R.304, rédigée comme suit :

« *Section 1^{re}. — Installation des systèmes d'épuration individuelle*

Art. R.304. Tout installateur d'un système d'épuration individuelle établit un rapport précisant la date de mise en service du système et comprenant le plan descriptif du système d'épuration individuelle et du dispositif d'évacuation des eaux. Ce rapport est accompagné d'un reportage photographique permettant de visualiser les différents ouvrages et leurs raccordements avant remblayage des fouilles et tranchées.

L'installateur adresse ce rapport au propriétaire du système d'épuration individuelle pour la réception technique des travaux et à la S.P.G.E., dans les quinze jours à dater de la réception technique des travaux, via l'application informatique prévue à cet effet à l'adresse internet : <http://www.spge.be/gpaa>

Le Ministre détermine le contenu du rapport. »

Art. 19. Dans la Partie III, Titre 1^{er}, Chapitre IX, du même Livre, il est inséré une section 2, contenant les articles R.304bis, R.304ter, R.305, et R.306, rédigée comme suit :

« *Section 2. — Contrôles*

Sous-section 1^{re}. — *Type de contrôles*

Art. R.304bis. § 1^{er}. Les systèmes d'épuration individuelle sont contrôlés comme suit :

1° le contrôle à l'installation réalisé après la mise en service du système d'épuration individuelle, dans le cas où le système a été placé par un installateur non certifié;

2° le premier contrôle de fonctionnement d'un système d'épuration individuelle placé par un installateur certifié;

3° le contrôle périodique d'exploitation et de fonctionnement avec vérification du respect des modalités d'exploitation des systèmes d'épuration individuelle prévues aux arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

4° les contrôles, enquêtes et vérifications destinées vérifier le fonctionnement du système d'épuration individuelle dans des conditions normales d'exploitation.

§ 2. Tout contrôle donne lieu à la délivrance d'une attestation de contrôle dont le contenu est fixé à l'annexe XLVIIa à l'adresse du propriétaire de l'habitation concernée et de l'exploitant du système d'épuration individuelle s'il s'agit de deux personnes distinctes.

Sous-section 2. — *Organisation du contrôle*

Art. R.304ter. § 1^{er}. L'organisme d'assainissement compétent réalise les opérations de contrôle visées à l'article R.304bis, § 1^{er}, 1° et 2°, en présence de l'exploitant.

Le contrôle visé à l'article R.304bis, alinéa 1^{er}, 1°, est obligatoire et systématique; il a lieu dans les trois mois à dater de la mise en service du système d'épuration individuelle.

Dans les trente jours de sa mise en service, l'exploitant d'un système d'épuration individuelle concerné par une opération de contrôle visée à l'article R.304bis, § 1^{er}, 1°, sollicite par envoi ou par l'application internet prévue à cet effet à l'adresse internet : <http://www.spge.be/gpaa>, la visite de la S.P.G.E. ou de son mandataire, en précisant la date à laquelle la mise en service a été réalisée.

La demande de visite est accompagnée d'un formulaire d'installation d'un système d'épuration individuelle dont le contenu est fixé par le Ministre.

Lors de la visite de contrôle, le rapport établi par l'installateur est présenté à l'organisme d'assainissement compétent.

Le contrôle visé à l'article R.304bis, alinéa 1^{er}, 2°, a lieu à des fins de vérification de systèmes d'épuration individuelle mis en œuvre par un installateur certifié. Ce contrôle est réalisé à l'initiative de la S.P.G.E., par l'organisme d'assainissement compétent, dans un délai de six à neuf mois à dater de la mise en service du système d'épuration individuelle.

§ 2. Les opérations de contrôle visées à l'article R.304bis, § 1^{er}, 3°, sont réalisées, à l'initiative de la S.P.G.E., par l'organisme d'assainissement compétent, en présence de l'exploitant :

1° au moins une fois tous les huit ans pour les unités d'épuration individuelle;

2° au moins une fois tous les cinq ans pour les installations d'épuration individuelle;

3° au moins une fois tous les deux ans pour les stations d'épuration individuelle;

4° à la suite de tout constat que l'exploitant n'est pas en mesure de produire les justificatifs requis en vertu des arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Le contrôleur peut demander la présence du prestataire d'entretien du système d'épuration individuelle.

L'exploitant assure le libre accès au système d'épuration individuelle pour les opérations de contrôle.

La S.P.G.E. et l'organisme d'assainissement compétent sont exonérés de prester le service de gestion publique d'assainissement autonome en cas de refus d'accès au système d'épuration individuelle.

§ 3. Le département ou tout organisme de droit public ou de droit privé, désigné par ce département, réalise les opérations de contrôle visées à l'article R.304bis, § 1^{er}, 4^o.

Sous-section 3. — Les frais des contrôles

Art. R.305. Les frais du contrôle visés à l'article R.304bis, § 1^{er}, 1^o, sont à charge de l'exploitant.

Le Ministre fixe le montant des frais relatifs au contrôle visé à l'article R.304bis, § 1^{er}, 1^o, lequel est indexé annuellement suivant l'indice des prix à la consommation (base 1^{er} janvier 2017).

La S.P.G.E., dans le cadre de la gestion publique de l'assainissement autonome, supporte les frais correspondant aux opérations de contrôles visées à l'article R.304bis, § 1^{er}, 2^o et 3^o.

Le budget de la Région wallonne supporte les frais correspondant aux opérations de contrôle visées à l'article R.304bis, § 1^{er}, 4^o.

Si une opération de contrôle visé à l'article R.304bis, § 1^{er}, 1^o à 3^o, n'a pu être menée à bien pour une raison imputable à la personne concernée par le contrôle, les frais de déplacement correspondant à la visite infructueuse sont portés à sa charge.

Le coût du tout nouveau contrôle effectué à la suite d'un contrôle relevant d'un manquement est à charge de l'exploitant.

Art. R.306. § 1^{er}. L'exploitant du système d'épuration individuelle concerné par une opération de contrôle visée à l'article R.304bis, § 1^{er}, 1^o à 3^o, est informé par écrit de la date et de l'heure de la visite, et ce au moins quinze jours avant celle-ci.

§ 2. Dans les soixante jours de la réalisation du contrôle, l'organisme d'assainissement compétent ou le département, selon le cas, transmet par écrit à l'exploitant du système d'épuration individuelle l'attestation de contrôle comprenant le résultat de celui-ci et une copie de l'attestation de contrôle à la S.P.G.E.

§ 3. Pour les opérations de contrôle visées à l'article R.304bis, § 1^{er}, 1^o, les frais à charge de l'exploitant sont payés préalablement à la réalisation du contrôle.

§ 4. Lorsque l'attestation d'un contrôle réalisé en vertu de l'article R.304bis, § 1^{er}, fait état d'un manquement par rapport aux éléments contrôlés repris à l'annexe XLVIIa, d'une pièce défectueuse à remplacer ou de résultats des analyses réalisées sur un échantillon prélevé non conformes aux normes d'émission fixées dans les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'exploitant du système est invité à se mettre en ordre.

En cas d'attestation de contrôle signalant un manquement, l'exploitant peut demander une deuxième expertise auprès du département.

L'exploitant produit, dans les six mois de la notification de l'attestation de contrôle comportant un avis négatif, la preuve des réparations effectuées, et la mise en conformité aux normes au moyen d'une analyse conforme réalisée à ses frais par un laboratoire agréé. Dans ce dernier cas, l'exploitant du système d'épuration individuelle informe la S.P.G.E. ou, pour les contrôles relatifs à l'art. R.304, § 1^{er}, 4^o, le département, de la date et de l'heure du prélèvement, au minimum quinze jours avant celui-ci afin qu'elle puisse déléguer un représentant si elle l'estime nécessaire.

§ 5. A l'issue du délai imparti pour mettre le système d'épuration individuelle en conformité, si l'exploitant a présenté les preuves de la mise en ordre de son système, un nouveau contrôle peut être réalisé, selon le cas, par la S.P.G.E., l'organisme d'assainissement compétent ou le département. »

Art. 20. Dans la Partie III, Titre 1^{er}, Chapitre IX, du même Livre, il est inséré un Chapitre IX/1, comportant les articles R.307 et R.307/1, rédigés comme suit :

« CHAPITRE IX/1. — *Entretien des systèmes d'épuration individuelle*

Section 1^{re}. — Entretien périodique

Art. R.307. § 1^{er}. Pour tous les systèmes d'épuration individuelle, un entretien est effectué sous la responsabilité de l'exploitant selon les modalités et la périodicité minimale définie aux arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement contenant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux systèmes d'épuration individuelle.

§ 2. L'entretien est réalisé par un prestataire de service qui dispose des équipements nécessaires à la réalisation des prestations obligatoires d'entretien et qui dispose d'une connaissance du système d'épuration individuelle concerné.

Ce prestataire doit s'enregistrer auprès de la S.P.G.E. via l'application dédiée à cet effet disponible sur le site : www.spge.be/gpaa

§ 3. Le prestataire de service qui réalise l'entretien communique son rapport à l'exploitant ainsi qu'à la S.P.G.E. via l'application dédiée à cet effet disponible sur le site : www.spge.be/gpaa, dans les quinze jours de la réalisation de l'entretien.

§ 4. Lorsque l'exploitant du système d'épuration individuelle n'est pas exempté du C.V.A., la S.P.G.E. intervient, par entretien et selon la périodicité d'entretien prévue à l'arrêté pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement contenant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux systèmes d'épuration individuelle, pour un montant hors T.V.A. maximal de :

- 1^o 120 euros pour les unités d'épuration individuelle;
- 2^o 150 euros pour les installations d'épuration individuelle;
- 3^o 200 euros pour les stations d'épuration individuelle.

Ces montants forfaitaires sont indexés annuellement sur base de l'indice des prix à la consommation fixé au 1^{er} janvier 2017.

Le rapport d'entretien est communiqué à la S.P.G.E. conformément au paragraphe 3. L'exploitant bénéficie de l'intervention financière de la S.P.G.E. si ce rapport est recevable, complet et fait état du bon entretien du système d'épuration individuelle.

En cas de dossier incomplet, la S.P.G.E. informe le prestataire qui a réalisé l'entretien du système d'épuration individuelle qui dispose de quinze jours pour le compléter.

La S.P.G.E. met à disposition des prestataires d'entretien enregistrés une application permettant de vérifier si l'exploitant du système relève ou non des services de la gestion publique de l'assainissement autonome, et notamment s'il paie un C.V.A. sur ses eaux usées domestiques.

Si tel est le cas, l'intervention financière relative à l'entretien des systèmes d'épuration individuelle est réalisée par une facturation du montant pris en charge par la S.P.G.E. établie par le prestataire à l'adresse de la S.P.G.E. sur base du rapport d'entretien et le prestataire établi, le cas échéant, une facture à l'adresse du particulier pour les prestations non couvertes par l'intervention forfaitaire de la S.P.G.E. Une copie de cette facture est adressée à la S.P.G.E.

§ 5. Lorsque l'exploitant du système d'épuration individuelle est exempté du C.V.A., les prestations d'entretien sont entièrement à sa charge.

§ 6. A défaut de recevoir le rapport d'entretien dans les délais impartis, la S.P.G.E. envoie un rappel à l'exploitant pour que celui-ci transmette ce rapport. A défaut pour l'exploitant de transmettre le rapport dans les soixante jours à compter du rappel, un contrôle est effectué à sa charge, selon les modalités prévues aux articles R.305 et R.306. Il est mis fin en même temps à l'intervention financière prévue au paragraphe 4.

Lorsque le rapport d'entretien signale un manquement imputable à l'exploitant ou une pièce défectueuse à remplacer, l'exploitant effectue les réparations nécessaires et communique à la S.P.G.E. les preuves des réparations effectuées dans les six mois.

§ 7. En cas de manquements répétés liés aux prestations d'entretien suite à un contrôle périodique, à un défaut de présentation d'un rapport complet ou d'absence de conformité des factures par rapport aux dispositions du présent Code, la S.P.G.E. avertit le prestataire d'entretien que son enregistrement est suspendu pour une durée indéterminée.

Le prestataire de service dont son enregistrement est suspendu peut introduire, à tout moment, auprès du comité d'experts pour l'assainissement autonome une demande de levée de la suspension, notamment sur base de nouveaux éléments.

Le comité d'experts pour l'assainissement autonome envoie sa décision au prestataire d'entretien et à la S.P.G.E. dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande du prestataire de service. A défaut de décision endéans le délai visé, le prestataire de service concerné transmet sa demande de levée de la suspension au Ministre. Le Ministre notifie sa décision se substituant à celle du comité d'experts dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande.

Tout recours sur une suspension confirmée par le comité d'experts pour l'assainissement autonome est introduit auprès du Ministre dans les soixante jours de la notification de la décision.

Le Ministre notifie sa décision dans un délai de soixante jours à dater de la réception du recours. »

§ 8. L'exploitant assure le libre accès au système d'épuration individuelle pour les opérations d'entretien.

Section 2. — Vidange des boues excédentaires

Art. 307/1. § 1^{er}. Lorsque l'exploitant du système d'épuration individuelle n'est pas exempté du C.V.A., la S.P.G.E., avec le concours de l'organisme d'assainissement compétent, fait procéder à sa charge à la vidange des boues excédentaires du système d'épuration individuelle dans le délai fixé par le rapport d'entretien ou suite à un contrôle périodique.

L'organisme d'assainissement compétent avertit l'exploitant par envoi de cette obligation, ce dernier a trois mois à dater de cet avertissement pour faire réaliser la vidange.

L'organisme d'assainissement compétent fournit à l'exploitant la liste des vidangeurs agréés en charge de cette vidange des systèmes d'épuration individuelle sur sa commune.

Le vidangeur agréé, sous contrat avec la S.P.G.E. ou son mandataire, lui facture le montant de sa prestation selon les modalités et conditions reprises dans ce contrat.

L'exploitant assure le libre accès au système d'épuration individuelle au vidangeur agréé.

Si l'opération de vidange n'est pas menée à bien pour une raison imputable à l'exploitant du système d'épuration individuelle, les frais de déplacement correspondant à la visite infructueuse sont portés à sa charge par le vidangeur agréé.

§ 2. Lorsque l'exploitant du système d'épuration individuelle est exempté du C.V.A., il fait procéder à la vidange à ses frais dans le délai fixé par le rapport d'entretien ou du contrôle périodique. L'exploitant communique à l'organisme d'assainissement compétent le bordereau d'intervention du vidangeur agréé dans les dix jours de son intervention, par envoi ou par l'application informatique internet établie à cet effet à l'adresse : <http://www.spge.be/gpaa> »

Art. 21. A l'article R.308, § 1^{er}, du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 3^o, les mots "comité" : sont remplacés par les mots "comité d'experts pour l'assainissement autonome" ;

b) il est inséré un 4^o*bis* rédigé comme suit :

« 4^o*bis* "le département" : le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement; »;

c) il est inséré un 13^o*bis* rédigé comme suit :

« 13^o*bis* "installateur" : entreprise constituée en personne physique ou morale responsable de la bonne exécution des travaux d'installation et de la mise en service d'un système d'épuration individuelle; »;

d) le 16^o est remplacé par ce qui suit :

« 16^o "plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique ou en abrégé P.A.S.H." : outil de planification et de représentation cartographique de l'assainissement par sous-bassin hydrographique; »;

e) au 18^o, les mots "et l'évacuation des eaux épurées" sont abrogés;

f) il est inséré les 18^o*bis* et 18^o*ter* rédigés comme suit :

« 18^o*bis* "le système extensif" : le système d'épuration individuelle faisant intervenir, pour le traitement biologique des eaux usées, tout ou partie des processus de dégradation présents naturellement dans un écosystème sans utilisation d'équipement électromécanique autre qu'un relevage des eaux usées ou des eaux épurées si nécessaire;

18^o*ter* "le système intensif" : le système d'épuration individuelle dont le traitement biologique des eaux usées, faisant intervenir tout ou partie des processus de dégradation présents naturellement, est intensifié par un équipement électromécanique permettant la dégradation de la matière organique sur des surfaces réduites ou dans des volumes restreints; ».

Art. 22. L'article R.386 du même Livre, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 12 février 2009 et du 27 mai 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.386. § 1^{er}. La personne physique ou morale de droit public ou de droit privé qui épure elle-même, dans un système d'épuration individuelle couvert par une déclaration ou un permis d'environnement, les eaux usées domestiques qu'elle produit, et qui est exemptée du paiement du C.V.A. ou de la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques peut continuer à bénéficier de cette exemption jusqu'au 31 décembre 2021 si elle entretient, vidange et contrôle régulièrement le système d'épuration individuelle conformément aux dispositions du présent Livre et aux arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

§ 2. La personne physique ou morale de droit public ou de droit privé qui épure elle-même, dans un système d'épuration individuelle couvert par une déclaration ou un permis d'environnement, les eaux usées domestiques qu'elle produit, et qui bénéficie de l'exemption de la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques ou du C.V.A. peut renoncer à tout moment à son exemption; cette renonciation s'accompagne d'une prise en charge par la S.P.G.E. du service de gestion publique de l'assainissement autonome.

La renonciation à l'exemption du C.V.A. est notifiée à la S.P.G.E. par envoi.

Sur base de cet envoi, la S.P.G.E. en avertit le distributeur d'eau et fait réaliser et prend en charge un contrôle de fonctionnement du système d'épuration individuelle. Le propriétaire du système assure une mise en conformité du système, le cas échéant, en fonction du rapport établi lors du contrôle.

§ 3. Passé le délai du 31 décembre 2021, il est mis fin à l'exemption de la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques ou du C.V.A. de toute personne physique ou morale de droit public ou de droit privé qui épure elle-même, dans un système d'épuration individuelle couvert par une déclaration ou un permis d'environnement, les eaux usées domestiques qu'elle produit.

La fin de cette exemption s'accompagne d'une prise en charge par la S.P.G.E. du service de gestion publique de l'assainissement autonome.

Passé le délai du 31 décembre 2021, la S.P.G.E. fait réaliser et prend en charge un contrôle de fonctionnement du système d'épuration individuelle. Le propriétaire du système assure une mise en conformité du système, le cas échéant, en fonction du rapport établi lors du contrôle. »

Art. 23. Les articles R.387 et R.388 du même Livre, remplacés et modifiés par les arrêtés du Gouvernement wallon du 12 février 2009 et du 27 mai 2009, sont abrogés.

Art. 24. A l'article R.389 du même Livre, remplacé et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 12 février 2009 et du 27 mai 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Au surplus, dans ce cas, le propriétaire du système d'épuration individuelle assume la charge financière des réparations, l'exploitant du système assume les coûts de l'entretien et des contrôles du système jusqu'à sa mise en conformité complète avant de pouvoir bénéficier du service lié à la gestion publique de l'assainissement autonome. »;

2° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 25. A l'article R.400/2 du même Livre, introduit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2015, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le mélange de lots de gadoues est autorisé afin de remplir le véhicule utilisé par le vidangeur agréé entre deux éliminations prévues au paragraphe 3. Le passage par des fosses intermédiaires ou de transit est également autorisé pour autant le vidangeur agréé certifié auprès de l'organisme d'assainissement concerné que les gadoues récoltées résultent exclusivement d'installations destinées à la collecte ou au traitement d'eaux usées domestiques. »

Art. 26. Dans la Partie III, Titre II, du même Livre, l'intitulé du Chapitre IX est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE IX. — *Primes à l'installation ou la réhabilitation d'un système d'épuration individuelle* »

Art. 27. L'article R.401 du même Livre, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 24 mars 2005, du 6 décembre 2006 et du 6 novembre 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.401. § 1^{er}. Dans le cadre de sa mission de gestion publique de l'assainissement autonome, dans la limite des montants disponibles, la S.P.G.E. accorde une prime à toute personne physique ou morale, de droit public ou de droit privé, qui équipe, à ses frais, d'un système d'épuration individuelle agréé, une habitation ou un groupe d'habitations érigées et rejetant des eaux usées domestiques avant la date d'approbation ou de modification du plan communal général d'égouttage ou du P.A.S.H. qui les a classées en zone d'assainissement autonome.

§ 2. La date de référence pour l'ouverture du droit à une prime visée par le paragraphe 1^{er} est toujours celle du premier plan qui a fixé la vocation actuelle de l'habitation en termes d'assainissement.

Aucune prime ne couvre la part éventuelle de la charge polluante résultant de l'exercice d'une activité commerciale, en ce compris à vocation touristique, ou industrielle ou d'une profession libérale.

Le potentiel supplémentaire d'occupation lié à des travaux d'aménagement réalisés après la date d'approbation du plan qui a placé pour la première fois l'immeuble en zone réservée à l'assainissement autonome n'est pas pris en compte dans le calcul des primes.

§ 3. La S.P.G.E. peut accorder une prime pour la réhabilitation ou le renouvellement d'un système d'épuration individuelle installé il y a au minimum quinze ans.

§ 4. La prime constitue dans le chef de la S.P.G.E. une dépense opérée dans le cadre de la mise en œuvre de l'assainissement autonome visé dans le Code de l'Eau aux articles D.222/1 à D.222/4 et réalisée aux conditions reprises aux paragraphes 1 à 3 ci-avant ainsi qu'aux articles R.402 à R.417. Son montant s'entend taxe sur la valeur ajoutée comprise. »

Art. 28. Dans la Partie III, Titre II, le Chapitre IX, du même Livre, une section 1/1 est insérée après l'article R.401 et rédigée comme suit :

« *Section 1/1. — Montant et demande des primes* »

Art. 29. A l'article R.402 du même Livre, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et du 6 novembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le montant de la prime, pour une première installation d'un système d'épuration individuelle, s'élève, pour la première tranche de cinq équivalent habitant (EH), à :

1° 1.000 euros pour les systèmes agréés en vertu des dispositions de la section 1/1 du présent chapitre;

2° la prime est majorée d'un montant de 1.500 euros si le Ministre impose le système d'épuration individuelle suite à une étude de zone ou lorsque l'habitation relève d'un point noir local reconnu selon les dispositions prévues à l'article R.280;

3° La prime prévue au 2° est majorée de :

- 1.000 euros lorsque l'habitation est située en zone prioritaire I visée à l'article R.279, paragraphe 3;

- 150 euros pour la réalisation d'un test de perméabilité du sol en vue d'une infiltration dans le sol;

- 500 euros lorsque, à l'issue du test de perméabilité, l'évacuation des eaux épurées s'effectue par un des modes d'infiltration dans le sol, autorisés par les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à l'exclusion du puits perdant;

- 700 euros pour l'installation d'un système extensif;

4° la prime prévue aux points 1° et 2° est majorée de 350 euros par équivalent-habitant supplémentaire. »;

b) au paragraphe 2, alinéa 2, les mots "on considère que" sont supprimés;

c) au paragraphe 2, alinéa 3, les mots "par la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau sur base des éléments d'appréciation dont elle dispose" sont remplacés par les mots "par la S.P.G.E. sur base de l'avis de l'organisme d'assainissement agréé";

d) le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. La prime visée au paragraphe 1^{er} est plafonnée à concurrence de septante pour cent du montant total des factures, taxe sur la valeur ajoutée comprise relatives aux travaux d'épuration individuelle lesquels comprennent l'étude, l'achat, le transport, la pose et le raccordement du système d'épuration individuelle et du réseau de collecte des eaux usées domestiques et le dispositif d'évacuation des eaux épurées, la remise des lieux en pristin état n'étant pas comprise. »;

e) au paragraphe 4, les mots "Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau" sont remplacés par les mots "S.P.G.E.";

f) un paragraphe 5 est ajouté comme suit :

« § 5. Conformément l'article R.401, § 3, une prime pour la réhabilitation d'un système d'épuration individuelle agréé peut être octroyée.

Le montant de cette prime est fixé à un maximum de 1.000 euros sur base d'un devis établi à la suite d'un contrôle ou d'un entretien ayant mis en évidence la nécessité de réhabiliter le système d'épuration individuelle.

Le montant de cette prime est plafonné à concurrence de septante pour cent du montant total des factures, taxe sur la valeur ajoutée comprise relatives aux travaux de mise en conformité et de réhabilitation du système d'épuration individuelle existant, hors remise des lieux en pristin état. »

Art. 30. L'article R.403 du même Livre, modifié par les arrêtés du 24 mars 2005 et du 6 décembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.403. § 1^{er}. Le particulier peut demander à la S.P.G.E., par envoi, s'il rentre dans les conditions d'octroi d'une prime. Un formulaire, dont le contenu et la forme sont arrêtés par le Ministre, accompagne la demande de prime.

Dans les quinze jours à dater du jour de la réception de la demande, la S.P.G.E. invite le demandeur à compléter son dossier si celui-ci est incomplet.

Dans les trente jours à dater de la complétude du dossier, la S.P.G.E. statue sur la demande et, le cas échéant, donne l'estimation du montant attendu de la prime selon les informations disponibles. Ce montant peut être revu selon le système d'épuration et le mode d'évacuation des eaux traitées installés.

§ 2. Le particulier transmet, sur base d'un devis complet, la demande de fixation du montant de la prime par envoi à la S.P.G.E. :

1° avant la réalisation des travaux s'il est fait appel à un installateur certifié;

2° après la réalisation des travaux s'il est fait appel à un installateur non certifié.

Un formulaire, dont le contenu et la forme sont arrêtés par le Ministre, accompagne la demande de prime.

Dans les trente jours à dater de la complétude du dossier, la S.P.G.E. fixe le montant de la prime sur base des informations transmises et le communique au particulier. »

Art. 31. L'article R.404 du même Livre, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 23 novembre 2006, du 6 décembre 2006 et du 6 novembre 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.404. La demande de liquidation de la prime, sur base de la fixation de la prime et pour autant que le système installé corresponde à celui qui a permis de fixer le montant, est introduite :

1° soit à la réception des travaux, par l'installateur certifié;

2° soit après la mise en service du système d'épuration individuelle, dans les six mois de l'obtention de l'attestation du contrôle à l'installation ou de fonctionnement visée à l'article R.304bis, § 1^{er}, 1° et 2°.

La demande de liquidation de la prime est accompagnée de l'ensemble des factures relatives à l'installation du système d'épuration individuelle, ainsi que du rapport établi par l'installateur repris à l'article R.304.

L'installateur certifié facture le montant de la prime à la S.P.G.E. selon les conditions visées à l'article R.405 et déduit celle-ci de toute facture adressée au particulier.

Si la demande de prime est formulée après la réalisation des travaux, elle est accompagnée d'un exemplaire de l'attestation de contrôle. »

Art. 32. L'article R.405, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 novembre 2006, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. R.405. La prime est liquidée par la S.P.G.E. dans les trente jours de la réception de la demande pour autant que le dossier transmis soit complet et recevable. En cas de dossier incomplet, la S.P.G.E. informe l'installateur et le propriétaire du système d'épuration individuelle dans les dix jours. »

Art. 33. L'article R.408 du même Livre, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, est abrogé.

Art. 34. A l'article R.409 du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots "en ce compris les systèmes de désinfection" sont abrogés;
- b) les mots "annexe XLVII" sont remplacés par les mots "annexe XLVIIIa".

Art. 35. A l'article R.410 du même Livre, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2012, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "Comité d'experts" sont remplacés par les mots "Comité d'experts pour l'assainissement autonome";

b) au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, les mots "par le Ministre" sont abrogés;

c) au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots "Comité d'experts" sont remplacés par les mots "Comité d'experts pour l'assainissement autonome";

d) au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, le mot "Comité" est remplacé par les mots "Comité d'experts pour l'assainissement autonome";

e) au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot "Comité" est remplacé par les mots "Comité d'experts pour l'assainissement autonome";

f) au paragraphe 2, alinéa 2, le mot "Comité" est remplacé par les mots "Comité d'experts pour l'assainissement autonome";

g) il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. La S.P.G.E. assure le secrétariat du Comité d'experts pour l'assainissement autonome.

Le Comité d'experts pour l'assainissement autonome peut sous-traiter des travaux d'expertise et d'évaluation des dossiers d'agrément qui lui sont soumis.

La S.P.G.E. assure les frais de fonctionnement du Comité d'experts pour l'assainissement autonome. »;

h) au paragraphe 3, le mot "Comité" est remplacé par les mots "Comité d'experts pour l'assainissement autonome";

i) au paragraphe 5, le mot "Comité" est remplacé par les mots "Comité d'experts pour l'assainissement autonome";

j) au paragraphe 6, le mot "Comité" est remplacé par les mots "Comité d'experts pour l'assainissement autonome".

Art. 36. A l'article R.410-1 du même Livre, inséré par l'arrêté du 3 mai 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.410-1. Le Comité d'experts pour l'assainissement autonome a pour mission :

1^o d'examiner et d'évaluer les demandes d'agrément et de retrait d'agrément des systèmes d'épuration conformément aux articles R.411 à R.417;

2^o de soumettre au Ministre et à la S.P.G.E. des recommandations sur :

- a) l'adéquation des solutions d'assainissement autonome en regard des objectifs de qualité attendus;
- b) la formation des acteurs intervenant dans la mise en œuvre des systèmes d'épuration individuelle;
- c) le contrôle des systèmes d'épuration individuelle;
- d) le suivi et l'entretien des systèmes d'épuration individuelle;
- e) la mise en place d'un observatoire ou d'un centre d'expertise de l'assainissement autonome;

3^o d'être l'autorité de recours quant à une décision de suspension d'enregistrement d'un prestataire d'entretien. »

Art. 37. A l'article R.411 du même Livre, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et du 3 mai 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot "Comité" est remplacé par les mots "Comité d'experts pour l'assainissement autonome";

2^o au paragraphe 3, les mots "aux annexes XLVII et XLVIII" sont remplacés par les mots "aux annexes XLVIIIa et XLVIIIb";

3^o il est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. La procédure de demande d'agrément est soumise au versement par le demandeur d'une somme forfaitaire correspondant aux frais de traitement de la demande dont le montant et les modalités de versement sont déterminées par le Ministre de l'Environnement ».

Art. 38. A l'article R.412 du même Livre, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et du 3 mai 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot "Comité" est remplacé par les mots "Comité d'experts pour l'assainissement autonome";

2° au paragraphe 2, alinéa 2, le mot "Comité" est remplacé par les mots "Comité d'experts pour l'assainissement autonome";

3° au paragraphe 2, alinéa 2, il est complété par la phrase suivante :

« Dans l'attente de la fourniture de ces informations complémentaires, le délai d'instruction du dossier est suspendu ».

Art. 39. A l'article R.413 du même Livre, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot "Comité" est remplacé par les mots "Comité d'experts pour l'assainissement autonome";

2° au paragraphe 1^{er}, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les références des guides de mise en œuvre et d'exploitation ainsi que le contrat d'entretien ou la liste des prestations d'entretien préconisées par le fabricant pour un fonctionnement normal du système seront annexés à l'arrêté d'agrément et consultables sur le site portail de l'environnement wallon et sur le site de la S.P.G.E.. »;

3° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, devenu alinéa 3, le mot "Comité" est remplacé par les mots "Comité d'experts pour l'assainissement autonome";

4° il est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. L'agrément est publié sur le site portail de l'environnement wallon et sur le site de la S.P.G.E. »

Art. 40. A l'article R.414 du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° le nombre d'EH pouvant être traités par le système d'épuration individuelle;

b) il est complété par des alinéas 2 et 3 rédigés comme suit :

« Les plaquettes sont fournies par la S.P.G.E. aux fabricants des systèmes agréés selon des modalités fixées par le Ministre.

La plaquette est disposée pour permettre une lecture aisée depuis un regard de visite. »

Art. 41. A l'article R.416 du même Livre, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot "Comité" est remplacé par les mots "Comité d'experts pour l'assainissement autonome";

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsqu'il apparaît que les conditions d'agrément fixées à l'annexe XLVIIIa ne sont plus respectées durant la période de validité de celui-ci ou que les rapports de visite de contrôle mettent en évidence des manquements, le Ministre peut procéder au retrait d'agrément sur avis conforme du Comité d'experts pour l'assainissement autonome. Le Comité d'experts pour l'assainissement autonome remet son avis après avoir invité le fabricant ou l'exploitant sous licence à faire valoir ses explications. »

Art. 42. A l'article R.417 du même Livre, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2012, le mot "Comité" est remplacé par les mots "Comité d'experts pour l'assainissement autonome".

Art. 43. Dans la Partie III, le Titre III du même Livre est abrogé.

Art. 44. Les articles R.436 à R.452 du même Livre sont abrogés.

Art. 45. Dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les annexes XLVII et XLVIII sont abrogées.

Art. 46. Dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, il est inséré une annexe XLVIIa qui est jointe en annexe 1^{re} au présent arrêté.

Art. 47. Dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, il est inséré une annexe XLVIIb qui est jointe en annexe 2 au présent arrêté.

Art. 48. Dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, il est inséré une annexe XLVIIa qui est jointe en annexe 3 au présent arrêté.

Art. 49. Dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, il est inséré une annexe XLVIIb qui est jointe en annexe 4 au présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Modification de la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement*

Art. 50. Dans la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, il est inséré un article R.93^{quater} rédigé comme suit :

« R.93^{quater}. Les organismes d'assainissement agréés visés aux articles D.343 à D.345 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau peuvent désigner en leur sein des agents compétents pour constater les infractions aux Chapitres VI et IX du Titre I^{er} de la Partie III de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau et aux arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement contenant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux systèmes d'épuration individuelle. »

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 51. Les interventions techniques, financières ou organisationnelles découlant de la gestion publique de l'assainissement autonome, reprises aux articles R.304, R.304ter, R.305, R.306, R.307, R.307-1 et R.386 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, dévolues à la S.P.G.E. sont à charge du producteur d'eau dans le cas visé à l'article D.255, § 1^{er}, alinéa 2, b), du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau.

Art. 52. § 1^{er} Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les articles 16 à 20, les articles 22 à 24, les articles 26 à 33 et l'article 40 du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Art. 53. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 1^{re}**Annexe XLVIIa au Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau**

Attestation de contrôle d'un système d'épuration individuelle

Article 1^{er}. L'attestation de contrôle d'un système d'épuration individuelle contient en cas de contrôle à l'installation ou de premier contrôle de fonctionnement :

- l'adresse de l'habitation où le système est installé;
- le nom et l'adresse du propriétaire et de l'exploitant du système;
- le nom et l'adresse de l'organisme de contrôle;
- le nom du contrôleur;
- la vérification des éléments administratifs et techniques repris dans le dossier de l'installateur du système, conformément à l'article R.304 et fourni à l'exploitant du système;
- la vérification des éléments techniques du système d'épuration individuelle, et notamment :
 - o en cas de système agréé : le numéro d'agrément, la lisibilité de la plaquette;
 - o en cas de système non agréé : l'attestation de conformité, les caractéristiques du prétraitement, du traitement biologique, et de tout autre dispositif en amont ou en aval du prétraitement ou du traitement.
- la vérification des équipements annexes à savoir :
 - o le dispositif de reprise des boues secondaires;
 - o les alarmes de dysfonctionnement prévues;
 - o le dispositif prévu de ventilation;
 - o le dispositif de contrôle pour la prise d'échantillon.
- La vérification du mode d'évacuation des eaux usées et son adéquation par rapport à la législation et en cas d'infiltration dans le sol :
 - o la note de calcul relative à l'établissement de la perméabilité et au dimensionnement du dispositif d'infiltration;
 - o le type d'infiltration;
 - o les dimensions du dispositif d'infiltration et la surface concernée;
 - o en cas du puits perdant : la profondeur et le diamètre.

Art. 2. L'attestation de contrôle d'un système d'épuration individuelle contient en cas de premier contrôle de fonctionnement, de contrôle périodique ou d'enquêtes et vérifications ponctuelles :

- les vérifications prévues lors d'un entretien dont le contenu est repris en annexe V des conditions intégrales et sectorielles relatives aux systèmes d'épuration individuelle;
- la preuve du respect des conditions d'exploitation reprises dans les conditions sectorielles et intégrales des systèmes d'épuration individuelle;
- la vérification des normes d'émissions (DCO, DBO5 et MES) sur base d'un échantillon ponctuel et d'une analyse réalisée sur site avec un système adapté à la gamme de concentration prévue.

S'il ressort de cette analyse un problème potentiel dans les valeurs observées, un second échantillon est pris selon un protocole normalisé pour une mesure des concentrations des eaux traitées en MES, DBO5 et DCO. L'analyse de ces échantillons est confiée à un laboratoire agréé.

Art. 3. L'attestation de contrôle mentionne si le système d'épuration individuelle satisfait aux exigences du code de l'eau et aux conditions intégrales et sectorielles relatives aux systèmes d'épuration individuelle.

L'attestation précise les manquements si le système d'épuration individuelle ne satisfait pas à ces exigences et conditions.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 modifiant la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, en ce qui concerne l'assainissement et la gestion publique de l'assainissement autonome.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 2

Annexe XLVIIIb au Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau

Dimensionnement des fosses septiques toutes eaux

Capacité nominale d'épuration (EH)	Volume utile minimum, en m ³
5 - 10	320 l/EH avec un minimum de 3 m ³
11 - 20	215 l/EH avec un minimum de 3,2 m ³
21 - 50	150 l/EH avec un minimum de 4,3 m ³
51 et au-delà	120 l/EH avec un minimum de 7,5 m ³

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 modifiant la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, en ce qui concerne l'assainissement et la gestion publique de l'assainissement autonome.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 3

Annexe XLVIIIa au Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau

Critères d'évaluation pour l'agrément des systèmes d'épuration individuelle

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'agrément est attribué sur base de trois critères :

- le critère valeur technique;
- le critère d'exploitation;
- le critère information.

§ 2. Les points attribués aux trois critères sont respectivement :

- de 50 points pour le critère valeur technique;
- de 30 points pour le critère exploitation;
- de 20 points pour le critère information.

§ 3. Pour se voir attribuer l'agrément, le système doit impérativement obtenir une cote moyenne minimale de 70 %. Par ailleurs, aucun critère ne peut recevoir une cote inférieure à 50 %.

Art. 2. Le critère valeur technique tient compte, au niveau :

a) du dimensionnement de la prise en compte des principes de calcul sécuritaires pour répondre aux exigences légales

b) de la conception :

- de la souplesse d'exploitation;
- de la robustesse;
- de la facilité de mise en œuvre;
- de l'accessibilité.

Art. 3. Le critère exploitation tient compte :

- du coût d'exploitation en ce compris la consommation électrique, la fréquence de vidange corrigée et les pièces d'usures et autres consommables;
- des moyens d'assistance au client;
- des garanties offertes sur le système d'épuration individuelle à la mise en œuvre, au fonctionnement et à l'exploitation.

Art. 4. Le critère information tient compte :

- de la sensibilisation à l'installation, à l'exploitation et au fonctionnement du système d'épuration individuelle (élaboration des guides);
- des informations obligatoires;
- de l'offre en formation des installateurs.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 modifiant la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, en ce qui concerne l'assainissement et la gestion publique de l'assainissement autonome.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 4

Annexe XLVIIIb au Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau

Constitution du dossier technique de demande d'agrément

1) Objectif du dossier technique.

Le dossier technique a pour objectif de fournir au comité d'experts pour l'assainissement autonome, des informations adéquates et suffisantes pour juger de la qualité du système d'épuration individuelle proposé.

Le dossier technique précise les conditions d'utilisation du système d'épuration individuelle, à savoir s'il est conçu uniquement pour un usage continu ou également pour un usage intermittent acceptant des arrêts prolongés et fréquents du système.

2) Contenu du dossier technique.

Le dossier technique contient au minimum les éléments suivants :

- a) Un schéma de principe de la filière d'épuration où sont repris :
 - les successions des différents éléments de traitement;
 - les infrastructures de base (cuves, équipement électromécanique);
 - les périphériques (dispositif d'entrée, de sortie, cheminée d'aération, regards de visite ou de contrôle, gestion des sous-produits d'épuration, stockage, vidange, etc...).
- b) Le principe de fonctionnement de chaque élément ainsi que l'éventuelle opération amont qu'il suppose (dégraisseur, dégrilleur, fosse septique, décolloïdeur, etc...).
- c) Les plans techniques cotés à l'échelle de chaque élément.

La charge nominale s'y rapportant, exprimée en termes usuels d'équivalent-habitant (EH) est clairement précisée.

- d) La description et les fiches techniques des équipements électromécaniques et accessoires.
- e) Le plan d'implantation général, où sont repris les regards de visite, d'entretien, de vidange, de contrôle ainsi que les conditions d'accès aux différents regards susmentionnés.
- f) Les critères de dimensionnement des différentes étapes de la filière.
- g) Les dispositifs de contrôle et de surveillance.

3) Liste des critères de dimensionnement à considérer :

Pour une taille donnée (exprimée en EH) il est précisé pour chaque élément :

- a) Fosse septique, décanteur primaire et dégraisseur : la capacité (volume en *m*), la surface, le nombre de compartiments, la longueur de la lame déversante.
- b) Clarificateur secondaire : volume, surface de décantation, disposition des organes d'entrée et de sortie (diamètre, profondeur) et/ou longueur de lame déversante, des boues secondaires (type de dispositif, débit nominal, fréquence de reprise).
- c) Dispositif de retour des boues secondaires (pompes, air lift) : type, débit horaire, asservissement au temps (durée journalière de fonctionnement).
- d) Capacité de stockage des boues : volume et hauteur maximale de stockage des boues avant vidange.
- e) Epuration biologique par boues activées :
 - volume (m^3) du réacteur;
 - charge volumique ($kg\ DBO_5/m^3\ d$);
 - charge massique ($kg\ DBO_5/kg\ MES.d$);
 - capacité d'oxygénation du dispositif d'aération en conditions standards ($kg\ O_2/h$) séquençage éventuel de l'aération et puissance installée (kW);
 - recirculation de la liqueur mixte (débits, fréquence).

Le type d'aération et la mise en œuvre sont décrits sur le plan technique concerné.

- f) Epuration par biomasse fixée type disques biologiques ou lit bactérien noyé :
- temps passage (h) ramené à un débit de référence précisé;
 - charge surfacique (kg DBO₅/m². j);
 - description des disques (taille, nature, distance interdisque, surface spécifique, pourcentage de vide) et vitesse de rotation (t/min);
 - nature et caractéristiques du garnissage (taille (cm), surface spécifique (m²/m³), géométrie et matériaux);
 - pourcentage de vide;
 - répartition dans le réacteur;
 - capacité d'oxygénation du dispositif d'aération (kg O₂/h) en conditions standards, séquençage éventuel de l'aération et puissance installée (kW).

Le type d'aération et la mise en œuvre (répartition, etc...) sont décrits sur le plan technique concerné.

- g) Epuration par procédés biologiques de type extensif.
- surface totale considérée (mètres carrés par EH);
 - géométrie des bassins ou massifs;
 - profondeur des bassins;
 - temps de séjour;
 - dispositions d'étanchéité;
 - mesures constructives permettant d'éviter les court-circuits hydrauliques;
 - mesures constructives permettant d'éviter le colmatage, caractéristiques des matériaux de remplissage des massifs filtrants;
 - caractéristiques des matériaux de remplissage des massifs filtrants.
- h) Epuration biologique par boues activées à fonctionnement séquentiel (SBR):
- hauteurs d'eau (m) et volumes (m³) minimum et maximum (m) dans le réacteur;
 - charge volumique à volume maximum (kg DBO₅ /m³ d);
 - charge massique (kg DBO₅/kg MES.d);
 - capacité d'oxygénation du dispositif d'aération en conditions standards (kg O₂/h) et puissance installée (kW);
 - durée d'un cycle et description détaillée (succession, durée) des phases le composant : alimentation, aération (séquencée ou non), purge des boues, décantation, vidange;
 - hauteur de la prise d'eau de la vidange.

i) Pour les dispositifs biologiques d'épuration de conceptions particulières, les capacités unitaires des ouvrages proposés seront justifiées.

Pour les modes d'évacuation autorisés autres que les eaux de surface ordinaires ou les voies artificielles d'écoulement, une description détaillée incluant les critères de dimensionnement, le choix et la mise en œuvre des substrats sera jointe au plan coté et au plan d'implantation.

j) Si un poste de relevage est inclus dans la filière de traitement, sa géométrie sera décrite (volume utile, surface, trop plein...) ainsi que la pompe dont il est équipé (débit nominal, séquençage, asservissement...)

4) Tableau.

Il est joint une grille ou tableau associant de façon explicite les dimensions des ouvrages (volume, surface, puissance électromécanique, etc.) en fonction de la charge nominale à traiter pour l'ensemble des éléments constitutifs d'un type de fabrication.

5) Informations générales.

Il est joint un dossier comprenant les informations générales suivantes, éventuellement relativisées en fonction de la capacité nominale de la filière ou d'un de ces éléments et relatives à :

- la consommation électrique attendue, en fonction de la puissance installée et des temps de fonctionnement;
- la production de boues (kg MS/kg DBO₅ éliminée) et la périodicité des vidanges des sous-produits d'épuration;
- une description du fonctionnement des dispositifs de surveillance ou d'alarme et une liste des pannes rapportées par ceux-ci;
- l'ajout(s) de réactif(s) (quantité, fréquence, prix);
- la puissance sonore émise;
- la garantie(s) sur les ouvrages et les équipements électromécaniques;
- les services assurés et leur description : mise en place, mise en service, contrats d'entretien;
- les références.

6) Le dossier technique comprend également une brochure à remettre aux acquéreurs.

Cette brochure contient :

- un guide de mise en œuvre de l'installation qui a pour objectif une mise en place adéquate de la filière et de ses éléments;
 - un guide d'exploitation permettant à l'acquéreur de remplir au mieux ses obligations en matière de protection de l'environnement que ce soit en termes de gestion journalière ou d'entretien. Le guide est complété d'une plaquette récapitulant les principaux points d'attention à l'usage de l'exploitant.
- a) Le guide de mise en œuvre de l'installation inclut au moins les informations et les documents suivants :
- 1° un plan d'implantation tel que défini dans le dossier technique;
 - 2° les données quant aux risques de dégradations mécaniques et chimiques des éléments (nature des matériaux, etc.);
 - 3° l'adéquation du système aux conditions topographiques et aux possibilités d'évacuation :
 - description des exigences de la filière quant à la topographie et nature du terrain, et quant aux modes d'alimentation et d'évacuation des effluents;
 - lors d'une évacuation dans un dispositif souterrain, préciser les précautions à prendre pour éviter son colmatage;

4° les conditions de transport, de pose, de sécurité, de réalisation des fondations et du remblayage :

- en fonction du poids du ou des éléments, préciser les conditions d'accès du chantier pour le camion de livraison et pour la pose. Inclure les éléments de sécurité pour les personnes qui réaliseront la pose;
- détailler la description de la fondation, la technique et les matériaux de remblayage et notamment les risques encourus par l'utilisation d'un matériau de remblayage inadéquat (ex. : poinçonnage de la cuve);

5° les conditions des raccordements hydrauliques, électriques et de la ventilation :

- par schéma, montrer le trajet hydraulique, notamment l'importance d'un écoulement gravitaire et du sens de raccordement des cuves;
- en fonction des éléments électriques mis en œuvre, décrire l'installation nécessaire et les conditions de sa protection contre l'humidité;
- l'évacuation des gaz sera réalisée indépendamment des différents tuyaux de collecte des eaux (p. ex : ne pas ventiler par les conduits d'eau pluviale);

6° la description des exigences quant à l'accessibilité des regards d'entretien, de gestion et de contrôle lors de la vidange des boues, du prélèvement d'échantillons et de l'entretien général des éléments :

- indiquer les orifices de soutirage des boues et les précautions éventuelles nécessaires pour éviter d'altérer ou de détruire un ou des éléments de l'installation;
- préciser les conditions de soutirage au niveau des volumes de boue;
- indiquer ou schématiser le système de prélèvement des échantillons de l'eau épurée, il doit être aisément accessible;
- pour la bonne réalisation de l'entretien prescrit, prévoir pour l'utilisateur, un placement qui garantira ultérieurement un accès aisé de tous les éléments (ex. : l'enlèvement du lit filtrant);

7° la référence aux normes utilisées dans la construction pour les matériaux;

8° la prise en compte des conditions d'utilisation du sol (passage des véhicules);

9° l'indication des précautions et des travaux nécessaires pour permettre le passage des véhicules en fonction de leurs gabarits;

10° les conditions d'exécution du réseau d'alimentation et de rejet.

b) Le guide d'exploitation :

Ce guide a pour objectif de fournir à l'utilisateur tous les conseils nécessaires pour une utilisation correcte et pour un entretien de qualité, en ce compris l'élimination des sous-produits de l'épuration, en vue d'atteindre les objectifs de protection de l'environnement.

Il contient les informations suivantes :

1° Sur le système d'épuration individuelle :

- la consommation électrique moyenne journalière;
- la puissance électrique totale installée;
- la hauteur des boues excédentaires acceptables estimée sur un fonctionnement à charge nominale;
- les quantités d'ajout de réactif, si nécessaire, en précisant le coût;
- la puissance sonore émise mesurée à 1 mètre de l'évent de l'organe électromécanique en service;
- les dispositions à respecter pour assurer l'isolation acoustique;
- les renseignements techniques : la capacité maximale en terme d'équivalent-habitant et les caractéristiques des organes principaux;
- un guide technique de fonctionnement général;
- une fiche de sensibilisation de l'acqureur aux bonnes pratiques d'exploitation.

2° Sur le prix et les services rendus :

- en matière de garantie pièces et main-d'œuvre couvrant toute panne ou défectuosité des organes électromécaniques et des cuves;
- en matière de contrat d'entretien.

Le comité d'experts pour l'assainissement autonome peut exiger du demandeur toutes les informations complémentaires qu'il estime indispensables pour conduire à bien sa mission.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 modifiant la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, en ce qui concerne l'assainissement et la gestion publique de l'assainissement autonome.

Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/206424]

1. DEZEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, was die Sanierung und die öffentliche Verwaltung der autonomen Sanierung betrifft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 40 und 95 § 6 Ziffer 3, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.140, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Juli 2010, 27. Oktober 2011 und 12. Dezember 2014;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.222, D.222/1, D.222/2, D.270 und D.344, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016;

Aufgrund des Dekrets vom 23. Juni 2016 zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung, Artikel 106;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund der am 5. Februar 2016 abgegebenen Stellungnahme des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des Berichts vom 17. Dezember 2015, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 17. Oktober 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 60.132/4 des Staatsrats;

In Erwägung der am 8. Februar 2016 abgegebenen Stellungnahme des Städte- und Gemeindeverbands der Wallonie;

In Erwägung der Stellungnahme des mit der Überprüfung der Zulassungsanträge der individuellen Klärsysteme beauftragten Sachverständigenausschusses vom 15. März 2016, des wallonischen Landwirtschaftsverbands vom 2. Januar 2016, der AQUAWAL vom 3. Februar 2016 und der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") vom 5. Februar 2016;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Artikel 1 - Artikel 26 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Mai 2006, wird um eine Ziffer 5 mit folgendem Wort ergänzt:

«5° an die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E."), wenn der Antrag auf Umweltgenehmigung ein individuelles Klärsystem im Sinne von Artikel R.233 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, betrifft.»

Art. 2 - Artikel 54 desselben Erlasses wird um eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«4° an die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E."), wenn der Antrag auf Umweltgenehmigung ein individuelles Klärsystem im Sinne von Artikel R.233 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, betrifft.»

Art. 3 - In Artikel 69 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird Absatz 1 um folgenden Satz ergänzt:

«Wenn die Erklärung ein individuelles Klärsystem im Sinne von Artikel R.279 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, betrifft, richtet die Gemeinde eine Abschrift der Erklärung mit diesem Vermerk an die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.).»

Art. 4 - In Artikel 70 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird Absatz 1 um folgenden Satz ergänzt:

«Wenn die Erklärung ein individuelles Klärsystem im Sinne von Artikel R.279 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, betrifft, richtet die Gemeinde eine Abschrift der Erklärung mit diesem Vermerk an die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.).»

KAPITEL II — Abänderungen des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Art. 5 - Artikel R.233 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und 17. Februar 2011, wird wie folgt abgeändert:

a) unter Ziffer 3 wird das Wort "Ausschuss" durch die Wörter "Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung" ersetzt;

b) eine Ziffer 5bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«5°bis "die Abteilung": die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;»

c) eine Ziffer 13^{bis} mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«13^{bis} "Betreiber": die Person, die ein Gebäude, das mit einem individuellen Klärsystem ausgerüstet ist, in irgendeiner Eigenschaft benutzt, oder mit dessen Verwaltung beauftragt ist;»;

d) eine Ziffer 16^{bis} mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«16^{bis} "Installateur": ein Unternehmen, in der Form einer natürlichen oder juristischen Person, das mit den Einrichtungsarbeiten und mit der Inbetriebnahme eines individuellen Klärsystems beauftragt ist;»;

e) unter Ziffer 21 werden die Wörter "oder abgekürzt SpZeg - (frz. P.A.S.H.)" zwischen die Wörter "Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet" und ": Instrument zur Planung" eingefügt;

f) eine Ziffer 21^{bis} mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«21^{bis} "lokaler Schwachpunkt": auf eine begrenzte Anzahl Wohnhäuser beschränkte Zone in einem Gebiet mit autonomem oder vorübergehendem Sanierungsverfahren, das eine Gefahr für die Gesundheit oder die Sicherheit der Personen oder Haus- bzw. Zuchttiere oder eine Beeinträchtigung der öffentlichen Gesundheit darstellt;»;

g) unter Ziffer 24 werden die Wörter "und das geklärte Wasser abgeleitet" gestrichen;

h) der Artikel wird um die Ziffern 24^{bis}, 24^{ter} und 24^{quater} mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«24^{bis} "individuelle Kläreinheit": individuelles Klärsystem, das dazu fähig ist, ein Haushaltsabwasservolumen zu behandeln, das einer Schadstoffbelastung von höchstens 20 EGW entspricht;

24^{ter} "individuelle Kläranlage": individuelles Klärsystem, das dazu fähig ist, ein Haushaltsabwasservolumen zu behandeln, das einer Schadstoffbelastung zwischen 20 und 100 EGW entspricht;

24^{quater} "individuelle Klärstation": individuelles Klärsystem, das dazu fähig ist, ein Haushaltsabwasservolumen zu behandeln, das einer Schadstoffbelastung von mindestens 100 EGW entspricht;».

Art. 6 - In Artikel R.271 Absatz 1 desselben Buches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Februar 2011, wird das Wort "Dreijahresprogramme" durch "Investitionsprogramme" ersetzt.

Art. 7 - Artikel R.277 desselben Buches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 1 - Das kollektive Sanierungsverfahren setzt die nachstehenden Verpflichtungen voraus.

Jede Ortschaft, die den Kriterien nach Artikel R.286 § 2 genügt, muss über ein Sammelsystem verfügen.

Die Gemeinden sind verpflichtet, die Teile von oben erwähnten Ortschaften, die sich auf ihrem Gebiet befinden, mit Kanalisationen auszustatten.

Die Wohnhäuser, die sich entlang einer Straße befinden, die bereits mit Kanalisationen ausgestattet ist, müssen an diese angeschlossen werden.

Die Wohnhäuser, die sich entlang einer Straße befinden, die mit Kanalisationen ausgestattet wird, müssen während den Kanalisationsarbeiten an diese Kanalisationen angeschlossen werden.»;

2° Paragraph 3 Absatz 3 wird gestrichen;

3° Paragraph 4 wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 4 - Unbeschadet anderer anwendbarer Rechtsvorschriften wird das Regenwasser wie folgt abgeführt:

1° vorrangig in den Boden durch Versickerung;

2° wenn dies technisch nicht möglich ist, oder wenn die dazu verfügbare Fläche unzureichend ist, in einen künstlichen Abflussweg oder in ein gewöhnliches Oberflächenwasser;

3° wenn 1° oder 2° nicht möglich sind, in die Kanalisationen.

§ 5 - Neue Wohnhäuser müssen mit einem System versehen werden, durch das das gesamte Regenwasser vom Abwasser getrennt wird. Jedes neue Wohnhaus entlang einer Straße, die noch nicht mit einer Kanalisation versehen ist, oder deren Kanalisation noch nicht in eine kollektive Klärstation mündet, muss mit einer umleitbaren Faulgrube ausgerüstet werden, deren Mindestkapazität nach Anhang XL VIIb festgelegt wird. Auf Stellungnahme der zuständigen Sanierungseinrichtung kann das Gemeindegremium eine Abweichung von der verpflichteten Einrichtung einer Faulgrube gewähren, wenn es der Ansicht ist, dass die Kosten für diese Einrichtung im Hinblick auf die erwartete Verbesserung der Umwelt unverhältnismäßig sind.

Falls keine Kanalisationen vorhanden sind, wird die umleitbare Faulgrube vorzugsweise derart zwischen dem Wohnhaus und dem zukünftigen Kanalisationsnetz eingerichtet, dass der spätere, gemäß Paragraph 1 auferlegte Anschluss erleichtert wird. Das aus der Faulgrube ausfließende Abwasser wird über ein Oberflächengewässer oder, sofern es nicht durch oder kraft anderer Rechtsvorschriften verboten ist, durch eine Vorrichtung zur Ableitung durch Versickerung durch den Boden abgeleitet.

§ 6 - Bei der Inbetriebnahme der kollektiven Klärstation muss die Ableitung des häuslichen Abwassers ausschließlich durch das Kanalisationsnetz erfolgen. Die umleitbare Faulgrube wird abgetrennt sofern keine gegenteilige Stellungnahme seitens der zuständigen Sanierungseinrichtung vorliegt.

Die Schlämme werden durch einen zugelassenen Entleerer von den Faulgruben entfernt, wenn deren Höhe siebzehn Prozent der Gesamthöhe unter dem Wasserspiegel erreicht.

Die im Gaststättengewerbe tätigen Betriebe müssen mit einem Fettabscheider mit einer Mindestkapazität von fünfhundert Litern ausgerüstet sein.»

Art. 8 - Artikel R.278 desselben Buches, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und 6. November 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 werden in der französischen Fassung die Wörter "effectuer une demande de" durch "demander un" ersetzt;

2° in Paragraph 1 wird Absatz 1 um folgende Wörter ergänzt: ", in Übereinstimmung mit den Rechtsvorschriften in Bezug auf die Umweltgenehmigung";

3° es wird ein Paragraph 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 1/1. Wenn der Anschluss an die bereits bestehende, derzeit durchgeführte oder künftige Kanalisation aufgrund technischer Schwierigkeiten übermäßige Kosten verursacht und die Einrichtung eines individuellen Klärsystems darüber hinaus technisch unmöglich ist oder im Hinblick auf die Umweltvorteile dieses Systems wirtschaftlich unverhältnismäßig ist, kann der Eigentümer des betreffenden Wohnhauses in Abweichung von Artikel R.277 auf der Grundlage einer technischen Akte eine Befreiung von der Pflicht zum Anschluss an die Kanalisation und zur Einrichtung eines individuellen Klärsystems bei der Abteilung beantragen.

Die technische Akte umfasst Angaben, die belegen, dass das eingerichtete System einen gleichwertigen Umweltschutz ermöglicht wie denjenigen, der sich aus der Einrichtung eines Sammelsystems ergibt.

Die Abteilung übermittelt die technische Akte der betreffenden Gemeindeverwaltung und der zuständigen Sanierungseinrichtung. Sie verfügen über sechzig Tag ab dem Eingang des Antrags, um ihre Stellungnahme abzugeben. Wenn binnen dieser Frist keine Antwort vorliegt, gilt ihre Stellungnahme als günstig.

Auf der Grundlage der Stellungnahme der zuständigen Sanierungseinrichtung kann die Abteilung die Befreiung mit besonderen Auflagen verknüpfen.

Die Abteilung notifiziert ihren Beschluss dem Antragsteller und der Gemeinde binnen einer Frist von hundertzwanzig Tagen ab dem Eingang des Antrags. Liegt binnen der genannten Frist kein Beschluss vor, so übermittelt der Eigentümer des betreffenden Wohnhauses seinen Antrag auf Befreiung dem Minister. Der Minister notifiziert seinen Beschluss, der denjenigen der Abteilung ersetzt, binnen einer Frist von hundertzwanzig Tagen ab dem Eingang des Antrags.

Wenn die Befreiung von dem Anschluss verweigert wird, erfolgt der Anschluss an die bestehende Kanalisation oder die Einrichtung des individuellen Klärsystems binnen sechs Monaten nach der Notifizierung des Verweigerungsbeschlusses.

Beschwerden werden binnen sechzig Tagen nach der Notifizierung des Beschlusses bei dem Minister eingereicht.

Der Minister notifiziert seinen Beschluss innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang der Beschwerde.»;

4° in Paragraph 2 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

«Falls das Wohnhaus vor der Anschlusspflicht bereits mit einem individuellen Klärsystem ausgestattet war, so kann dieses aufrechterhalten werden, unter der Voraussetzung, dass es durch eine Umweltgenehmigung gedeckt wird. In diesem Fall sind die Verpflichtungen nach Artikel R.277 § 1 nicht auf dieses Wohnhaus anwendbar.»;

5° in Paragraph 2 Absatz 2 werden die Wörter "eines dauernden Mangels" durch die Wörter "eines anschließend an eine Kontrolle nach Kapitel IX festgestellten, dauernden Mangels" ersetzt;

6° in Paragraph 3 wird das Wort "bereits" durch "nach Stellungnahme der zugelassenen Sanierungseinrichtung" ersetzt;

Art. 9 - In dasselbe Buch wird ein Artikel R.278bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. D.278bis - In Ortschaften mit weniger als 2000 EGW kann jede Gemeinde unbeschadet des Finanzplans und des Investitionsprogramms, so wie im Geschäftsführungsvertrag der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") angeführt, mit der Regierung, der S.P.G.E. und der zuständigen Sanierungseinrichtung ein Abkommen für die Sanierung in ländlichen Gebieten abschließen, im Hinblick auf eine kollektive Sanierung im Rahmen eines bestimmten Projekts mit anerkannter lokaler Priorität in Sachen öffentliche Gesundheit, Umwelt oder mit technischem Charakter. Eine anerkannte lokale Priorität mit technischem Charakter ist ein Gelegenheitsprojekt, das in Synergie mit anderen Arbeiten oder anderen Finanzierungsquellen durchzuführen ist.

Das Abkommen wird in der Form eines Nachtrags zum Entwässerungsvertrag verfasst.

Unbeschadet der Beteiligung anderer Teilnehmer und insbesondere einer Kostenübernahme durch die Wallonische Region, den Belgischen Staat oder die Europäische Union, umfasst das Abkommen für die Sanierung in ländlichen Gebieten, dessen Muster von der Regierung gebilligt wird, folgende Punkte:

1° die Vorlage durch die Gemeinde einer Akte zur Begründung der Durchführung von Sanierungsbauwerken, die in keinem von der Regierung gebilligten Investitionsprogramm angeführt sind;

2° die Bestimmungen für die Finanzierung und Rückzahlung des kommunalen Anteils;

3° den jeweiligen Beitrag der Gemeinde, der zuständigen Sanierungseinrichtung und der S.P.G.E. zu den Kosten für die Durchführung von Arbeiten zur kollektiven Sanierung auf der Grundlage folgender Prinzipien:

a) der Grundanteil des kommunalen Beitrags stellt einen Teil des Betrags der Investitionsarbeiten ohne MwSt. dar.;

b) die Gemeinde erleichtert die Erlangung der Genehmigungen und übernimmt alle Kosten in Verbindung mit den Enteignungen oder mit der eventuellen Verlegung von bereits bestehenden Leitungen;

c) die zuständige Sanierungseinrichtung führt die Studien durch und überprüft die Arbeiten nach den im Abkommen festgelegten Bestimmungen;

d) der Grundsatz der kommunalen Beteiligung wird folgendermaßen festgelegt:

(1) für die Sanierungsbauwerke und das Netz der Abwassersammler, das zu diesen Bauwerken führt: 40%;

(2) für das Kanalisationsnetz: Anwendung der Bestimmungen des Entwässerungsvertrags;

e) die kommunale Grundbeteiligung wird nach Maßgabe des Verhältnisses zwischen der potentiellen EGW-Belastung und der aktuellen Belastung aufgrund der Belegung der Wohnhäuser festgelegt;

4° die Gemeinde kann ihre finanzielle Beteiligung, im Verhältnis der vor ihr übernommenen Kosten, auf die Privatpersonen oder den Projektträger umwälzen;

5° die Bestimmungen in Verbindung mit dem Eigentum der Bauwerke;

6° die Bestimmungen in Verbindung mit dem Betrieb der Bauwerke durch die zuständige Sanierungseinrichtung.»

Art. 10 - Artikel R.279 desselben Buches, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, 14. März 2008 und 6. November 2008, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«R.279 - § 1 - Das autonome Sanierungsverfahren setzt die nachstehenden Verpflichtungen voraus.

Jedes Wohnhaus oder jede Gruppe von Wohnhäusern, das(die) nach dem Datum der Genehmigung oder Abänderung des allgemeinen Gemeindekanalisationsplans oder des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet errichtet wurde(n), durch den es(sie) zum ersten Mal einem autonomen Sanierungsgebiet zugeordnet wurde(n), muss mit einem zugelassenen individuellen Klärsystem ausgestattet sein.

Anderen bereits bestehenden Wohnhäusern, die einem autonomen Sanierungsgebiet zugeordnet wurden, kann die Einrichtung eines zugelassenen individuellen Klärsystems auferlegt werden, dies entweder am Abschluss einer Gebietsuntersuchung, oder aus Gründen einer in Artikel R.280 beschriebenen örtlichen Besonderheit, oder anschließend an durch eine Städtebaugenehmigung erlaubte Einrichtungen, Erweiterungen oder Veränderungen, die zur Folge haben, dass die in EGW ausgedrückte, abgeleitete Schadstoffbelastung erhöht wird.

Die Größe des individuellen Klärsystems wird in Einwohnergleichwerten (EGW) ausgedrückt und nach den in Anhang XLVI angeführten Bestimmungen berechnet.

§ 2 - Unbeschadet anderer anwendbarer Rechtsvorschriften wird das geklärte Abwasser aus dem individuellen Klärsystem wie folgt abgeführt:

1° vorrangig in den Boden durch Versickerung;

2° wenn dies technisch nicht möglich ist, oder wenn die dazu verfügbare Fläche unzureichend ist, in einen künstlichen Abflussweg oder in ein gewöhnliches Oberflächenwasser;

3° wenn eine Ableitung nach Ziffer 1 oder 2 unmöglich ist, durch eine Sickergrube für die Kläreinheiten.

§ 3 - Der Minister bestimmt die vorrangigen Gebiete, die Gegenstand einer Gebietsuntersuchung sind.

Es werden die folgenden vorrangigen Gebiete unterschieden:

1° vorrangiges Gebiet I: ein Gebiet von sanitärer Bedeutung im Falle einer Präventivzone für die Wasserentnahme oder eines Badegebiets oder eines stromaufwärts eines Badegebiets gelegenen Gebiets;

2° vorrangiges Gebiet II: jedes sonstige vorrangige Gebiet von umweltrelevanter Bedeutung.

Die Badegebiete und die Gebiete stromaufwärts von Badegebieten, deren Wasserqualität nach dem von der Verwaltung erstellten Bericht betreffend die Qualität der Badegewässer über die letzten fünf Jahre ununterbrochen als gut oder ausgezeichnet eingestuft wird, gehören zu den vorrangigen Gebieten II, insofern die autonome Sanierung, im Rahmen der Aktualisierung der Badegewässerprofile nach der Richtlinie 2006/7/EG, nicht als Grund für die Verschlechterung der bakteriologischen Qualität des Badegebiets ausgewiesen worden ist. Diese Ausnahmen werden in in Paragraph 4 genannten Ministeriellen Erlass angeführt.

Die Planung der Gebietsuntersuchungen wird auf Vorschlag der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") und nach Absprache mit der Abteilung und den zuständigen Sanierungseinrichtungen vom Minister genehmigt.

Die Regierung beauftragt die S.P.G.E. mit der Ausarbeitung der Gebietsuntersuchung, deren Frist im Geschäftsführungsvertrag, den die S.P.G.E. mit der Regierung abgeschlossen hat, festgelegt ist. Die S.P.G.E. beauftragt die zuständigen anerkannten Sanierungseinrichtungen mit deren Durchführung; diese handeln unter der Verantwortung und Kontrolle der S.P.G.E. Die Gebietsuntersuchung muss mindestens folgende Unterlagen enthalten:

1° eine Bestandsaufnahme der bestehenden Lage unter Berücksichtigung der verfügbaren physikalischen, wirtschaftlichen, faktischen, juristischen und administrativen Angaben;

2° eine Analyse der bestehenden Lage in Anbetracht der mit der Einführung eines kollektiven Sanierungsverfahrens zwecks einer geeigneten Behandlung, oder der mit der Einrichtung eines individuellen Sanierungsverfahrens verbundenen Möglichkeiten und Einschränkungen;

3° die im Anschluss an die durchgeführte Analyse empfohlene(n) Lösung(en);

4° einen Schlussbericht mit der Synthese der gesamten, oben beschriebenen Elemente, und mit einer Empfehlung betreffend die Fristen für die Ausführung der vorgeschriebenen Ausstattungen;

5° die Stellungnahme der betroffenen Gemeinde(n), der zuständigen Sanierungseinrichtung und der S.P.G.E..

Betreffend Ziffer 5 richtet das Gemeindekollegium seine Stellungnahme an die zuständige Sanierungseinrichtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Schlussberichts. In Ermangelung einer Stellungnahme wird diese als günstig betrachtet.

Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der Akte der zuständigen Sanierungseinrichtung und der Stellungnahmen übermittelt die S.P.G.E. die Gebietsuntersuchung der Abteilung zwecks Stellungnahme. In Ermangelung einer Stellungnahme innerhalb von dreißig Tagen wird die Stellungnahme als günstig betrachtet.

Innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang der Akte der zuständigen Sanierungseinrichtung und der Stellungnahmen übermittelt die S.P.G.E. die Gebietsuntersuchung und ihr Beschlussvorschlag dem Minister.

§ 4 - Der Minister genehmigt das Ergebnis der Gebietsuntersuchung innerhalb von dreißig Tagen ab deren Empfang. Je nach Fall beschließt er, eine Abänderung des betreffenden Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet ("SpZeg") zwecks der Eintragung eines bestimmten Areals in einem Gebiet für das kollektive Sanierungsverfahren vornehmen zu lassen, oder den Wohnhäusern oder Gruppen von Wohnhäusern, die dem autonomen Sanierungsverfahren unterliegen, ein individuelles Klärsystem aufzuerlegen. Wird die Einrichtung eines individuellen Klärsystems auferlegt, so bestimmt der Minister die Frist für die Erfüllung der Vorschriften und die Kategorie des vorrangigen Gebiets (I bzw. II), der diese Wohnhäuser unterliegen, wenn sie sich in einem Badegebiet oder in einem stromaufwärts eines Badegebiets liegenden Gebiet befinden, gemäß den Bestimmungen von Paragraph 3.

Der Minister übermittelt seinen Beschluss der S.P.G.E., der zuständigen Sanierungseinrichtung und den betroffenen Gemeinden. Die zuständige Sanierungseinrichtung stellt den Beschluss des Ministers innerhalb von dreißig Tagen ab dessen Eingang den Eigentümern der betroffenen Wohnhäuser zu.

§ 5 - Unbeschadet der Zuständigkeit des Ministers laut Paragraph 3 können eine oder mehrere Personen eine Lösung zur autonomen Sanierung auf einem privaten Grundstück mit einem oder mehreren Wohnhäusern einleiten.

§ 6 - Im Rahmen einer Verstärkungsgenehmigung oder Baugenehmigung für gruppierte Bauten ersucht die Gemeinde die Stellungnahme der zuständigen Sanierungseinrichtung zur technischen Lösung in Sachen Sanierung, die zu empfehlen ist.

Die zuständige Sanierungseinrichtung verfügt über dreißig Tage ab dem Eingang dieses Antrags, um ihre Stellungnahme abzugeben. Eine am Ende dieser Frist fehlende Stellungnahme gilt als günstig.

Wenn sich aus dieser Stellungnahme ergibt, dass eine zentrale Klärung, d.h. ein kollektives Sanierungsverfahren vorzuziehen ist, gelten folgende Bestimmungen:

1° die durch die S.P.G.E. validierte Stellungnahme der zugelassenen Sanierungseinrichtung umfasst eine Analyse des vorgeschlagenen Sanierungsschemas. In dieser Stellungnahme werden ebenfalls die technischen Auflagen für die einzurichtenden Bauwerke angegeben, im Hinblick auf die Übernahme ihres Eigentums und ihres Betriebs durch die S.P.G.E., nachdem sie in Betrieb genommen wurden;

2° der Antragsteller für die Genehmigung übernimmt die Kosten für die Sanierungsinfrastrukturen nach Maßgabe der geschätzten Schadstoffbelastung des Projekts im Verhältnis zur Gesamtbelastung (in EGW ausgedrückt) der empfohlenen Lösung zur kollektiven Sanierung;

3° Gemäß Artikel R.288 § 2 übermittelt die Gemeinde der S.P.G.E. den Antrag auf Abänderung des SpZeg anschließend an die Änderung des Sanierungsverfahrens.

Art. 11 - Artikel R.280 desselben Buches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. R.280 - § 1 - Zwecks der Behebung eines Problems der öffentlichen Gesundheit oder einer eindeutigen Umweltschädigung kann die Gemeinde auf der Grundlage eines Begründungsberichts und der Stellungnahme der zuständigen Sanierungseinrichtung die Einrichtung eines individuellen Klärsystems auferlegen.

Die Gemeinde teilt der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") und der zuständigen Sanierungseinrichtung mit, dass sie dieses System auferlegt hat.

§ 2 - Wenn die Gemeinde der Ansicht ist, dass das in Paragraph 1 erwähnte Problem der öffentlichen Gesundheit einen lokalen Schwachpunkt darstellt, beantragt sie dessen Anerkennung bei der S.P.G.E., damit die betroffenen Personen Zugang zu einer Prämie haben können, deren Höhe derjenigen für die vorrangigen Gebiete II nach Artikel R.402 § 1 Ziffer 2 entspricht. Diesem Antrag werden die Stellungnahme der Abteilung und der zuständigen Sanierungseinrichtung sowie der Begründungsbericht beigefügt.

Die S.P.G.E. stellt der Gemeinde ihren Beschluss innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang des Antrags der Gemeinde zu. Liegt binnen der genannten Frist kein Beschluss vor, so übermittelt die betroffene Gemeinde ihren Antrag auf Anerkennung dem Minister. Der Minister notifiziert seinen Beschluss, der denjenigen der S.P.G.E. ersetzt, binnen einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang des Antrags.

Bei einer Verweigerung der Anerkennung des lokalen Schwachpunkts kann eine Beschwerde binnen sechzig Tagen nach der Notifizierung des Beschlusses bei dem Minister eingereicht werden.

Der Minister notifiziert seinen Beschluss innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang der Beschwerde.»

Art. 12 - Artikel R.281 desselben Buches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. R.281 - Wenn die Einrichtung eines individuellen Klärsystems in einem autonomen Sanierungsgebiet aufgrund technischer Schwierigkeiten übermäßige Kosten verursacht und oder im Hinblick auf die Umweltvorteile dieses Systems wirtschaftlich unverhältnismäßig ist, kann der Eigentümer des betreffenden Wohnhauses aufgrund einer technischen Akte einen Antrag auf Befreiung von der Pflicht zur Einrichtung dieses Systems bei der Abteilung einreichen.

Die Abteilung übermittelt die technische Akte der betreffenden Gemeindeverwaltung und der zuständigen Sanierungseinrichtung. Sie verfügen über sechzig Tag ab dem Eingang des Antrags, um ihre Stellungnahme abzugeben. Wenn binnen dieser Frist keine Antwort vorliegt, gelten ihre Stellungnahmen als günstig.

Die Abteilung notifiziert ihren Beschluss dem Antragsteller binnen einer Frist von hundertzwanzig Tagen ab dem Eingang des Antrags. Liegt binnen der genannten Frist kein Beschluss vor, so übermittelt der Eigentümer des betreffenden Wohnhauses seinen Antrag auf Befreiung dem Minister. Der Minister notifiziert seinen Beschluss, der denjenigen der Abteilung ersetzt, binnen einer Frist von hundertzwanzig Tagen ab dem Eingang des Antrags.

Auf der Grundlage der Stellungnahme der zuständigen Sanierungseinrichtung kann die Abteilung die Befreiung mit besonderen Auflagen verknüpfen.

Wenn die Befreiung verweigert wird, erfolgt die Einrichtung des individuellen Klärsystems binnen sechs Monaten nach der Notifizierung des Verweigerungsbeschlusses.

Beschwerden können binnen sechzig Tagen nach der Notifizierung des Beschlusses bei dem Minister eingereicht werden.

Der Minister notifiziert seinen Beschluss innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang der Beschwerde.»

Art. 13 - Artikel R.288 desselben Buches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. R.288 - § 1 - Die Abänderung der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet ("SpZeg") bezieht sich auf jede Änderung des Sanierungsverfahrens.

Die Abänderungsanträge können von einer Gemeinde oder einer zugelassenen Sanierungseinrichtung ausgehen, von Amts wegen vom Minister oder von der Regierung oder auf Initiative der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") gestellt werden. Sie werden an die S.P.G.E. gerichtet.

Die S.P.G.E. untersucht die Anträge zur Abänderung der SpZeg.

§ 2 - Binnen fünfzehn Tagen nach Eingang des Antrags und wenn der Antrag nicht von der zuständigen Sanierungseinrichtung ausgeht, beauftragt die S.P.G.E. die zuständige Sanierungseinrichtung mit der Durchführung einer Studie zur technischen, ökologischen und finanziellen Begründung des Abänderungsvorschlags. Die zuständige Sanierungseinrichtung verfügt über sechzig Tage, um ihren Bericht zu übermitteln.

Wenn der Antrag von der zuständigen Sanierungseinrichtung ausgeht, und die in Absatz 1 erwähnte Studie nicht enthält, beauftragt die S.P.G.E. die zuständige Sanierungseinrichtung damit, diese binnen sechzig Tagen durchzuführen.

§ 3 - Die S.P.G.E. bereitet das Abänderungsprojekt vor, entweder getrennt für jeden individuellen Antrag, oder indem mehrere Anträge, die innerhalb eines Zeitraums empfangen wurden, der mit den Fristen vereinbar ist, die in vorliegendem Artikel und in Artikel R.289 angegeben werden, gleichzeitig bearbeitet werden, so dass ein einziges Projekt bearbeitet wird, das je SpZeg mehrere Abänderungen zusammenfasst.

Die Umsetzung jeder Abänderung schließt gegebenenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten mit ein, dies hinsichtlich der Durchführung der Sanierungsbauprojekte und der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze innerhalb der SpZeg.

§ 4 - Die Bewertung der Auswirkungen ist Gegenstand eines Berichts, der zusammen mit dem Abänderungsprojekt den integrierten Bericht darstellt.

Es wird gemäß Artikel D.56 § 4 des Buches I des Umweltgesetzbuches verfahren, um die Struktur des integrierten Berichts kraft Artikel D.61 § 3 zu erstellen. Der integrierte Bericht wird alle fünf Jahre nach dem gleichen Verfahren überarbeitet.»

Art. 14 - Artikel R.289 desselben Buches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. R.289 - § 1 - Innerhalb von hundertzwanzig Tagen nach dem Empfang des Antrags auf Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet ("SpZeg") unterbreitet die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") das Abänderungsprojekt, dem der integrierte Bericht beigelegt wird, folgenden betroffenen Instanzen zur Stellungnahme:

- 1° den Gemeinden;
- 2° den Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser;
- 3° den zuständigen operativen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

§ 2 - Die in Paragraph 1 genannten Personen und Instanzen geben der S.P.G.E. ihre Stellungnahme binnen fünfundsiebzig Tagen ab. Gibt eine dieser Instanzen ihr Gutachten innerhalb dieser Frist nicht ab, gilt das fehlende Gutachten der Instanz als günstig.

Während dieser Frist veranstalten die Gemeinden ggf. mit der Unterstützung der zuständigen Sanierungseinrichtung eine öffentliche Untersuchung gemäß den Bestimmungen des Titels III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches.

Innerhalb von sechzig Tagen nach dem Ende des Zeitraums für die Konsultation teilt die S.P.G.E. dem Minister ihre Stellungnahme über die Anträge auf Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet ("SpZeg") sowie die Zusammenfassung der Stellungnahmen der zu Rate gezogenen Instanzen mit.

Falls erforderlich schlägt die S.P.G.E. eine Umwelterklärung im Sinne von Artikel D.60 des Buches I des Umweltgesetzbuches vor.

§ 3 - Auf Vorschlag des Ministers billigt die Regierung den integrierten Bericht und die Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet ("SpZeg").

In dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Annahme der Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet ("SpZeg") wird das Datum festgelegt, an dem die abgeänderten Bestimmungen in Kraft treten.»

Art. 15 - Artikel R.290 desselben Buches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1 - Gleichzeitig mit der Annahme der Abänderung durch die Regierung nimmt die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") die Aktualisierung eines jeden Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet in einer koordinierten kartographischen Unterlage vor, mit deren Führung sie beauftragt wird. Die S.P.G.E. sendet die angenommenen Pläne, oder die abgeänderten Pläne und ihre Aktualisierung innerhalb von dreißig Tagen nach deren Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* an die Gemeinden und an die zuständigen Sanierungseinrichtungen.»

Art. 16 - In Teil III Titel I desselben Buches wird die Überschrift von Kapitel IX durch folgende Überschrift ersetzt:

«KAPITEL IX — *Einrichtung und Kontrolle der individuellen Klärsysteme*»

Art. 17 - Die Artikel R.304 bis R.307 desselben Buches, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009, werden aufgehoben.

Art. 18 - In Teil III Titel I Kapitel IX desselben Buches wird ein den Artikel R.304 enthaltender Abschnitt 1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«*Abschnitt 1* — *Einrichtung der individuellen Klärsysteme*

Art. R.304 - Jeder Installateur eines individuellen Klärsystems erstellt einen Bericht, in dem das Datum der Inbetriebnahme des Systems angegeben wird, der einen Beschreibungsplan des individuellen Klärsystems und der Vorrichtung für die Ableitung des Abwassers umfasst. Diesem Bericht wird ein Fotobericht beigelegt, der es ermöglicht, die verschiedenen Bauteile des Systems und ihre Anschlüsse zu visualisieren, bevor die Gruben und Gräben aufgefüllt werden.

Der Installateur richtet diesen Bericht an den Eigentümer des individuellen Klärsystems zwecks der technischen Abnahme der Arbeiten, und an die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") innerhalb von fünfzehn Tagen nach der technischen Abnahme der Arbeiten. Dabei benutzt er die EDV-Anwendung, die auf folgender Website steht: <http://www.spge.be/gpaa>

Der Minister bestimmt den Inhalt des Berichts.»

Art. 19 - In Teil III Titel I Kapitel IX desselben Buches wird ein die Artikel R.304*bis*, R.304*ter*, R.305 und R.306 enthaltender Abschnitt 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«*Abschnitt 2* — *Kontrollen*

Unterabschnitt 1 — *Kontrollarten*

Art. R.304*bis* - § 1 - Die individuellen Klärsysteme werden wie folgt kontrolliert:

- 1° die Kontrolle bei der Einrichtung, die nach der Inbetriebnahme des individuellen Klärsystems vorgenommen wird, falls das System von einem nicht zertifizierten Installateur eingerichtet wurde;
- 2° die erste Betriebskontrolle eines von einem zertifizierten Installateur eingerichteten individuellen Klärsystems;
- 3° die regelmäßig wiederkehrende Betriebs- und Funktionskontrolle mit der Prüfung, dass die Betriebsmodalitäten der individuellen Klärsysteme, die in den Erlassen zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehen sind, beachtet werden;

4° Kontrollen, Untersuchungen und Überprüfungen, die dazu bestimmt sind, die Betriebsfähigkeit des individuellen Klärsystems unter normalen Betriebsbedingungen zu prüfen.

§ 2 - Jede Kontrolle gibt Anlass zur Ausstellung einer Kontrollbescheinigung, deren Inhalt in Anhang XLVIIa festgelegt wird, die an den Eigentümer des betroffenen Wohnhauses und an den Betreiber des individuellen Klärsystems, wenn es sich um zwei verschiedene Personen handelt, gerichtet wird.

Unterabschnitt 2 — Organisation der Kontrolle

Art. R.304ter - § 1 - Die zuständige Sanierungseinrichtung führt die Kontrollvorgänge nach Artikel R.304bis § 1 Ziffer 1 und 2 im Beisein des Betreibers durch.

Die Kontrolle nach Artikel R.304bis Absatz 1 Ziffer 1 ist verbindlich und systematisch; sie findet binnen drei Monaten nach der Inbetriebnahme des individuellen Klärsystems statt.

Binnen dreißig Tagen nach dessen Inbetriebnahme beantragt der Betreiber eines individuellen Klärsystems, das einer Kontrolle nach Artikel R.304bis § 1 Ziffer 1 unterworfen werden muss, per Einsendung oder über die auf der Website <http://www.spge.be/gpaa> zu diesem Zweck vorgesehenen Internet-Anwendung, den Kontrollbesuch der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") oder ihres Mandatträgers, wobei er das Datum der Inbetriebnahme angibt.

Dem Besuchsantrag wird ein Formular über die Einrichtung eines individuellen Klärsystems beigefügt, dessen Inhalt vom Minister festgelegt wird.

Der vom Installateur anlässlich des Kontrollbesuchs erstellte Bericht wird der zuständigen Sanierungseinrichtung vorgelegt.

Die Kontrolle im Sinne von Artikel R.304bis Absatz 1 Ziffer 2 dient zur Überprüfung von individuellen Klärsystemen, die von einem zertifizierten Installateur eingerichtet wurden. Diese Kontrolle wird auf Initiative der S.P.G.E. binnen sechs bis neun Monaten nach der Inbetriebnahme des individuellen Klärsystems von der zuständigen Sanierungseinrichtung ausgeführt.

§ 2 - Die in Artikel R.304bis § 1 Ziffer 3 genannten Kontrollvorgänge werden auf Initiative der S.P.G.E. und im Beisein des Betreibers von der zuständigen Sanierungseinrichtung durchgeführt:

1° mindestens alle acht Jahre für die individuellen Kläreinheiten;

2° mindestens alle fünf Jahre für die individuellen Kläranlagen;

3° mindestens alle zwei Jahre für die individuellen Klärstationen;

4° jedes Mal, wenn festgestellt wird, dass der Betreiber nicht instande ist, die kraft der in Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verabschiedeten Erlasse erforderlichen Belege vorzulegen.

Der Kontrolleur kann das Beisein des mit der Wartung des individuellen Klärsystems beauftragten Dienstbringers anfordern.

Der Betreiber gewährleistet den freien Zugang zum individuellen Klärsystem zwecks der Kontrollvorgänge.

Die S.P.G.E. und die zuständige Sanierungseinrichtung werden davon befreit, die Dienstleistung der öffentlichen Verwaltung der autonomen Sanierung zu erbringen, wenn der Zugang zum individuellen Klärsystem verweigert wird.

§ 3 - Die Abteilung oder jede von der Abteilung bestellte öffentlich- oder privatrechtliche Einrichtung führt die Kontrollvorgänge im Sinne von Artikel R.304bis § 1 Ziffer 4 aus.

Unterabschnitt 3 — Kosten für die Kontrollen

Art. R.305 - Die Kosten für die Kontrolle im Sinne von Artikel R.304bis § 1 Ziffer 1 gehen zu Lasten des Betreibers.

Der Minister legt den Betrag der Kosten betreffend die Kontrolle im Sinne von Artikel R.304bis § 1 Ziffer 1 fest; dieser Betrag wird jährlich nach dem Index der Verbraucherpreise indiziert (Grundlage: 1. Januar 2017).

Im Rahmen der öffentlichen Verwaltung der autonomen Sanierung trägt die S.P.G.E. die Kosten für die Kontrollvorgänge im Sinne von Artikel R.304bis § 1 Ziffer 2 und 3.

Die Kosten für die Kontrollvorgänge im Sinne von Artikel R. 304bis § 1 Ziffer 4 gehen zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region.

Wenn ein Kontrollvorgang nach Artikel R. 304bis § 1 Ziffer 1 bis 3 aus Gründen, die auf die von der Kontrolle betroffene Person zurückzuführen sind, nicht durchgeführt werden konnte, werden Letzterer die dem erfolglosen Kontrollbesuch entsprechenden Fahrtkosten angerechnet.

Die Kosten für jede neue Kontrolle, die anschließend an eine Kontrolle wegen eines Mangels durchgeführt wurde, gehen zu Lasten des Betreibers.

Art. R.306 - § 1 - Der Betreiber des individuellen Klärsystems, das von einem Kontrollvorgang im Sinne von Artikel R.304bis § 1 Ziffer 1 bis 3 betroffen ist, wird schriftlich über den Tag und die Uhrzeit des Kontrollbesuchs informiert, dies mindestens fünfzehn Tage vor diesem Besuch.

§ 2 - Innerhalb von sechzig Tagen nach der Durchführung der Kontrolle übermittelt je nach Fall die zuständige Sanierungseinrichtung oder die Abteilung dem Betreiber des individuellen Klärsystems schriftlich die Kontrollbescheinigung mit dem Ergebnis dieser Kontrolle; sie übermittelt der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") eine Abschrift der Kontrollbescheinigung.

§ 3 - Was die Kontrollvorgänge im Sinne von Artikel R.304bis § 1 Ziffer 1 betrifft, werden die Kosten, die zu Lasten des Betreibers sind, vor der Durchführung der Kontrolle gezahlt.

§ 4 - Wenn die Kontrollbescheinigung betreffend eine kraft Artikel R.304bis § 1 durchgeführte Kontrolle auf einen Mangel hinsichtlich der in Anhang XLVIIa angegebenen, kontrollierten Elemente oder auf ein defektes, auszutauschendes Teil hinweist, oder Ergebnisse von Analysen an einer entnommenen Probe ergibt, die den im Rahmen der in Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verabschiedeten Erlasse festgelegten Emissionsnormen nicht genügen, wird der Betreiber des Systems dazu aufgefordert, sich in Ordnung zu bringen.

Im Falle einer Kontrollbescheinigung, die auf einen Mangel hinweist, kann der Betreiber bei der Abteilung ein zweites Gutachten anfordern.

Innerhalb von sechs Monaten nach der Notifizierung der Kontrollbescheinigung mit einem negativen Gutachten legt der Betreiber den Nachweis der durchgeführten Reparaturen und der Übereinstimmung mit den Normen mittels einer zu seinen Lasten, von einem zugelassenen Labor durchgeführten sachgemäßen Analyse vor. In letzterem Fall informiert der Betreiber des individuellen Klärsystems die S.P.G.E. oder die Abteilung (wenn es sich um Kontrollen im Sinne von Art. R.304 § 1 Ziffer 4 handelt) mindestens fünfzehn Tage im Voraus über das Datum und die Uhrzeit der Probeentnahme, damit sie einen Vertreter entsenden kann, wenn sie dies für erforderlich erachtet.

§ 5 - Wenn der Betreiber am Ende der ihm eingeräumten Frist, um das individuelle Klärsystem in Ordnung zu bringen, die Nachweise vorgelegt hat, die belegen, dass sein System tatsächlich wieder in Ordnung ist, kann, je nach Fall, die S.P.G.E., die zuständige Sanierungseinrichtung oder die Abteilung eine neue Kontrolle durchführen.»

Art. 20 - In Teil III Titel I Kapitel IX desselben Buches wird ein die Artikel R.307 und R.307/1 enthaltendes Kapitel mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL IX/1 — *Wartung der individuellen Klärsysteme*

Abschnitt 1 — Regelmäßige Wartung

Art. R.307 - § 1 - Für alle individuellen Klärsysteme wird unter der Verantwortung des Betreibers eine Wartung nach den Modalitäten und mit der minimalen Häufigkeit durchgeführt, die in den in Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verabschiedeten Erlassen mit den integralen und sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf individuelle Klärsysteme festgelegt werden.

§ 2 - Die Wartung wird von einem Dienstbringer durchgeführt, der über die zur Durchführung der verbindlichen Wartungsleistungen notwendigen Ausrüstungen verfügt, und mit dem betroffenen individuellen Klärsystem vertraut ist.

Dieser Dienstbringer muss sich bei der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") über die zu diesem Zweck auf der Website www.spge.be/gpaa verfügbare Anwendung registrieren lassen.

§ 3 - Der Dienstbringer, der die Wartung durchführt, übermittelt seinen Bericht dem Betreiber sowie der S.P.G.E. über die zu diesem Zweck auf der Website www.spge.be/gpaa verfügbare Anwendung innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Durchführung der Wartung.

§ 4 - Wenn der Betreiber des individuellen Klärsystems nicht vom TKAR befreit ist, zahlt die S.P.G.E. für jede Wartung und nach der im in Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verabschiedeten Erlass mit den integralen und sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf individuelle Klärsysteme vorgesehenen Häufigkeit eine Beteiligung, die sich höchstens auf folgende Beträge (exkl. MwSt.) beläuft:

1° 120 Euro für individuelle Kläreinheiten;

2° 150 Euro für individuelle Kläranlagen;

3° 200 Euro für individuelle Klärstationen.

Diese Pauschalbeträge werden jährlich auf der Grundlage des am 1. Januar 2017 bestimmten Verbraucherpreisindex indiziert.

Der Wartungsbericht wird gemäß Paragraph 3 der S.P.G.E. mitgeteilt. Der Betreiber hat Anspruch auf die finanzielle Beteiligung der S.P.G.E., wenn dieser Bericht zulässig und vollständig ist, und auf die ordnungsgemäße Wartung des individuellen Klärsystems hinweist.

Wenn die Akte unvollständig ist, informiert die S.P.G.E. den Dienstbringer, der die Wartung des individuellen Klärsystems durchgeführt hat, darüber; dieser verfügt über fünfzehn Tage, um die Akte zu vervollständigen.

Die S.P.G.E. stellt den registrierten, mit der Wartung beauftragten Dienstbringern eine Anwendung zur Verfügung, die es ermöglicht, zu prüfen, ob der Betreiber des Systems der öffentlichen Verwaltung der autonomen Sanierung unterliegt, und insbesondere ob er für sein Haushaltsabwasser einen TKAR zahlt.

Wenn dies der Fall ist, erfolgt die finanzielle Beteiligung betreffend die Wartung der individuellen Klärsysteme mittels einer Rechnung für den von der S.P.G.E. übernommenen Betrag, die vom Dienstbringer aufgrund des Wartungsberichts erstellt und an die S.P.G.E. gerichtet wird. Gegebenenfalls erstellt der Dienstbringer eine Rechnung, die er an die Privatperson richtet für die Leistungen, die durch die Pauschalbeteiligung der S.P.G.E. nicht gedeckt werden. Eine Abschrift der letzten Rechnung wird der S.P.G.E. übermittelt.

§ 5 - Wenn der Betreiber des individuellen Klärsystems vom TKAR befreit ist, gehen die Wartungskosten vollständig zu seinen Lasten.

§ 6 - Wenn die S.P.G.E. den Wartungsbericht nicht binnen der vorgeschriebenen Frist erhält, schickt sie dem Betreiber ein Erinnerungsschreiben zu, damit dieser ihr diesen Bericht übermittelt. Wenn der Betreiber den Bericht binnen sechzig Tagen ab dem Erinnerungsschreiben nicht übermittelt hat, wird eine Kontrolle nach den Bestimmungen von Artikeln R.305 und R.306 zu seinen Lasten durchgeführt. Zugleich wird die finanzielle Beteiligung nach Paragraph 4 beendet.

Wenn der Wartungsbericht auf einen Mangel, der auf den Betreiber zurückzuführen ist, oder auf ein defektes auszutauschendes Teil hinweist, führt der Betreiber die notwendigen Reparaturen durch, und übermittelt der S.P.G.E. binnen sechs Monaten den Beweis für die durchgeführten Reparaturen.

§ 7 - Bei wiederholten Mängeln in Verbindung mit den Wartungsleistungen anschließend an eine regelmäßig wiederkehrende Kontrolle, an eine fehlende Vorlage eines vollständigen Berichts oder an eine Nichtübereinstimmung der Rechnungen mit den Bestimmungen vorliegenden Gesetzbuches teilt die S.P.G.E. dem mit der Wartung beauftragten Dienstbringer mit, dass seine Registrierung auf unbestimmte Zeit ausgesetzt wird.

Der Dienstbringer, dessen Registrierung ausgesetzt worden ist, kann jederzeit, insbesondere wenn neue Elemente vorliegen, beim Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung einen Antrag auf Aufhebung der Aussetzung einreichen.

Der Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung teilt dem mit der Wartung beauftragten Dienstbringer und der S.P.G.E. seinen Beschluss binnen sechzig Tagen ab dem Empfang des Antrags des Dienstbringers mit. Liegt binnen der genannten Frist kein Beschluss vor, so übermittelt der betroffene Dienstbringer seinen Antrag auf Aussetzung der Aufhebung dem Minister. Der Minister notifiziert seinen Beschluss, der denjenigen des Sachverständigenausschusses ersetzt, binnen einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang des Antrags.

Jede Beschwerde über eine vom Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung bestätigte Aussetzung wird binnen sechzig Tagen nach der Notifizierung des Beschlusses bei dem Minister eingereicht.

Der Minister notifiziert seinen Beschluss innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang der Beschwerde.»

§ 8 - Der Betreiber gewährleistet den freien Zugang zum individuellen Klärsystem zwecks der Wartungsvorgänge.

Abschnitt 2 — Entfernen der überschüssigen Schlämme

Art. 307/1 - § 1 - Wenn der Betreiber des individuellen Klärsystems nicht vom TKAR befreit ist, lässt die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E."), unter Mitwirkung der zuständigen Sanierungseinrichtung, die überschüssigen Schlämme aus dem individuellen Klärsystem zu ihren Lasten entfernen, dies innerhalb der im Wartungsbericht oder anschließend an eine regelmäßig wiederkehrende Kontrolle festgelegten Frist.

Die zuständige Sanierungseinrichtung benachrichtigt den Betreiber per Einsendung über diese Pflicht; Letzterer verfügt über drei Monate, um die Entleerung vornehmen zu lassen.

Die zuständige Sanierungseinrichtung stellt dem Betreiber die Liste der zugelassenen Entleerer zur Verfügung, die auf dem Gebiet ihrer Gemeinde mit dem Entleeren der individuellen Klärsysteme beauftragt sind.

Der zugelassene Entleerer, der mit der S.P.G.E. oder ihrem Mandatsträger unter Vertrag steht, stellt ihr den Betrag seiner Leistung in Rechnung, unter Einhaltung der in diesem Vertrag stehenden Bestimmungen und Bedingungen.

Der Betreiber gewährleistet dem zugelassenen Entleerer den freien Zugang zum individuellen Klärsystem.

Wenn die Entleerung aus Gründen, die auf den Betreiber des individuellen Klärsystems zurückzuführen sind, nicht durchgeführt wird, stellt der zugelassene Entleerer Letzterem die Fahrtkosten für den erfolglosen Besuch in Rechnung.

§ 2 - Wenn der Betreiber des individuellen Klärsystems vom TKAR befreit ist, lässt er die Entleerung zu seinen Lasten durchführen, dies innerhalb der im Wartungs- oder Kontrollbericht festgelegten Frist. Innerhalb von zehn Tagen nach der Leistung des zugelassenen Entleerers übermittelt der Betreiber der zuständigen Sanierungseinrichtung dessen Arbeitsschein per Einsendung oder mittels der EDV-Anwendung auf der Website <http://www.spge.be/gpaa>.

Art. 21 - Artikel R.308 § 1 desselben Buches wird wie folgt abgeändert:

a) unter Ziffer 3 wird das Wort "Ausschuss" durch die Wörter "Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung" ersetzt;

b) eine Ziffer 4bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«4°bis "Abteilung": die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;»;

c) eine Ziffer 13bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«13°bis "Installateur": ein Unternehmen, in der Form einer natürlichen oder juristischen Person, das mit den Einrichtungsarbeiten und der Inbetriebnahme eines individuellen Klärsystems beauftragt ist;»;

d) die Ziffer 16 wird durch Folgendes ersetzt:

«16° "Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet oder abgekürzt SpZeg - (frz. P.A.S.H.)": Instrument zur Planung und kartographischen Darstellung der Sanierung pro Zwischeneinzugsgebiet;»;

g) unter Ziffer 18 werden die Wörter "und das geklärte Wasser abgeleitet" gestrichen;

f) es werden die Punkte 18bis und 18ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«18°bis "extensives System": das individuelle Klärsystem, das zur biologischen Abwasseraufbereitung die in einem Ökosystem natürlich vorhandenen Abbauprozesse ganz oder teilweise zum Einsatz bringt, ohne auf eine andere elektromechanische Apparatur zurückzugreifen als eine Vorrichtung zur Hebung des Abwassers oder des geklärten Wassers falls erforderlich;»

18°ter "intensives System": das individuelle Klärsystem, in dem die biologische Abwasseraufbereitung, bei der natürlich vorhandene Abbauprozesse ganz oder teilweise zum Einsatz gebracht werden, durch eine elektromechanische Apparatur intensiviert wird, die den Abbau des organischen Stoffs auf kleinen Flächen und/oder in engen Volumen ermöglicht;».

Art. 22 - Artikel R.386 desselben Buches, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 und 27. Mai 2009, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. R.386 - § 1 - Die natürliche oder juristische Person öffentlichen oder privaten Rechts, die selbst in einem durch eine Umwelterklärung oder -genehmigung gedeckten individuellen Klärsystem die Klärung des Haushaltsabwassers vornimmt, das sie erzeugt, und die von der Zahlung des TKAR oder der Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser befreit ist, kann diese Freistellung weiterhin bis zum 31. Dezember 2021 beanspruchen, wenn sie das individuelle Klärsystem in Übereinstimmung mit den Bestimmungen vorliegenden Buches und mit den in Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verabschiedeten Erlassen regelmäßig wartet, entleert und kontrolliert.

§ 2 - Die natürliche oder juristische Person öffentlichen oder privaten Rechts, die selbst in einem durch eine Umwelterklärung oder -genehmigung gedeckten individuellen Klärsystem die Klärung des Haushaltsabwassers vornimmt, das sie erzeugt, und die von der Zahlung der Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser oder des TKAR befreit ist, kann zu jeder Zeit auf diese Freistellung verzichten; dieser Verzicht geht mit einer Übernahme der Dienstleistung der öffentlichen Verwaltung der autonomen Sanierung durch die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") einher.

Der Verzicht auf die Freistellung vom TKAR wird der S.P.G.E. durch Einsendung notifiziert.

Auf der Grundlage dieser Einsendung informiert die S.P.G.E. den Wasserversorger und lässt eine Funktionskontrolle des individuellen Klärsystems durchführen, für deren Kosten sie aufkommt. Der Eigentümer des Systems sorgt für dessen Anpassung an die geltenden Vorschriften, dies gegebenenfalls aufgrund des bei der Kontrolle erstellten Berichts.

§ 3 - Nach dem 31. Dezember 2021 wird die Regelung der Freistellung von der Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser oder von dem TKAR beendet für jede natürliche oder juristische Person öffentlichen oder privaten Rechts, die selbst in einem durch eine Umwelterklärung oder -genehmigung gedeckten individuellen Klärsystem die Klärung des Haushaltsabwassers vornimmt, das sie erzeugt.

Das Ende dieser Freistellung geht mit einer Übernahme der Dienstleistung der öffentlichen Verwaltung der autonomen Sanierung durch die S.P.G.E. einher.

Nach dem 31. Dezember 2010 lässt die S.P.G.E. eine Funktionskontrolle des individuellen Klärsystems durchführen, für deren Kosten sie aufkommt. Der Eigentümer des Systems sorgt für dessen Anpassung an die geltenden Vorschriften, dies gegebenenfalls aufgrund des bei der Kontrolle erstellten Berichts.»

Art. 23 - Die Artikel R.387 und R.388 desselben Buches, ersetzt und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 und 27. Mai 2009, werden aufgehoben.

Art. 24 - Artikel R.389 desselben Buches, ersetzt und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 und 27. Mai 2009, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

«Darüber hinaus übernimmt der Eigentümer des individuellen Klärsystems in diesem Fall die Kosten für die Reparaturen und übernimmt der Betreiber des Systems die Kosten für die Wartung und die Kontrollen des Systems, bis es vollständig an die geltenden Vorschriften angepasst ist, bevor die Dienstleistung der öffentlichen Verwaltung der autonomen Sanierung in Anspruch genommen werden kann.»;

2° Paragraph 2 wird aufgehoben.

Art. 25 - In Artikel R.400/2 desselben Buches, eingeführt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2015, wird Paragraph 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2 - Die Vermischung von Schlammchargen ist erlaubt, um das vom zugelassenen Entleerer benutzte Fahrzeug zwischen zwei in Paragraph 3 vorgesehenen Beseitigungen aufzufüllen. Die Benutzung von Zwischen- oder Transitgruben ist ebenfalls erlaubt, unter der Voraussetzung, dass der zugelassene Entleerer bei der betroffenen Sanierungseinrichtung bescheinigt, dass die gesammelten Schlämme ausschließlich aus Anlagen stammen, die für die Sammlung oder Aufbereitung von Haushaltsabwasser bestimmt sind.»

Art. 26 - In Teil III Titel II desselben Buches wird die Überschrift von Kapitel IX durch Folgendes ersetzt:

«KAPITEL IX — Prämien für die Einrichtung oder Wiederinstandsetzung eines individuellen Klärsystems»

Art. 27 - Artikel R.401 desselben Buches, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005, 6. Dezember 2006 und 6. November 2008, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. R.401 - § 1 - Im Rahmen ihrer Aufgabe der öffentlichen Verwaltung der autonomen Sanierung gewährt die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") im Rahmen der verfügbaren Mittel eine Prämie jeder natürlichen oder juristischen Person des öffentlichen oder privaten Rechts, die auf ihre Kosten ein gebautes Wohnhaus oder eine Gruppe gebauter Wohnhäuser, das (die) Haushaltsabwasser ableitet (ableiten), vor dem Datum der Genehmigung oder Abänderung des allgemeinen Gemeindekanalisationsplans oder des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet, durch welchen es (sie) einem autonomen Sanierungsgebiet zugeordnet worden ist (sind), mit einem zugelassenen individuellen Klärsystem ausrüstet.

§ 2 - Das Bezugsdatum für das Entstehen des Anspruchs auf eine in Paragraph 1 genannte Prämie ist immer das des ersten Plans, aufgrund dessen die aktuelle Zweckbestimmung der Wohnung in Sachen Sanierung festgelegt wurde.

Der eventuelle Anteil der Schadstoffbelastung, der sich aus der Ausübung einer Handelstätigkeit, einschließlich im Bereich des Tourismus, einer industriellen Tätigkeit oder eines freien Berufs ergibt, wird durch keine Prämie gedeckt.

Die zusätzlichen Bewohnungsmöglichkeiten in Zusammenhang mit Einrichtungsarbeiten, die nach dem Datum der Verabschiedung des Plans durchgeführt werden, kraft dessen das Gebäude zum ersten Mal einem für die autonome Sanierung bestimmten Gebiet zugeordnet wurde, werden nicht bei der Berechnung der Prämie berücksichtigt.

§ 3 - Die S.P.G.E. kann eine Prämie für die Wiederinstandsetzung oder die Erneuerung eines mindestens vor fünfzehn Jahren eingerichteten individuellen Klärsystems gewähren.

§ 4 - Was die S.P.G.E. betrifft, bildet die Prämie eine Ausgabe im Rahmen der Umsetzung der autonomen Sanierung im Sinne der Artikel D.222/1 bis D.222/4 des Wassergesetzbuches, die unter Einhaltung der Bedingungen nach den oben stehenden Paragraphen 1 bis 3 sowie nach den Artikeln R.402 bis R.417 getätigt wird. In deren Betrag ist die Mehrwertsteuer inbegriffen.»

Art. 28 - In Teil III Titel II Kapitel IX desselben Buches wird ein Abschnitt 1/1 mit folgendem Wortlaut nach Artikel R.401 eingefügt:

«Abschnitt 1/1 - Betrag der Prämien und Prämienantrag»

Art. 29 - Artikel R.402 desselben Buches, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und 6. November 2008, wird wie folgt abgeändert:

a) in Paragraph 1 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

«Für eine erste Einrichtung eines individuellen Klärsystems beläuft sich die Prämie für die erste Tranche von fünf Einwohnerequivalenzen (EGW) auf:

1° 1.000 Euro für die gemäß den Bestimmungen von Abschnitt 1/1 des vorliegenden Kapitels zugelassenen Systeme;

2° die Prämie wird um einen Betrag von 1.500 Euro erhöht, wenn der Minister das individuelle Klärsystem anschließend an eine Gebietsuntersuchung auferlegt, oder wenn sich das Wohnhaus in einem lokalen Schwachpunkt nach Artikel R.280 befindet.

3° Die unter Ziffer 2 vorgesehene Prämie wird um folgende Beträge erhöht:

- 1.000 Euro, wenn sich das Wohnhaus in einem vorrangigen Gebiet I nach Artikel R.279 § 3 befindet;

- 150 Euro für die Durchführung einer Bodendurchlässigkeitsprüfung zwecks der Versickerung in den Boden;

- 500 Euro wenn die Ableitung des geklärten Abwassers am Abschluss der Durchlässigkeitsprüfung mittels einer der durch die Erlasse zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung zugelassenen Bodenversickerungsmethoden, mit Ausnahme der Sickergrube, erfolgt;

- 700 Euro für die Einrichtung eines extensiven Systems;

4° die unter Ziffern 1 und 2 genannte Prämie wird um einen Betrag von 350 Euro je zusätzlichen Einwohnerequivalent erhöht.»;

b) in Paragraph 2 Absatz 2 werden die Wörter "Für die lediglich Haushaltsabwasser erzeugenden Wohnungen wird davon ausgegangen, dass die Schadstoffbelastung durch die der Anzahl Bewohner entsprechende Anzahl Einwohnerequivalente ausgedrückt wird" durch "Für die lediglich Haushaltsabwasser erzeugenden Wohnhäuser wird die Schadstoffbelastung durch die der Anzahl Bewohner entsprechende Anzahl Einwohnerequivalente ausgedrückt," ersetzt;

c) in Paragraph 2 Absatz 3 werden die Wörter "von der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser auf der Grundlage der Einschätzungselemente vorgeschlagen, über die sie verfügt" durch folgende Wörter ersetzt: "von der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") auf der Grundlage der Stellungnahme der zugelassenen Sanierungseinrichtung vorgeschlagen";

d) Paragraph 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 3 - Die in Paragraph 1 genannte Prämie wird auf höchstens siebenzig Prozent des Gesamtbetrags der Rechnungen (einschließlich der Mehrwertsteuer) für die individuellen Klärungsarbeiten begrenzt, welche die Studie, den Kauf, den Transport, die Installation und den Anschluss des individuellen Klärsystems und des Netzes für die Sammlung des Haushaltsabwassers, sowie die Vorrichtung für die Ableitung des geklärten Abwassers umfassen, wobei die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten in den ursprünglichen Zustand nicht mit inbegriffen ist.»

e) in Paragraph 4 werden die Wörter "Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser" durch "Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.")" ersetzt;

f) ein Paragraph 5 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«§ 5 - In Übereinstimmung mit Artikel R.401 § 3 kann eine Prämie für die Wiederinstandsetzung eines zugelassenen individuellen Klärsystems gewährt werden.

Der Betrag dieser Prämie wird auf höchstens 1.000 Euro festgelegt, auf der Grundlage eines Kostenvoranschlags, der anschließend an eine Kontrolle oder Wartung erstellt wurde, die auf die Notwendigkeit der Wiederinstandsetzung des individuellen Klärsystems hingewiesen hat.

Der Betrag dieser Prämie wird auf höchstens siebenzig Prozent des Gesamtbetrags der Rechnungen (einschließlich der Mehrwertsteuer) für die Arbeiten zur Angleichung an die geltenden Vorschriften und Wiederinstandsetzung des bestehenden individuellen Klärsystems begrenzt, wobei die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten in den ursprünglichen Zustand nicht mit inbegriffen ist».

Art. 30 - Artikel R.403 desselben Buches, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 und 6. Dezember 2006, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. R.403 - § 1 - Die Privatperson kann die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") per Einsendung fragen, ob sie die Bedingungen für die Gewährung einer Prämie erfüllt. Dem Prämienantrag wird ein Formular beigelegt, dessen Inhalt und Form vom Minister festgelegt werden.

Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag des Empfangs des Antrags fordert die S.P.G.E. den Antragsteller auf, seine Akte zu ergänzen, falls diese nicht vollständig ist.

Die S.P.G.E. befindet über den Antrag innerhalb von dreißig Tagen ab der Ergänzung der Akte und schätzt gegebenenfalls den erwarteten Prämienbetrag aufgrund der verfügbaren Informationen ein. Dieser Betrag kann je nach dem eingerichteten Klärungssystem und der Art der Ableitung des geklärten Wassers revidiert werden.

§ 2 - Auf der Grundlage eines vollständigen Kostenvoranschlags übermittelt die Privatperson der S.P.G.E. per Einsendung den Antrag auf Festlegung der Prämie :

1° vor der Durchführung der Arbeiten, wenn ein zertifizierter Installateur eingesetzt wird;

2° nach der Durchführung der Arbeiten, wenn ein nicht zertifizierter Installateur eingesetzt wird.

Dem Prämienantrag wird ein Formular beigelegt, dessen Inhalt und Form vom Minister festgelegt werden.

Innerhalb von dreißig Tagen ab der Ergänzung der Akte legt die S.P.G.E. den Betrag der Prämie auf der Grundlage der mitgeteilten Informationen fest, und teilt ihn der Privatperson mit.»

Art. 31 - Artikel R.404 desselben Buches, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 23. November 2006, 6. Dezember 2006 und 6. November 2008, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. R.404 - Unter der Voraussetzung, dass das eingerichtete System demjenigen entspricht, das die Festlegung des Prämienbetrags ermöglicht hat, wird der Antrag auf Auszahlung der Prämie auf der Grundlage der Festlegung der Prämie wie folgt eingereicht:

1° entweder bei der Abnahme der Arbeiten durch den zertifizierten Installateur;

2° oder nach der Inbetriebnahme des individuellen Klärsystems binnen sechs Monaten nach der Erlangung der Kontrollbescheinigung für die Einrichtung oder den Betrieb im Sinne von Artikel R.304bis § 1 Ziffer 1 und 2.

Dem Antrag auf Auszahlung der Prämie werden die gesamten Rechnungen für die Einrichtung des individuellen Klärsystems sowie der vom Installateur erstellte Bericht nach Artikel R.304. beigelegt.

Der zertifizierte Installateur stellt der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") nach den Bedingungen von Artikel R.405 den Betrag der Prämie in Rechnung, und zieht Letztere von jeglicher an die Privatperson gerichtete Rechnung ab.

Wenn der Prämienantrag nach der Ausführung der Arbeiten gestellt wird, wird ihm ein Exemplar der Kontrollbescheinigung beigelegt.»

Art. 32 - Artikel R.405, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. November 2006, wird in folgender Fassung wieder eingeführt:

«Art. R.405 - Die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") zahlt die Prämie binnen dreißig Tagen nach dem Empfang des Antrags aus, unter der Voraussetzung, dass die übermittelte Akte vollständig und zulässig ist. Falls die Akte unvollständig ist, informiert die S.P.G.E. den Installateur und den Eigentümer des individuellen Klärsystems binnen zehn Tagen darüber.»

Art. 33 - Artikel R.408 desselben Buches, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, wird aufgehoben.

Art. 34 - Artikel R.409 desselben Buches wird wie folgt abgeändert:

a) die Wörter ", einschließlich der Desinfektionsprobleme", werden gestrichen;

b) die Wörter "Anlage XLVII" werden durch "Anhang XLVIIIa" ersetzt.

Art. 35 - Artikel R.410 desselben Buches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Mai 2012, wird wie folgt abgeändert:

a) in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "des Sachverständigenausschusses" durch die Wörter "des Sachverständigenausschusses für die autonome Sanierung" ersetzt;

b) in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 werden die Wörter "von dem Minister" gestrichen;

c) in Paragraph 1 Absatz 3 werden die Wörter "des Sachverständigenausschusses" durch die Wörter "des Sachverständigenausschusses für die autonome Sanierung" ersetzt;

d) in Paragraph 1 Absatz 4 werden die Wörter "des Sachverständigenausschusses" durch die Wörter "des Sachverständigenausschusses für die autonome Sanierung" ersetzt;

e) in Paragraph 2 Absatz 1 werden die Wörter "des Sachverständigenausschusses" durch die Wörter "des Sachverständigenausschusses für die autonome Sanierung" ersetzt;

f) in Paragraph 2 Absatz 2 werden die Wörter "des Sachverständigenausschusses" durch die Wörter "des Sachverständigenausschusses für die autonome Sanierung" ersetzt;

g) ein Paragraph 2/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«§ 2/1. Der Vorsitz des Sachverständigenausschusses für die autonome Sanierung wird von der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") übernommen.

Der Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung kann Arbeiten im Bereich der Begutachtung und der Bewertung von ihr unterbreiteten Zulassungsakten Subunternehmern anvertrauen.

Die Funktionskosten des Sachverständigenausschusses für die autonome Sanierung werden von der S.P.G.E. übernommen.»;

h) in Paragraph 3 werden die Wörter "des Sachverständigenausschusses" durch die Wörter "des Sachverständigenausschusses für die autonome Sanierung" ersetzt;

i) in Paragraph 5 werden die Wörter "des Sachverständigenausschusses" durch die Wörter "des Sachverständigenausschusses für die autonome Sanierung" ersetzt;

j) in Paragraph 6 werden die Wörter "Der Sachverständigenausschuss" durch die Wörter "Der Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung" ersetzt.

Art. 36 - Artikel R.410-1 desselben Buches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Mai 2012, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. R.410-1. Der Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung hat zur Aufgabe,

1° die Anträge auf Zulassung und auf Entzug der Zulassung für Klärsysteme gemäß den Artikeln R. 411 bis R.417 zu prüfen und zu bewerten;

2° dem Minister und der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") Empfehlungen zu unterbreiten über:

a) die Eignung der Lösungen zur autonomen Sanierung im Hinblick auf die erwarteten Qualitätsziele;

b) die Ausbildung der im Bereich von individuellen Klärsystemen beteiligten Akteure;

c) die Kontrolle der individuellen Klärsysteme;

d) die Überprüfung und Wartung von individuellen Klärsystemen;

e) die Einsetzung einer Beobachtungsstelle oder eines Kompetenzzentrums für die autonome Sanierung;

3° die Behörde für Beschwerden im Falle eines Beschlusses zur Aussetzung der Registrierung eines mit der Wartung beauftragten Dienstbringers zu sein.»

Art. 37 - Artikel R.411 desselben Buches, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und 3. Mai 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "des Sachverständigenausschusses" durch die Wörter "des Sachverständigenausschusses für die autonome Sanierung" ersetzt;

2° in Paragraph 3 werden die Wörter "Anlagen XLVII und XLVIII" durch "Anhängen XLVIIIa und XLVIIIb" ersetzt;

3° der Artikel wird um einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 4 - Das Zulassungsantragsverfahren unterliegt der Überweisung durch den Antragsteller eines Pauschalbetrags, der den Bearbeitungsgebühren für den Antrag entspricht, deren Höhe und Überweisungsmodalitäten vom Minister für die Umwelt bestimmt werden»

Art. 38 - Artikel R.412 desselben Buches, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und 3. Mai 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 Absatz 1 werden die Wörter "Der Sachverständigenausschuss" durch die Wörter "Der Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung" ersetzt;

2° in Paragraph 2 Absatz 2 werden die Wörter "Der Sachverständigenausschuss" durch die Wörter "Der Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung" ersetzt;

3° Paragraph 2 Absatz 2 wird um folgenden Satz ergänzt: "In Erwartung der Mitteilung dieser zusätzlichen Informationen wird die Frist für die Untersuchung der Akte ausgesetzt".

Art. 39 - Artikel R.413 desselben Buches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Mai 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "des Sachverständigenausschusses" durch die Wörter "des Sachverständigenausschusses für die autonome Sanierung" ersetzt;

2° in Paragraph 1 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

«Die Referenzen der Ausführungs- und Betriebsanleitungen sowie der Wartungsvertrag oder die Liste der vom Hersteller für einen normalen Betrieb des Systems empfohlenen Wartungsleistungen werden dem Zulassungserlass beigefügt und können auf der wallonischen Umwelt-Website und der Website der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") eingesehen werden.»;

3° in Paragraph 1 Absatz 2, der zu Absatz 3 geworden ist, werden die Wörter "Der Sachverständigenausschuss" durch die Wörter "Der Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung" ersetzt;

4° der Artikel wird um einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 3 - Die Zulassung wird auf der wallonischen Umwelt-Website und der Website der S.P.G.E. veröffentlicht.»

Art. 40 - Artikel R.414 desselben Buches wird wie folgt abgeändert:

a) Absatz 1 wird um eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«4° die Anzahl EGW, die durch das individuelle Klärsystem behandelt werden können;

b) der Artikel wird um die Absätze 2 und 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

Die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") liefert diese Plaketten den Herstellern von zugelassenen Systemen nach vom Minister festgelegten Bestimmungen.

Die Plakette wird so angeordnet, dass sie ab einem Kontrollschacht leicht abgelesen werden kann.»

Art. 41 - Artikel R.416 desselben Buches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Mai 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "Der Sachverständigenausschuss" durch die Wörter "Der Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung" ersetzt;

2° Absatz 2 wird durch das Folgende ersetzt:

«Wenn sich herausstellt, dass die in Anhang XLVIIIa festgelegten Zulassungsbedingungen während deren Gültigkeitszeitraums nicht mehr eingehalten werden, oder wenn die Berichte über die Kontrollbesuche auf Mängel hinweisen, kann der Minister auf gleichlautende Stellungnahme des Sachverständigenausschusses für die autonome Sanierung die Zulassung entziehen. Der Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung gibt seine Stellungnahme erst dann ab, nachdem er den Hersteller oder den über eine Lizenz verfügenden Betreiber dazu aufgefordert hat, seine Erklärungen geltend zu machen.»

Art. 42 - In Artikel R.417 desselben Buches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2012, werden die Wörter "des Ausschusses" durch "des Sachverständigenausschusses für die autonome Sanierung" ersetzt.

Art. 43 - In Teil III wird Titel III desselben Buches aufgehoben.

Art. 44 - Die Artikel R.436 bis R.452 desselben Erlasses werden aufgehoben.

Art. 45 - In dem verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden die Anhänge XLVII und XLVIII aufgehoben.

Art. 46 - In den verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein Anhang XLVIIa eingefügt, der den Anhang 1 vorliegenden Erlasses bildet.

Art. 47 - In den verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein Anhang XLVIIb eingefügt, der den Anhang 2 vorliegenden Erlasses bildet.

Art. 48 - In den verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein Anhang XLVIIIa eingefügt, der den Anhang 3 vorliegenden Erlasses bildet.

Art. 49 - In den verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein Anhang XLVIIIb eingefügt, der den Anhang 4 vorliegenden Erlasses bildet.

KAPITEL III — *Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches*

Art. 50 - In den verordnungsrechtlichen Teil des Buches I des Umweltgesetzbuches wird ein Artikel R.93^{quater} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«R.93^{quater} - Die zugelassenen Sanierungseinrichtungen nach Artikel D.343 bis D.345 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, können aus ihrer Mitte Bedienstete bestellen, die zuständig sind, um die Verstöße gegen Kapitel VI und IX von Titel I des Teils III des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und gegen die in Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verabschiedeten Erlasse zur Festlegung der integralen und sektorbezogenen Bedingungen betreffend die individuellen Klärsysteme festzustellen.»

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

Art. 51 - Die technischen, finanziellen oder organisatorischen Maßnahmen nach Artikel R.304, R.304^{ter}, R.305, R.306, R.307, R.307-1 und R.386 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, die der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("S.P.G.E.") obliegen, gehen in dem in Artikel D.255 § 1 Absatz 2 b) des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, genannten Fall zu Lasten des Wassererzeugers.

Art. 52 - § 1 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2017 in Kraft.

§ 2 - In Abweichung von Paragraph 1 treten die Artikel 16 bis 20, 22 bis 24, 26 bis 33 und 40 des vorliegenden Erlasses am 1. Januar 2018 in Kraft.

Art. 53 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Anhang 1

Anhang XLVIIa zum Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Kontrollbescheinigung für ein individuelles Klärsystem

Artikel 1 - Für die Kontrolle bei der Einrichtung oder die erste Betriebskontrolle enthält die Kontrollbescheinigung für ein individuelles Klärsystem folgende Angaben:

- die Adresse des Wohnhauses, wo das System eingerichtet ist;
- den Namen und die Adresse des Eigentümers und des Betreibers des Systems;
- den Namen und die Adresse der Kontrolleinrichtung;
- den Namen des Kontrolleurs;
- die Prüfung der administrativen und technischen Angaben, die sich gemäß Artikel R.304 in der Akte des Installateurs des Systems befinden, welche dem Betreiber des Systems mitgeliefert wird;
- die Prüfung der technischen Elemente des individuellen Klärsystems, insbesondere:
 - o bei einem zugelassenen System: die Zulassungsnummer, die Lesbarkeit der Plakette;
 - o bei einem nicht zugelassenen System: die Konformitätsbescheinigung, die Merkmale der Vorbehandlung, der biologischen Behandlung und aller sonstigen Vorrichtungen vor oder nach der Vorbehandlung bzw. Behandlung.
- die Prüfung der Nebenausstattungen, d.h.:
 - o die Vorrichtung zur Aufnahme der Sekundärschlämme;
 - o die vorgesehenen Fehleralarmvorrichtungen;
 - o die vorgesehene Lüftungsanlage;
 - o die Kontrollvorrichtung für die Probenahmen.
- die Prüfung der Methode zur Ableitung des Abwassers und ihrer Vereinbarkeit mit der Gesetzgebung und unter Berücksichtigung der Auflagen bei Bodenversickerung:
 - o das Berechnungsblatt bezüglich der Festlegung der Durchlässigkeit und der Dimensionierung der Sicker-
vorrichtung;
 - o die Art der Versickerung;
 - o die Abmessungen der Sickervorrichtung und die betroffene Fläche;
 - o im Falle einer Sickergrube: Tiefe und Durchmesser.

Art. 2 - Für die erste Betriebskontrolle, die regelmäßig wiederkehrende Kontrolle oder punktuelle Untersuchungen und Prüfungen enthält die Kontrollbescheinigung für ein individuelles Klärsystem folgende Angaben:

- die bei einem Wartungsvorgang, der die Leistungen nach Anhang V der integralen und sektorbezogenen Bedingungen betreffend die individuellen Klärsysteme umfasst, vorgesehenen Prüfungen;
- den Beweis, dass die Betriebsbedingungen nach den integralen und sektorbezogenen Bedingungen betreffend die individuellen Klärsysteme eingehalten werden;
- die Prüfung der Emissionsnormen (CSB, BSB5 und Schwebstoffe) auf der Grundlage einer punktuellen Probenahme und einer vor Ort durchgeführten Analyse mit einem dem vorgesehenen Konzentrationsbereich angepassten System.

Wenn sich aus dieser Analyse ein potentielles Problem in Verbindung mit den festgestellten Werten ergibt, findet eine zweite Probenahme nach einem normalisierten Protokoll statt, zwecks der Messung der Parameter CSB, BSB5 und Schwebstoffe im behandelten Abwasser. Die Analyse dieser Proben wird einem zugelassenen Labor anvertraut.

Art. 3 - In der Kontrollbescheinigung, wird angegeben, ob das individuelle Klärsystem den Anforderungen des Wassergesetzbuches und den integralen und sektorbezogenen Bedingungen betreffend die individuellen Klärsysteme genügt.

In der Kontrollbescheinigung wird auf die Mängel hingewiesen, wenn das individuelle Klärsystem diesen Anforderungen und Bedingungen nicht genügt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, was die Sanierung und die öffentliche Verwaltung der autonomen Sanierung betrifft als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Anhang 2

Anhang XLVIIb zum Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Dimensionierung der Faulgruben für alle Abwässer

Nominelle Klärungskapazität (EGW)	Minimales Nutzvolumen, in m ³
5 - 10	320 l/EGW mit mindestens 3 m ³

Nominelle Klärkapazität (EGW)	Minimales Nutzvolumen, in m ³
11 - 20	215 l/EGW mit mindestens 3,2 m ³
21 - 50	150 l/EGW mit mindestens 4,3 m ³
51 und darüber	120 l/EGW mit mindestens 7,5 m ³

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, was die Sanierung und die öffentliche Verwaltung der autonomen Sanierung betrifft als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Anhang 3

Anhang XLVIIIa zum Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Bewertungskriterien für die Zulassung von individuellen Klärsystemen

Artikel 1 - § 1 - Die Zulassung wird auf der Grundlage von drei Kriterien gewährt:

- das Kriterium des technischen Werts;
- das Kriterium des Betriebs;
- das Kriterium der Information.

§ 2 - Die den drei Kriterien zugeordneten Punkte sind:

- 50 Punkte das Kriterium des technischen Werts;
- 30 Punkte für das Kriterium des Betriebs;
- 20 Punkte für das Kriterium der Information.

§ 3 - Um zugelassen werden zu können, muss das System unbedingt eine minimale Durchschnittsbewertung von 70% erhalten. Andererseits darf kein Kriterium eine Bewertung unter 50% erhalten.

Art. 2 - Für das Kriterium des technischen Wertes werden berücksichtigt:

a) hinsichtlich der Dimensionierung: die Berücksichtigung von Berechnungsgrundsätzen mit einer Sicherheit, um den gesetzlichen Anforderungen Rechnung zu tragen

b) hinsichtlich des Konzepts:

- die Betriebsflexibilität;
- die Standfestigkeit;
- der Bedienungskomfort;
- die Zugänglichkeit.

Art. 3 - Für das Kriterium des Betriebs werden berücksichtigt:

- die Betriebskosten einschließlich des Stromverbrauchs, der angepassten Entleerhäufigkeit und der Verschleiß- und Verbrauchsmaterialien;

- die Mittel für den Kundenbeistand;

- die Garantien bei der Inbetriebsetzung, der Funktion und dem Betrieb des individuellen Klärsystems.

Art. 4 - Für das Kriterium der Information werden berücksichtigt:

- die Sensibilisierung im Hinblick auf die Einrichtung, den Betrieb und die Funktion des individuellen Klärsystems (Ausarbeitung der Anleitungen);

- die obligatorischen Angaben;

- das Ausbildungsangebot für die Installateure.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, was die Sanierung und die öffentliche Verwaltung der autonomen Sanierung betrifft als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Anhang 4

Anhang XLVIIIb zum Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Zusammenstellung der technischen Akte für den Zulassungsantrag

1) Ziel der technischen Akte.

Die technische Akte hat zum Ziel, dem Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung relevante und zureichende Information zur Verfügung zu stellen, um die Qualität des vorgeschlagenen individuellen Klärsystems bewerten zu können.

In der technischen Akte werden die Betriebsbedingungen des individuellen Klärsystems angegeben, d.h. ob es nur für einen kontinuierlichen Betrieb oder auch für einen intermittierenden Betrieb mit längeren und häufigen Unterbrechungen des Systems konzipiert ist.

2) Inhalt der technischen Akte.

Die technische Akte umfasst mindestens:

a) eine schematische Darstellung des Klärverfahrens mit folgenden Angaben:

- die Aufeinanderfolge der verschiedenen Behandlungsbauteile;
- die Basisinfrastrukturen (Becken, elektromechanische Ausrüstung);
- die peripheren Bauteile (Einlass, Auslass, Lüftungsschacht, Zugangs- oder Kontrollschacht, Umgang mit den durch die Klärung erzeugten Zwischenprodukten, Lagerung, Entleerung,...).

b) das Funktionsprinzip jedes Bauteils sowie den eventuellen Vor- bzw. Nachbehandlungsvorgang in Verbindung damit (Fettabscheider, Rechenreiniger, Faulgrube, Kolloidfänger, usw.)

c) die technischen Pläne, für jeden Bauteil maßstabsgerecht.

Die entsprechende Nennbelastung, in üblichen EGW ausgedrückt, wird deutlich angegeben.

d) die Beschreibung und technischen Merkblätter der elektromechanischen Ausrüstungen und der Zubehörteile.

e) den allgemeinen Aufstellungsplan, auf dem die verschiedenen für Zugang, Wartung, Entleerung und Kontrolle vorgesehenen Schächte bzw. Öffnungen gezeichnet und die Bedingungen für den Zugang zu diesen Schächten und Öffnungen angegeben sind.

f) die Kriterien für die Dimensionierung der verschiedenen Verfahrensstufen.

g) die Kontroll- und Überwachungsvorrichtungen.

3) Liste der zu berücksichtigenden Dimensionierungskriterien:

Für eine bestimmte (in EGW ausgedrückte) Größe der verschiedenen Bauteile wird angegeben:

a) Faulgrube, Vorabsetzbecken und Fettabscheider: Kapazität (Volumen in m³), Oberfläche, Anzahl Kammern, Überfalllänge.

b) Nachklärbecken: Volumen, Absetzfläche, Lage der Ein- und Auslassvorrichtungen (Durchmesser, Tiefe) und/oder Überfalllänge, der Sekundärschlämme (Art der Vorrichtung, Nennfördermenge, Aufnahmehäufigkeit).

c) Vorrichtung für den Sekundärschlammrücklauf (Pumpen, Druckluftheber): Typ, stündliche Fördermenge, Zeitgebundenheit (tägliche Funktionsdauer).

d) Schlamm-speichervermögen: Volumen und maximale Speicherhöhe der Schlämme vor dem Entleeren.

e) Biologische Klärung durch Belebtschlämme:

- Volumen (m³) des Reaktors;
- Raumbelastung ((kg BSB5 / m³ d);
- Schlammbelastung (kg BSB5/kg Schwebstoffe.d);
- Sauerstoffaufnahme-fähigkeit der Belüftungsvorrichtung unter Standardbedingungen (kg O₂/h) - eventuelle Sequenzierung der Belüftung und installierte Leistung (kW);
- Rücklauf des Abwasser-Belebtschlammgemischs (Abflussmenge, Häufigkeit).

Die Art der Belüftung und die Art und Weise, wie sie in Betrieb gesetzt wird, werden auf dem entsprechenden technischen Plan beschrieben.

f) Biologische Klärung durch befestigte Biomasse des Typs Scheibentauchkörper oder aerober bakteriologischer Spültropfkörper:

- auf eine angegebene Referenzmenge festgelegte Durchsatzzeit (h);
- Raumbelastung (kg BSB5/m². j);
- Beschreibung der Scheibentauchkörper (Größe, Art, Scheibenabstand, spezifische Fläche, Hohlraum-Prozentsatz) und Drehzahl (UpM);
- Art und Merkmale der Füllkörperschüttung (Größe (cm), spezifische Oberfläche (m²/m³), Geometrie und Materialien);
- Hohlraum-Prozentsatz;
- Verteilung im Reaktor;
- Sauerstoffaufnahme-fähigkeit der Belüftungsvorrichtung unter Standardbedingungen (kg O₂/h) - eventuelle Sequenzierung der Belüftung und installierte Leistung (kW).

Die Art der Belüftung und die Art und Weise, wie sie in Betrieb gesetzt wird, (Verteilung, usw...) werden auf dem entsprechenden technischen Plan beschrieben.

- g) Klärung durch biologische Vorgänge extensiver Art.
- betreffende Gesamtfläche (Quadratmeter pro EGW);
 - Geometrie der Becken oder Filterkörper;
 - Tiefe der Becken;
 - Verweilzeit;
 - Dichtigkeitsvorkehrungen;
 - bauliche Maßnahmen, um hydraulische Kurzschlüsse zu vermeiden;
 - bauliche Maßnahmen, um Verschlickung zu vermeiden, Merkmale der Materialien für die Füllung der Filterkörper;
 - Merkmale der Materialien für die Füllung der Filterkörper.
- h) Biologische Klärung durch Belebtschlämme mit sequenziellem Betrieb (SBR-Anlage):
- minimale und maximale Wasserhöhen (m) und Volumen (m³) im Reaktor;
 - Raumbelastung bei Maximalvolumen (kg BSB5 /m³ d);
 - Schlammbelastung (kg BSB5/kg Schwebstoffe.d);
 - Sauerstoffaufnahmefähigkeit der Belüftungsvorrichtung unter Standardbedingungen (kg O₂/h) und installierte Leistung (kW).
 - Dauer eines Zyklus und ausführliche Beschreibung (Reihenfolge, Dauer) dessen Phasen: Zufuhr, (sequenzierte oder nicht sequenzierte) Belüftung, Schlammmentleerung, Absetze, Entleerung;
 - Höhe der Wasserentnahme für das Entleeren.
- i) Was die biologischen Klärungsvorrichtungen betrifft, die von besonderer Konzeption sind, werden die Einheitsleistungen der vorgeschlagenen Bauwerke nachgewiesen.
- Für die anderen zugelassenen Ableitungsverfahren als die gewöhnlichen Oberflächengewässer oder die künstlichen Ableitwege wird der Maßzeichnung und dem Aufstellungsplan eine ausführliche Beschreibung beigelegt, welche die Dimensionierungskriterien, die Auswahl und die Verwendung der Substrate mit einschließt.
- j) Wenn das Behandlungsverfahren eine Hebestation mit einschließt, werden dessen Geometrie (Nutzvolumen, Fläche, Überlauf...) sowie die Pumpe, mit der die Station ausgestattet ist, (Nennfördermenge, Sequenzierung, Regelung...) beschrieben.

4) Tabelle.

Eine Tabelle wird beigelegt, welche die Maße der Bauwerke (Volumen, Fläche, elektromechanische Leistung, usw.) unter Berücksichtigung der für die gesamten Elemente eines Fabrikationstyps zu behandelnden Nennbelastung ausdrücklich enthält.

5) Allgemeine Informationen

Eine Akte mit den nachstehenden, eventuell unter Berücksichtigung der Nennkapazität des Systems oder eines dieser Bauteile relativierten allgemeinen Informationen wird beigelegt. Diese beziehen sich auf:

- den erwarteten Stromverbrauch, aufgrund der installierten Leistung und der Betriebszeiten;
- die Schlammproduktion (kg MS/kg abgebauter BSB5) und Periodizität der Entleerungen der Abfallprodukte aus der Abwasserklärung;
- eine Funktionsbeschreibung der Überwachungs- oder Alarmvorrichtungen und eine Liste der von Letzteren gemeldeten Fehler;
- Zusatz (Zusätze) von Reagens(zien) (Menge, Häufigkeit, Preis);
- die abgegebene Lautstärke;
- die Garantie(n) auf die Bauwerke und die elektromechanischen Ausrüstungen;
- die gewährleisteten Dienstleistungen und deren Beschreibung: Einrichtung, Inbetriebnahme, Wartungsverträge;
- Referenzen.

6) Die technische Akte enthält ebenfalls eine Broschüre, die den Erwerbern auszuhändigen ist.

Dies beinhaltet:

- eine Anleitung für die Ausführung der Installation, deren Ziel eine sachgemäße Einrichtung des Systems und seiner Bauteile ist;
- eine Anleitung für den Betrieb, die dem Erwerber ermöglichen, seinen Verpflichtungen in Sachen Umwelt bestens nachzukommen, hinsichtlich der täglichen Führung wie auch der Wartung. Der Anleitung wird eine Plakette beigelegt, mittels der der Betreiber auf die wichtigsten Punkte hingewiesen wird.

a) Die Durchführungsanleitung für die Installation umfasst mindestens folgende Informationen und Unterlagen:

- 1° einen wie in der technischen Akte bestimmten Aufstellungsplan;
- 2° die Angaben bezüglich der Risiken mechanischer und chemischer Beschädigungen der Bauteile (Art des Baumaterials, usw.);
- 3° die Anpassung des Systems an die topographischen Bedingungen und Ableitungsmöglichkeiten:
 - Beschreibung der Ansprüche des Systems in Bezug auf die Topographie und Beschaffenheit des Geländes und auf die Verfahren zur Versorgung und Ableitung des Abwassers;
 - bei der Ableitung in eine unterirdische Vorrichtung, die zu treffenden Vorsichtsmaßnahmen zur Vermeidung von Verstopfungen angeben;
- 4° die Bedingungen für den Transport, das Anlegen, die Sicherheit, die Durchführung des Unterbaus und der Aufschüttung:
 - unter Berücksichtigung des Gewichts des oder der Bauteile die Zugangsverhältnisse zur Baustelle für den Lieferwagen und zum Anlegen angeben. Die Sicherheitselemente für die Personen hinzufügen, die das System installieren;
 - den Unterbau, die Technik und das Aufschüttungsmaterial und insbesondere die mit der Verwendung eines ungeeigneten Aufschüttungsmaterials verbundenen Risiken ausführlich beschreiben (z.B.: Perforierung des Beckens);

5° die Bedingungen für die hydraulischen, elektrischen und Belüftungsanschlüsse:

- anhand eines Schemas die hydraulische Strecke zeigen, insbesondere die Bedeutsamkeit eines Abflusses mit natürlichem Gefälle und der Richtung der Anschlüsse der Becken;
- unter Berücksichtigung der eingerichteten elektrischen Elemente die erforderliche Anlage und die Bedingungen für deren Schutz gegen Feuchtigkeit beschreiben;
- die Gasabführung wird unabhängig von den verschiedenen Abwassersammlungsrohren durchgeführt (z.B.: nicht über die Regenwasserrohre belüften);

6° Die Beschreibung der Ansprüche bezüglich der Zugänglichkeit der Schächte zur Wartung, Bewirtschaftung und Kontrolle während der Schlammleerung, Probeentnahme oder allgemeinen Wartung der Bauteile:

- die Öffnungen zur Schlammentnahme und die unter Umständen erforderlichen Vorsichtsmaßnahmen zur Verhinderung der Beschädigung oder Zerstörung eines oder mehrerer Bauteile der Anlage angeben;
- die Voraussetzungen zur Schlammentnahme hinsichtlich der Schlammvolumen angeben;
- das System zur Probeentnahme von geklärtem Wasser angeben oder schematisieren; es muss leicht zugänglich sein;
- zur zweckmäßigen Durchführung der vorgeschriebenen Wartung, für den Benutzer einen Platz vorsehen, der später einen leichten Zugang zu allen Bauteilen gewährleistet (z.B.: Entfernen des Filterbetts);

7° die Angabe der für das Material im Bau benutzten Normen;

8° die Berücksichtigung der Benutzungsbedingungen des Bodens (Durchfahrt der Fahrzeuge);

9° die Angabe der erforderliche Vorsichtsmaßnahmen und Arbeiten zur Gewährleistung des Durchgangs der Fahrzeuge unter Berücksichtigung ihrer Größe;

10° die Bedingungen für die Durchführung des Zufuhr- und Ableitnetzes.

b) Die Betriebsanleitung;

Ziel dieser Anleitung ist es, dem Benutzer alle notwendigen Informationen für eine korrekte Verwendung und eine gute Wartung zu liefern, einschließlich der Beseitigung der Abfallprodukte aus der Klärung, um die Zielsetzungen für den Umweltschutz zu erzielen

Sie bietet folgende Informationen:

1° Über das individuelle Klärsystem:

- den durchschnittlichen Stromverbrauch des Systems pro Tag;
- die elektrische Gesamtleistung der Anlage;
- die annehmbare Höhe der überschüssigen Schlämme auf der Grundlage eines Betriebs bei Nennbelastung;
- die Mengen der Reagenszusätze, nötigenfalls unter Angabe ihrer Kosten;
- die von der Anlage abgegebene Lautstärke, die 1 Meter von der Entlüftungsöffnung des sich in Betrieb befindenden elektromechanischen Organs entfernt gemessen wird;
- die Bestimmungen zur Gewährleistung der Schalldämmung;
- die technischen Auskünfte: die in EGW ausgedrückte Höchstkapazität und die Merkmale der wichtigsten Bauteile;
- eine technische Anleitung über den allgemeinen Betrieb der Anlage;
- eine Anleitung zur Sensibilisierung des Erwerbers für die Art und Weise, wie er seine Anlage optimal betreiben kann.

2° Über den Preis und die erbrachten Dienstleistungen:

- in Sachen Garantie auf Ersatzteile und Arbeitsleistung, die jeden Defekt oder Schaden der elektromechanischen Organe und Becken deckt;
- in Sachen Wartungsvertrag.

Der Sachverständigenausschuss für die autonome Sanierung kann von dem Antragsteller alle zusätzlichen Informationen erfordern, die er für die erfolgreiche Durchführung seiner Aufgabe als unerlässlich betrachtet.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, was die Sanierung und die öffentliche Verwaltung der autonomen Sanierung betrifft als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Dezember 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/206424]

1 DECEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, het regelgevende gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt en het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, wat betreft de sanering en het openbaar beheer van de autonome sanering

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, de artikelen 40, en 95 § 6, 3^o, laatst gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, artikel D.140 ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008, gewijzigd bij de decreten van 22 juli 2010, 27 oktober 2011 en 12 december 2014;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de artikelen D.222, D.222/1, D.222/2, D.270 et D.344, laatst gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016;

Gelet op het decreet van 23 juni 2016 tot wijziging van het Milieuwetboek, het Waterwetboek en verschillende decreten inzake afval en milieuvergunning, artikel 106;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 5 februari 2016;

Gelet op het rapport van 17 december 2015 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 60.132/4 van de Raad van State, gegeven op 17 oktober 2016 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereniging van steden en gemeenten van Wallonië), gegeven op 8 februari 2016;

Gelet op de adviezen van het Comité van deskundigen belast met de erkenning van de individuele zuiveringssystemen, van de "Fédération wallonne de l'agriculture" (Waalse landbouwbond), van AQUAWAL en van de "S.P.G.E." "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare maatschappij voor waterbeheer), respectievelijk ontvangen op 15 maart 2016, 2 januari 2016, 3 februari 2016 en 5 februari 2016;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Artikel 1. Artikel 26, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 mei 2006, wordt aangevuld met punt 5^o, luidend als volgt :

« 5^o de S.P.G.E. als de aanvraag tot milieuvergunning een individueel zuiveringssysteem betreft in de zin van artikel R.233 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt ».

Art. 2. Artikel 54 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met punt 4^o, luidend als volgt :

« 4^o de S.P.G.E. als de aanvraag tot unieke vergunning een individueel zuiveringssysteem betreft in de zin van artikel R.233 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt ».

Art. 3. In artikel 69 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt het eerste lid aangevuld met de volgende zin :

« Als de aangifte een individueel zuiveringssysteem betreft in de zin van artikel R.279 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, richt de gemeente een afschrift van de aangifte met deze vermelding aan de S.P.G.E. »

Art. 4. In artikel 70 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt het eerste lid aangevuld met de volgende zin :

« Als de aangifte een individueel zuiveringssysteem betreft in de zin van artikel R.279 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, richt de gemeente een afschrift van de aangifte met deze vermelding aan de S.P.G.E. »

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het regelgevend gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

Art. 5. In artikel R.233 van het regelgevend gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 december 2006 en 17 februari 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 3^o, wordt het woord "Comité" vervangen door de woorden "comité van deskundigen voor de autonome zuivering :";

b) er wordt een punt 5^o*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 5^o*bis* "het departement" : het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu; »;

c) er wordt een punt 13^o*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 13^o*bis* "exploitant" : persoon die een gebouw bewoont, in welke hoedanigheid ook, of die belast is met het beheer van een gebouw voorzien van een individueel zuiveringssysteem; »;

d) er wordt een punt 16^o*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 16^o*bis* "installateur" : onderneming opgericht als natuurlijke of rechtspersoon verantwoordelijk voor de goede uitvoering van de werken voor de installatie en de inbedrijfname van een individueel zuiveringssysteem; »;

e) in punt 21^o worden de woorden "of afgekort P.A.S.H. (saneringsplan per onderstroomgebied)" ingevoegd tussen de woorden "hydrografisch onderbekken" en de woorden "werktuig voor de planning";

b) er wordt een punt 21^o*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 21^o*bis* "plaatselijk zwart punt" : zone afgebakend in autonome of voorlopige zuivering tot een beperkt aantal woningen waarvan het afvalwater een gevaar vormt voor de gezondheid of de veiligheid van de personen of de huis- of fokdieren of een aantasting van de volksgezondheid. »;

g) in punt 24^o, worden de woorden "en voor de lozing van water gezuiverd" opgeheven;

h) het wordt vervangen door 24^o*bis*, 24^o*ter* en 24^o*quater*, luidend als volgt :

« 24^o*bis* "individuele zuiveringseenheid" : individueel zuiveringssysteem in staat tot behandeling van een hoeveelheid huishoudelijk afvalwater gelijk aan een vuilvracht van 20 inwoner-equivalent of minder

24^o*ter* "individuele zuiveringsinstallatie" : individueel zuiveringssysteem in staat tot behandeling van een hoeveelheid huishoudelijk afvalwater gelijk aan een vuilvracht begrepen tussen twintig en honderd inwoner-equivalent;

24^o*quater* "individueel zuiveringsstation" : individueel zuiveringssysteem in staat tot behandeling van een hoeveelheid huishoudelijk afvalwater gelijk aan een vuilvracht die gelijk is aan of groter is dan honderd inwoner-equivalent; ».

Art. 6. In artikel R.271, eerste lid, van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2011 wordt het woord "driejarenprogramma's" vervangen door het woord "investeringsprogramma's".

Art. 7. In artikel R.277 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1^{er}. De gemeenschappelijke saneringsregeling houdt de hieronder vastgestelde verplichtingen in.

Elke agglomeratie die aan de criteria, verwoord in artikel R.286, § 2, beantwoordt, moet uitgerust zijn met een inzamelsysteem.

De gemeenten voorzien bovenbedoelde agglomeratiegedeelten die op hun grondgebied gelegen zijn, van rioleringen.

De woningen gelegen langs een weg met rioleringen worden erop aangesloten.

De woningen gelegen langs een weg die van rioleringen voorzien wordt, worden er tijdens de afwateringswerken op aangesloten. »;

2^o het derde lid van paragraaf 3 vervalt;

3^o paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. Onverminderd andere toepasselijke wetgevingen, wordt het regenwater afgevoerd :

1^o prioritair in de grond door infiltratie;

2^o in het geval van technische onmogelijkheid of onvoldoende beschikbaarheid van de grond, in een kunstmatige afwateringsweg of in gewoon oppervlaktewater;

3^o in het geval van onmogelijkheid van afvoer volgens de punten 1^o of 2^o, in de riolering.

§ 5. Elke nieuwe woning is uitgerust met een systeem dat regenwater en afvalwater scheidt. Elke nieuwe woning gelegen langs een weg waar nog geen riolering is aangelegd of waarvan de riolering nog niet aangesloten is op een gemeenschappelijk zuiveringsstation wordt uitgerust met een van een by-passmogelijkheid voorziene septische put met een minimumcapaciteit die overeenkomt met bijlage XLVIIb. Het gemeentecollege kan na advies van de bevoegde saneringsinstelling een vrijstelling verlenen van de verplichting tot het installeren van een septische put indien het meent dat de kostprijs voor die voorziening buiten verhouding staat tot de verbetering die ervan verwacht kan worden voor het leefmilieu.

Indien er geen rioleringen zijn, wordt de septische put met by-passmogelijkheid bij voorkeur aangelegd tussen de woning en de toekomstige riolering om de latere aansluiting, opgelegd overeenkomstig paragraaf 1, gemakkelijker te maken. Het afvalwater dat de septische put verlaat, wordt afgevoerd via het oppervlaktewater of, voor zover er geen verbod is opgelegd bij of krachtens een andere wetgeving, via een afvoersysteem via bodeminfiltratie.

Bij inbedrijfname van het gemeenschappelijke zuiveringsstation wordt het huishoudelijk afvalwater uitsluitend via de riolering afgevoerd. De septische put met by-passmogelijkheid is ontkoppeld behoudens andersluidend advies van de bevoegde saneringsinstelling.

Het slib wordt door een erkende rioolruimer uit de septische put verwijderd wanneer de hoogte van het opgeslagen slib zeventig percent van de totale hoogte onder waterniveau bereikt.

De inrichtingen uit de sector van het restaurantwezen moeten uitgerust zijn met een ontvetter met een minimumcapaciteit van vijfhonderd liter. »

Art. 8. In artikel R.278 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 december 2006 en 6 november 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1 worden in de Franse versie de woorden "effectuer une demande de" vervangen door de woorden "demander un";

2^o in paragraaf 1, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden "overeenkomstig de wetgeving betreffende de milieuvergunning";

3° er wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1/1. In afwijking van artikel R.277 kan de eigenaar van de betrokken woning, als technische problemen bij de aansluiting op de bestaande, in aanleg zijnde of toekomstige riolering overdreven kosten veroorzaken en bovendien de installatie van een individueel zuiveringssysteem technisch onmogelijk is of economische buiten verhouding blijkt t.o.v. van de opbrengst dat het systeem kan betekenen voor het milieu, bij het departement een vrijstelling van de aansluiting op de riolering en van de installatie van een individueel zuiveringssysteem aanvragen, op basis van het opstellen van een technisch dossier.

Het technische dossier bevat de elementen die aantonen dat het ingevoerde systeem een beschermingsniveau van het milieu biedt dat dezelfde is als de invoering van een inzamelsysteem.

Het departement maakt het technisch dossier over aan het betrokken gemeentebestuur en aan de bevoegde saneringsinstelling. Zij beschikken over zestig dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag om hun adviezen uit te brengen. Na die termijn worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

Het departement kan, op basis van het advies van bevoegde saneringsinstelling, bijzondere voorschriften bepalen, samen met deze vrijstelling.

Het departement geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager en aan de gemeente binnen een termijn van honderdtwintig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag. Bij gebrek aan een beslissing binnen de voorgeschreven termijn, maakt de eigenaar van de betrokken woning zijn vrijstellingsaanvraag over aan de Minister. De Minister geeft kennis van zijn beslissing ter vervanging van die van het departement binnen een termijn van honderdtwintig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag.

In het geval van weigering van de vrijstelling van de aansluiting, wordt de aansluiting op de bestaande riolering of de installatie op het individueel zuiveringssysteem uitgevoerd binnen de zes maanden die volgen op de kennisgeving van de weigeringsbeslissing.

Elk beroep wordt ingediend bij de Minister binnen de zestig dagen van de kennisgeving van de beslissing.

De Minister geeft kennis van zijn beslissing binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep. »;

4° in paragraaf 2 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De woning die vóór de aansluitingsplicht over een individueel zuiveringssysteem beschikt, mag het behouden voor zover dit systeem door een milieuvergunning wordt gedekt. In dat geval zijn de in artikel R.277, § 1, bedoelde verplichtingen daarop niet van toepassing. »;

5° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "vastgesteld ten gevolge van een controle bedoeld in hoofdstuk IX" ingevoegd tussen de woorden "de verouderde staat of een voortdurend defect" en de woorden "evenwel niet meer voldoet aan";

6° in paragraaf 3 wordt het woord "reeds" opgeheven;

7° in paragraaf 3, worden de woorden ", na advies van de erkende saneringsinstelling," ingevoegd tussen het woord "vaststaat" en de woorden "dat de kosten van een aansluiting".

Art. 9. In hetzelfde Boek wordt een artikel R.278bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. R.278bis. In de agglomeratie van minder dan 2 000 IE (inwonerequivalent), en onverminderd het financieel plan en investeringsprogramma opgenomen in het beheerscontract van de S.P.G.E., kan elke gemeente een overeenkomst van landelijke sanering met de Regering, de "S.P.G.E." "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare maatschappij voor waterbeheer) en de bevoegde saneringsinstelling sluiten om een gemeenschappelijk sanering uit te voeren van een plaatselijk prioriteit van volksgezondheid, van het milieu of technisch erkend voor een bepaald project. Een erkende technische plaatselijke prioriteit bestaat uit een opportuniteitsproject dat in synergie met andere werken of andere financieringsbronnen uitgevoerd moet worden.

De overeenkomst wordt opgesteld in de vorm van een aanhangsel van de afwateringsovereenkomst.

Onverminderd de tussenkomst van andere deelnemers en namelijk een tenlasteneming door het Waalse Gewest, de Belgische Staat of de Europese Unie, voorziet de overeenkomst van landelijke sanering waarvan het model door de Regering is goedgekeurd het volgende :

1° de presentatie door de gemeente van een dossier dat de uitvoering motiveert van saneringswerken die niet opgenomen zijn in een investeringsprogramma goedgekeurd door de Regering;

2° de financierings- en terugbetalingsmodaliteiten van de gemeentelijke bijdrage;

3° de respectievelijke bijdrage van de gemeente, de bevoegde saneringsinstelling en de "S.P.G.E." tot de kosten voor de uitvoering van gemeenschappelijke saneringswerken op basis van de volgende beginselen :

a) het niveau van de gemeentelijk bijdrage vertegenwoordigt een deel van het bedrag van de investeringswerken, excl. btw.;

b) de gemeente vergemakkelijkt het verkrijgen van de vergunningen en neemt alle kosten ten laste die verband houden met de onteigeningen en de eventuele verplaatsingen van rechtverkrijgenden;

c) de bevoegde saneringsinstelling realiseert de onderzoeken en de opvolging van de werken volgens de modaliteiten bepaald in de overeenkomst;

d) het beginsel van de gemeentelijke bijdrage wordt bepaald als volgt :

(1) voor de saneringswerken en voor het netwerk van collectoren die hen bevoorraadt : 40 %;

(2) voor het afwateringsnet : toepassing van de modaliteiten van de afwateringsovereenkomst;

e) de basis gemeentelijke bijdrage wordt gemoduleerd in functie van de ratio tussen de last in potentiële inwoner-equivalent en de huidige last in functie van de bezettingsgraad van de woningen;

4° de gemeente kan haar financiële bijdrage, naar rato van haar tenlasteneming, afwentelen op de particulieren of de promotor;

5° de modaliteiten i.v.m. de eigendom van de werken;

6° de modaliteiten i.v.m. de exploitatie van de werken door de bevoegde saneringsinstelling. »

Art. 10. Artikel R.279 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 december 2006, 14 maart 2008 en 6 november 2008, wordt vervangen als volgt :

« R.279. § 1. De autonome saneringsregeling houdt de hieronder vastgestelde verplichtingen in.

Elke woning of groep woningen die gebouwd is na de datum van goedkeuring of wijziging van het algemeen gemeentelijk afwateringsplan of van het saneringsplan per onderstroomgebied waarbij de woning voor het eerst onder een autonome saneringszone valt, moet uitgerust worden met een erkend individueel zuiveringssysteem.

Andere bestaande woningen waarbij de woning onder een autonome saneringszone valt, kunnen verplicht worden om een erkend individueel saneringssysteem te installeren, hetzij na afloop van een zone-onderzoek, hetzij wegens een plaatselijke specificiteit omschreven in artikel R.280, hetzij ten gevolge van inrichtingen, uitbreidingen of verbouwingen waarvoor een stedenbouwkundige vergunning is afgeleverd en die een verhoging van de geloosde vuilvracht, in inwoners-equivalenten uitgedrukt, tot gevolg heeft.

De grootte van het individueel zuiveringssysteem wordt uitgedrukt in het aantal inwonerequivalenten (IE) en berekend volgens de modaliteiten opgenomen in bijlage XLVI.

§ 2. Onverminderd andere toepasselijke wetgevingen, wordt het gezuiverde water van het individueel zuiveringssysteem afgevoerd :

1° prioritair in de grond door infiltratie;

2° in het geval van technische onmogelijkheid of onvoldoende beschikbaarheid van de grond, in een kunstmatige afwateringsweg of in gewoon oppervlaktewater;

3° in het geval van onmogelijkheid van afvoer volgens de punten 1° of 2°, via een zinkput voor de zuiveringseenheden.

§ 3. De Minister bepaalt de prioritare zones waarover een zone-onderzoek wordt uitgevoerd.

Er worden de volgende prioritare zones onderscheiden :

1° prioritare zone I : zone met een sanitaire inzet in het geval van een voorkomings- en waterwingebied of een zwemzone en stroomopwaartse zwemzones;

2° prioritare zone II : andere prioritare zone met een milieu inzet.

De zwemzones en de stroomopwaartse zwemzones waarvan de kwaliteit goed of uitstekend is, op een continue wijze, over de laatste vijf jaren op basis van het verslag opgemaakt door de Administratie betreffende de kwaliteit van de zwemzones, vallen onder de prioritare zones II voor zover de autonome zuivering niet wordt geïdentificeerd als een element dat verantwoordelijk is voor de vermindering van de bacteriologische kwaliteit van de zwemzone in het kader van de actualisering van de profielen zoals vereist in Richtlijn 2006/7/EG Deze uitzondering worden opgenomen in het ministerieel besluit bedoeld in paragraaf 4.

De spreiding voor de uitvoering van die zone-onderzoeken wordt door de Minister goedgekeurd op voorstel van de "S.P.G.E." na overleg met het departement en de bevoegde zuiveringsinstellingen.

De Regering belast er de "S.P.G.E." mee, het zone-onderzoek uit te werken waarvan de uitvoeringstermijn wordt bepaald in het beheerscontract van de "S.P.G.E." gesloten met de Regering. De "S.P.G.E." vertrouwt er de uitvoering van toe aan de bevoegde erkende saneringsinstellingen die onder verantwoordelijkheid en toezicht van eerstgenoemde handelen. Het onderzoek bevat minstens :

1 een overzicht van de bestaande toestand, afhankelijk van de beschikbare natuur- en scheikundige, feitelijke, juridische en bestuurlijke gegevens;

2° een analyse van de bestaande toestand ten opzichte van de potentialiteiten en drukfactoren verbonden aan de verwezenlijking van een gemeenschappelijke saneringsregeling met het oog op een gepaste behandeling of de uitvoering van een individuele sanering;

3° de oplossing(en) die worden voorgesteld na het doorvoeren van de analyse;

4° een eindverslag met de samenvatting van alle hierboven omschreven elementen en de aanbeveling van termijnen voor de aanleg van de uitrustingen, indien voorgeschreven;

5° het advies van de betrokken gemeente(n), de bevoegde saneringsinstelling en de "S.P.G.E.".

Wat punt 5° betreft, deelt het gemeentecollege zijn advies mede aan de bevoegde saneringsinstelling binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het eindverslag. Bij gebreke daarvan wordt het advies geacht gunstig te zijn.

De "S.P.G.E." maakt het zone-onderzoek over aan het departement voor advies, binnen 30 dagen te rekenen van de ontvangst van het dossier van de bevoegde saneringsinstelling en van de adviezen. Indien er geen advies gegeven wordt binnen dertig dagen wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Binnen zestig dagen te rekenen van de ontvangst van het dossier van de bevoegde saneringsinstelling en van de adviezen, maakt de S.P.G.E. het zone-onderzoek en zijn voorstel tot beslissing over aan de Minister.

De Minister keurt de uitslag van het zone-onderzoek goed binnen dertig dagen te rekenen van de ontvangst ervan. Al naar gelang beslist hij om de wijziging van het betrokken saneringsplan per onderstroomgebied te laten doorvoeren met het oog op de opnemings van een omtrek als collectieve saneringsregeling of om de installatie van een individueel zuiveringssysteem op te leggen aan de woningen of groepen van woningen die onder de autonome saneringsregeling vallen. In het geval dat de installatie van een individueel zuiveringssysteem wordt opgelegd, bepaalt de Minister de termijn van het conform maken en het type van prioritare zone I of II waaronder deze woningen vallen wanneer zij zich bevinden in een zwemzone of stroomopwaartse zwemzone overeenkomstig de bepalingen opgenomen in paragraaf 3.

De Minister maakt zijn beslissing over aan de "S.P.G.E.", de bevoegde saneringsinstelling en de betrokken gemeenten. De bevoegde saneringsinstelling geeft kennis van de beslissing van de Minister aan de eigenaars van de betrokken woningen binnen dertig dagen van de ontvangst ervan.

§ 5. Onverminderd de bevoegdheid van de Minister bedoeld in paragraaf 3, kunnen één of meerdere personen een oplossing van autonome sanering opstarten, op een privé domein, met meerdere woningen.

§ 6. In het kader van een gegroepeerde stedenbouwkundige vergunning of bouwvergunning, verzoekt de gemeente om het advies van de bevoegde saneringsinstelling over de aan te bevelen technische saneringsoplossing.

De bevoegde saneringsinstelling beschikt over dertig dagen om haar advies uit te brengen te rekenen van de ontvangst van het verzoek dat gunstig geacht zal zijn na afloop van deze termijn.

Als uit het advies blijkt dat de voorrang moet gegeven worden aan een gecentraliseerd zuiveringsoplossing en dus een gemeenschappelijke sanering :

1° het advies van de erkende saneringsinstelling, gevalideerd door de "S.P.G.E.", bevat een analyse van het voorgesteld saneringsplan. Hij specificeert ook de technische voorschriften van de werken voor een overname van de eigendom en van de exploitatie van deze werken door de "S.P.G.E." na hun inbedrijfname;

2° de vergunningsaanvrager draagt de lasten van de kosten van de saneringsinfrastructuren naar evenredigheid van de geschatte vuilvracht van het project ten opzichte van de totale last uitgedrukt in inwoners-equivalenten (IE) van de voorgestelde gemeenschappelijke saneringsoplossing;

3° de gemeente, overeenkomstig artikel R.288, § 2, maakt aan de "S.P.G.E." de wijzigingsaanvraag over van het saneringsplan per onderstroomgebied die het gevolg is van de wijziging van de saneringsregeling. »

Art. 11. Artikel R.280 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, wordt vervangen als volgt :

« Art. R.280, § 1^{er}. Om een probleem van volksgezondheid of een gekarakteriseerde aantasting van het milieu te regelen, kan de gemeente, op basis van een motivatieverslag en van het advies van de bevoegde saneringsinstelling, de installatie van een individueel saneringssysteem opleggen.

De gemeente deelt aan de "S.P.G.E." en aan de bevoegde saneringsinstelling het voorschrift mee dat zij genomen heeft.

§ 2. Wanneer de gemeente vindt dat het probleem van volksgezondheid bedoeld in paragraaf 1 een plaatselijk zwart punt vormt, vraagt zij de erkenning ervan bij de "S.P.G.E." om aan de betrokken personen de mogelijkheid te bieden om toegang te krijgen tot een premie van hetzelfde niveau als de prioritaire zones II overeenkomstig artikel R.402, § 1, 2°. Deze aanvraag wordt vergezeld van het advies van het departement en van de bevoegde saneringsinstelling, alsook het motivatieverslag.

De "S.P.G.E." geeft kennis van zijn beslissing aan de gemeente binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van de gemeentelijke aanvraag. Bij gebrek aan een beslissing binnen de voorgeschreven termijn, maakt de betrokken gemeente haar erkenningsaanvraag over aan de Minister. De Minister geeft kennis van haar beslissing ter vervanging van die van de S.P.G.E. binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag.

In het geval van weigering van de erkenning van het plaatselijk zwart punt, kan een beroep worden ingediend bij de Minister binnen zestig dagen van de kennisgeving van de beslissing.

De Minister geeft kennis van zijn beslissing binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep. »

Art. 12. Artikel R.281 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, wordt vervangen als volgt :

« Art. R.281. In de autonome saneringszone kan de eigenaar van de betrokken woning, wanneer de installatie van een individueel saneringssysteem overdreven kosten veroorzaakt wegens technische moeilijkheden of economisch buiten verhouding blijkt t.o.v. van de opbrengst dat het systeem kan betekenen voor het milieu, op basis van een technisch dossier, een vrijstellingsaanvraag voor de installatie van het systeem, bij het departement indienen.

Het departement maakt het technisch dossier over aan het betrokken gemeentebestuur en aan de bevoegde saneringsinstelling. Zij beschikken over zestig dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag om hun adviezen uit te brengen. Na die termijn worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

Het departement geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van honderdtwintig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag. Bij gebrek aan een beslissing binnen de voorgeschreven termijn, maakt de eigenaar van de betrokken woning zijn vrijstellingsaanvraag over aan de Minister. De Minister geeft kennis van zijn beslissing ter vervanging van die van het departement binnen een termijn van honderdtwintig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag.

Het departement kan, op basis van het advies van bevoegde saneringsinstelling, bijzondere voorschriften bepalen, samen met deze vrijstelling.

In het geval van weigering van de vrijstelling, wordt de installatie op het individueel zuiveringssysteem uitgevoerd binnen de zes maanden die volgen op de kennisgeving van de weigeringsbeslissing.

Elk beroep kan bij de Minister worden ingediend binnen zestig dagen van de kennisgeving van de beslissing door het departement.

De Minister geeft kennis van zijn beslissing binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep. »

Art. 13. Artikel R.288 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, wordt vervangen als volgt :

« Art. R.288, § 1. De wijziging van de saneringsplannen per onderstroomgebied houdt verband met elke wijziging in de saneringsregeling.

De aanvragen tot wijziging kunnen uitgaan van een gemeente, een erkende saneringsinstelling of van rechtswege van de Minister of de Regering, of van de "S.P.G.E." op eigen initiatief. Ze worden gericht aan de "S.P.G.E.".

De "S.P.G.E." onderzoekt de aanvragen tot wijzigingen van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

§ 2. Binnen vijftien dagen van de ontvangst van de aanvraag, en wanneer de aanvraag niet afkomstig is van de bevoegde saneringsinstelling, vertrouwt de "S.P.G.E." de verwezenlijking van een onderzoek aan de bevoegde saneringsinstelling toe, dat het voorstel van wijziging op technisch, milieu en financieel vlak rechtvaardigt. De bevoegde saneringsinstelling beschikt over zestig dagen om zijn verslag over te maken.

Wanneer de aanvraag afkomstig is van de bevoegde saneringsinstelling en het onderzoek bedoeld in het eerste lid niet bevat, belast de "S.P.G.E." de bevoegde saneringsinstelling ermee om het binnen zestig dagen uit te voeren

§ 3. De "S.P.G.E." bereidt het project van wijziging voor, hetzij voor elke individuele aanvraag, hetzij door hergroepering van verschillende aanvragen gekregen tijdens een periode die verenigbaar is met de termijnen opgenomen in dit artikel en diegenen van artikel R.289 om één enkel project te realiseren dat verschillende wijzigingen per saneringsplan per onderstroomgebied hergroepeert.

In voorkomend geval, bevat de realisatie van elke wijziging de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, inzake de aanleg van de saneringswerken en van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

§ 4. De effectbeoordeling is opgenomen onder de vorm van een verslag dat, met het project tot wijziging, het geïntegreerd verslag vormt.

Er wordt gehandeld overeenkomstig artikel D.56, § 4, van Boek I van het Milieuwetboek om de structuur van het geïntegreerd verslag op te maken krachtens artikel D.61, § 3. Het wordt minstens om de vijf jaar herzien volgens dezelfde procedure. »

Art. 14. Artikel R.289 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, wordt vervangen als volgt :

« Art. R.289. § 1^{er}. Binnen honderdtwintig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied, onderwerpt de "S.P.G.E.", voor advies, het project tot wijziging, samen met het geïntegreerd verslag, aan de volgende betrokken instanties :

1° de gemeenten;

2° de houders van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water

3° de bevoegde operationele directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst.

§ 2. De personen en instanties bedoeld in paragraaf 1 brengen hun advies uit aan de "S.P.G.E." binnen vijftien dagen indien er door één van deze instanties geen advies gegeven binnen die termijn wordt het advies van de in gebreke gebleven instantie geacht gunstig te zijn.

Gedurende deze termijn organiseren de gemeenten, eventueel bijgestaan door de bevoegde saneringsinstelling, een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten bepaald in Boek I, Deel III, Titel III, van het Milieuwetboek.

Binnen zestig dagen te rekenen van de vervaldatum van de raadplegingstermijn, deelt de "S.P.G.E." haar advies mee aan de Minister over de wijzigingsaanvragen van het saneringsplan per onderstroomgebied alsook de samenvatting van de adviezen van de geraadpleegde instanties.

In voorkomend geval, stelt de "S.P.G.E." een milieuverklaring voor bedoeld in artikel D.60 van Boek I van het Milieuwetboek.

§ 3. Op voorstel van de Minister keurt de Regering het geïntegreerd verslag en de wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied goed.

Het besluit van de Regering tot aanneming van het saneringsplan per onderstroomgebied bepaalt de datum van inwerkingtreding van de gewijzigde bepalingen. »

Art. 15. In artikel R.290 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, wordt paragraaf I vervangen als volgt :

« § 1^{er}. Terwijl de Regering de periodieke wijziging aanneemt, verzorgt de "S.P.G.E." de bijwerking van elk saneringsplan per onderstroomgebied in een gecoördineerd cartografisch document dat onder haar beheer staat. Binnen de dertig dagen na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* worden de aangenomen plannen, of de gewijzigde plannen, en de bijwerking ervan door de "S.P.G.E." naar de gemeenten en de bevoegde saneringsinstellingen gezonden. »

Art. 16. In deel III, titel 1, van hetzelfde Boek, wordt het opschrift van hoofdstuk IX vervangen door wat volgt :

« HOOFDSTUK IX. — *Installatie en controle van de individuele zuiveringssystemen* »

Art. 17. De artikelen R.304 tot R.307 van hetzelfde Boek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009, worden opgeheven.

Art. 18. In Deel III, Titel 1, Hoofdstuk IX, van hetzelfde Boek, wordt een afdeling 1 ingevoegd, die artikel R.304 bevat, luidend als volgt :

« *Afdeling 1. — Installatie en controle van de individuele zuiveringssystemen*

Art. R.304. Elke installateur van een individueel zuiveringssysteem maakt een verslag op dat de datum van inbedrijfname van het systeem bepaalt en dat een beschrijvend plan van het individueel zuiveringssysteem en van de voorziening voor de afvoer van water bevat. Dit verslag wordt vergezeld van een fotoreportage dat de mogelijkheid biedt om de verschillende werken en hun aansluitingen te visualiseren vóór het opvullen van de opgravingen en geulen.

De installateur richt dit verslag aan de eigenaar van het individueel zuiveringssysteem voor de technische oplevering van de werken en aan de "S.P.G.E.", binnen vijftien dagen te rekenen van de technische oplevering van de werken, via de daartoe voorzien informatietoepassing op de website : [http : //www.spge.be/gpaa](http://www.spge.be/gpaa).

De Minister bepaalt de inhoud van het verslag. »

Art. 19. In Deel III, Titel 1, Hoofdstuk IX, van hetzelfde Boek, wordt een afdeling 2 ingevoegd, die de artikelen R.304bis, R.304ter, R.305, en R.306 bevat, luidend als volgt :

« *Afdeling 2. — Controles*

Onderafdeling 1. — Type van controles

Art. R.304bis. § 1. De individuele zuiveringssystemen worden gecontroleerd als volgt :

1° de controle bij de installatie na de inbedrijfname van het individueel zuiveringssysteem, in het geval dat het systeem is geïnstalleerd door een niet gecertificeerde installateur;

2° de eerste werkingscontrole van een individueel zuiveringssysteem geïnstalleerd door een gecertificeerde installateur;

3° de periodieke controle van de exploitatie en de werking na verificatie van de naleving van de exploitatiemodaliteiten van de individuele zuiveringssystemen bedoeld in de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

4° de controles, onderzoeken en verificaties bestemd om de werking van het individueel zuiveringssysteem te controleren onder normale exploitatievoorwaarden.

§ 2. Elke controle geeft aanleiding tot het verlenen van een controle-attest waarvan de inhoud is bepaald in bijlage XLVIIa op het adres van de eigenaar van de betrokken woning en van de exploitant van het individueel zuiveringssysteem als het gaat om twee aparte personen.

Onderafdeling 2. — Organisatie van de controle

Art. R.304ter. § 1. De bevoegde saneringsinstelling voert de controlehandelingen bedoeld in artikel R.304bis, § 1, 1° en 2°, uit, in aanwezigheid van de exploitant.

De controle bedoeld in artikel R.304bis, eerste lid, 1°, is verplicht en systematisch; hij vindt plaats binnen de drie maanden te rekenen van de inbedrijfname van het individueel zuiveringssysteem.

Binnen dertig dagen van zijn inbedrijfname, vraagt de exploitant van een individueel zuiveringssysteem betrokken bij een controlehandeling bedoeld in artikel R.304bis, § 1, 1°, via een schrijven of via de daartoe voorziene internettoepassing op de website : <http://www.spge.be/gpaa>, het bezoek van de "S.P.G.E." of van zijn mandataris, met vermelding van de datum waarop de inbedrijfname is uitgevoerd.

De vraag om bezoek gaat vergezeld van een formulier voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem waarvan de inhoud door de Minister wordt bepaald.

Tijdens het controlebezoek wordt het verslag opgemaakt door de installateur voorgesteld aan de bevoegde saneringsinstelling.

De controle bedoeld in artikel R.304bis, eerste lid, 2°, gebeurt voor de verificatie van individuele zuiveringssystemen die door een gecertificeerde installateur worden uitgevoerd. Deze controle wordt uitgevoerd op initiatief van de "S.P.G.E.", door de bevoegde saneringsinstelling, binnen een termijn van zes tot negen maanden te rekenen van de inbedrijfname van het individueel zuiveringssysteem.

§ 2. De controlehandelingen bedoeld in artikel R.304bis, § 1, 3°, worden uitgevoerd, op initiatief van de "S.P.G.E.", door de bevoegde saneringsinstelling, in aanwezigheid van de exploitant :

1° minstens één keer om de acht jaar voor de individuele zuiveringseenheden;

2° minstens één keer om de vijf jaar voor de individuele zuiveringsinstallaties;

3° minstens één keer om de twee jaar voor de individuele zuiveringsstations;

4° ten gevolge van elke vaststelling dat de exploitant niet in staat is om de bewijsstukken voor te leggen die vereist zijn krachtens de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

De controleur kan de aanwezigheid vragen van de ondehoudsverlener van het individueel zuiveringssysteem.

De exploitant zorgt voor de vrije toegang tot het individueel zuiveringssysteem voor de controlehandelingen.

De "S.P.G.E." en de bevoegde saneringsinstelling zijn vrijgesteld van het verrichten van de dienst van openbaar beheer van autonome sanering in het geval van weigering van toegang tot het individueel zuiveringssysteem.

§ 3. Het departement of elke publiek- of privaatrechtelijke instelling, aangewezen door dit departement, voert de controlehandelingen bedoeld in artikel R.304bis, § 1^{er}, 4°, uit.

Onderafdeling 3. — Controlekosten

Art. R.305. De controlekosten bedoeld in artikel R.304bis, § 1^{er}, 1°, worden door de exploitant gedragen.

De Minister bepaalt het bedrag van de kosten betreffende de controle bedoeld in artikel R.304bis, § 1, 1°, die jaarlijks geïndexeerd wordt volgens het indexcijfer van de consumptieprijzen (basis 1 januari 2017).

De "S.P.G.E.", in het kader van het openbaar beheer van de zelfstandig sanering, draagt de kosten die overeenkomen met de controlehandelingen bedoeld in artikel R.304bis, § 1^{er}, 2° en 3°.

De begroting van het Waalse Gewest draagt de kosten die overeenkomen met de controlehandelingen bedoeld in artikel R.304bis, § 1^{er}, 4°.

Indien een controlehandeling bedoeld in artikel R.304bis, § 1, 1° tot 3°, niet tot een goed einde gebracht kan worden voor een reden die toe te schrijven is aan de bij de controle betrokken persoon, worden de verplaatsingskosten in verband met het vergeefse bezoek hem aangerekend.

De kosten van de nieuwe controle uitgevoerd ten gevolge van een controle die te wijten is aan een tekortkoming valt ten laste van de exploitant.

Art. R.306. § 1. Elke exploitant van een individueel zuiveringssysteem die betrokken is bij een controlehandeling bedoeld in artikel R.304, § 1, 1° tot 3°, wordt schriftelijk op de hoogte gebracht van de datum en het uur van het bezoek en dit, minstens vijftien dagen voor de datum van het bezoek.

§ 2. Binnen zestig dagen van de uitvoering van de controle, maakt de bevoegde saneringsinstelling of het departement, volgens het geval, het controleattest schriftelijk over aan de exploitant van het individueel zuiveringssysteem met het resultaat van de controle en een afschrift van het controleattest aan de "S.P.G.E."

§ 3. Voor de controlehandelingen bedoeld in artikel R.304bis, § 1^{er}, 1°, worden de kosten ten laste van de exploitant betaald vóór de uitvoering van de controle.

§ 4. Wanneer het attest van een controle uitgevoerd krachtens artikel R.304bis, § 1, gewag maakt van een tekortkoming ten opzichte van de gecontroleerde elementen opgenomen in bijlage XLVIIa, van een defect stuk dat moet vervangen worden of van resultaten van de analyses uitgevoerd op een genomen monster die niet conform zijn met de emissienormen bepaald in de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, wordt de exploitant uitgenodigd om te voldoen aan de voorschriften.

In het geval van een controleattest dat wijst op een tekortkoming, kan de exploitant een tweede expertise vragen bij het departement.

De exploitant toont, binnen zes maanden van de kennisgeving van het controleattest dat een negatief advies bevat, het bewijs van de uitgevoerde herstellingen, en het in conformiteit brengen met de normen d.m.v. een conforme analyse uitgevoerd op zijn kosten door een erkend laboratorium. In dit laatste geval informeert de exploitant van het individueel zuiveringssysteem de "S.P.G.E." of, voor de controles betreffende art.R.304, § 1, 4°, het departement, over de datum en het uur van de monsterneming, minstens vijftien dagen ervoor zodat zij een vertegenwoordiger zou kunnen afvaardigen indien zij dit nodig acht.

§ 5. Na afloop van de voorgeschreven termijn om het individueel zuiveringssysteem in conformiteit te brengen, als de exploitant de bewijzen heeft geleverd van het in orde brengen van zijn systeem, kan een nieuwe controle worden uitgevoerd, naargelang het geval, door de "S.P.G.E.", de bevoegde saneringsinstelling of het departement. »

Art. 20. In Deel III, Titel 1, Hoofdstuk IX, van hetzelfde Boek, wordt een Hoofdstuk IX/1 ingevoegd, die de artikelen R.307 en R.307/1 bevat, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK IX/1. — *Onderhoud van de individuele zuiveringssystemen*

Afdeling 1. — Periodieke onderhoud

Art. R.307. § 1. Voor alle individuele zuiveringssystemen wordt een onderhoud uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van de exploitant volgens de modaliteiten en de minimale periodiciteit omschreven in de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning die de integrale en sectorale voorwaarden bevatten betreffende de individuele zuiveringssystemen.

§ 2. Het onderhoud wordt uitgevoerd door een dienstverlener die beschikt over de nodige uitrustingen voor de uitvoering van de verplichte onderhoudsprestaties en die beschikt over een kennis van het betrokken individueel zuiveringssysteem.

Deze dienstverlener moet zich laten registreren bij de "S.P.G.E." via de daartoe bestemde toepassing die beschikbaar is op de website : www.spge.be/gpaa.

§ 3. De dienstverlener die het onderhoud uitvoert deelt zijn verslag mee aan de exploitant alsook aan de "S.P.G.E." via de daartoe bestemde toepassing die beschikbaar is op de website : www.spge.be/gpaa, binnen vijftien dagen van de uitvoering van het onderhoud.

§ 4. Wanneer de exploitant van het individueel zuiveringssysteem niet vrijgesteld is van de C.V.A., komt de "S.P.G.E." tussen, per onderhoud en volgens de onderhoudsperiodiciteit bedoeld in het besluit genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning die de integrale en sectorale voorwaarden bevatten betreffende de individuele zuiveringssystemen, voor een maximaal bedrag, excl. btw, van :

- 1° 120 euro voor de individuele zuiveringseenheden;
- 2° 150 euro voor de individuele zuiveringsinstallaties;
- 3° 200 euro voor de individuele zuiveringsstations.

Deze forfaitaire bedragen worden jaarlijks geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen bepaald op 1 januari 2017.

Het onderhoudsverslag wordt meegedeeld aan de "S.P.G.E." overeenkomstig paragraaf 3. De exploitant komt in aanmerking voor de financiële tegemoetkoming van de "S.P.G.E." als dit verslag ontvankelijk is, volledig is en gewag maakt van het goede onderhoud van het individueel zuiveringssysteem.

In het geval van een onvolledig dossier, informeert de "S.P.G.E." de dienstverlener die het onderhoud van het individueel zuiveringssysteem heeft uitgevoerd dat hij over vijftien dagen beschikt om het dossier aan te vullen.

De "S.P.G.E." bezorgt de geregistreerde onderhoudsverlener een toepassing om na te gaan of de exploitant van het systeem al dan niet ressorteert onder de diensten van het openbaar beheer van de autonome sanering, en namelijk als hij een C.V.A. betaalt op zijn huishoudelijk afvalwater.

Als dit het geval is wordt de financiële tegemoetkoming betreffende de individuele zuiveringssystemen uitgevoerd door een facturering van het bedrag ten laste genomen door de "S.P.G.E.", opgemaakt door de dienstverleners en gericht aan de "S.P.G.E." op basis van het onderhoudsverslag, en de dienstverlener maakt, in voorkomend geval, een factuur op gericht aan de particulier voor de prestaties die niet gedekt zijn door de forfaitaire tegemoetkoming van de "S.P.G.E.". Een afschrit van deze factuur wordt gericht aan de "S.P.G.E.".

§ 5. Als de exploitant van het individueel zuiveringssysteem is vrijgesteld van de C.V.A., vallen de onderhoudsprestaties volledig te zijnen laste.

§ 6. Indien het onderhoudsverslag niet binnen de voorgeschreven termijnen is gekregen, stuurt de "S.P.G.E." een herinnering aan de exploitant opdat laatstgenoemde het verslag zou overmaken. Als de exploitant het verslag, binnen zestig dagen te rekenen van de herinnering, niet overmaakt, wordt een controle te zijnen laste uitgevoerd, volgens de modaliteiten bedoeld in de artikelen R.305 en R.306. Er wordt tegelijk een einde gemaakt aan de financiële tegemoetkoming bedoeld in paragraaf 4.

Als het onderhoudsverslag wijst op een tekortkoming die te wijten is aan de exploitant of een defect stuk dat moet vervangen worden, voert de exploitant de nodige herstellingen uit en deelt hij aan de "S.P.G.E." de bewijzen van de uitgevoerde herstellingen mee binnen de zes maanden.

§ 7. In het geval van herhaaldelijke tekortkomingen i.v.m. de onderhoudsprestaties ten gevolge van een periodieke controle, een gebrek aan overlegging van een volledig verslag of afwezigheid van conformiteit van de facturen ten opzichte van dit Wetboek, verwittigt de "S.P.G.E." de onderhoudsverlener dat zijn registratie voor onbepaalde duur wordt geschorst.

De dienstverlener waarvan de registratie is geschorst kan, op elk ogenblik, bij het comité van deskundigen voor de autonome sanering een verzoek tot opheffen van de schorsing indienen, namelijk op basis van nieuwe elementen.

Het comité van deskundigen voor de autonome sanering stuurt zijn beslissing aan de onderhoudsverlener en aan de "S.P.G.E." binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag van de dienstverlener. Bij gebrek aan een beslissing binnen de voorgeschreven termijn, maakt de betrokken dienstverlener zijn verzoek tot opheffen van de schorsing aan de Minister over. De Minister geeft kennis van zijn beslissing ter vervanging van de beslissing van het comité van deskundigen binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag.

Elk beroep over een schorsing bevestigd door het comité van deskundigen voor de zelfstandig sanering wordt ingediend bij de Minister binnen zestig dagen van de kennisgeving van de beslissing.

De Minister geeft kennis van zijn beslissing binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep.

§ 8. De exploitant zorgt voor de vrije toegang tot het individueel zuiveringssysteem voor de onderhoudshandelingen.

Afdeling 2. — Lediging van het overtollige slib

Art. 307/1. § 1. Wanneer de exploitant van het individueel zuiveringssysteem niet is vrijgesteld van de C.V.A., laat de "S.P.G.E.", met de medewerking van de bevoegde saneringsinstelling, op zijn kosten, overgaan tot de lediging van het overtollige slib van het individueel zuiveringssysteem binnen de termijn bepaald door het onderhoudsverslag of ten gevolge van een periodieke controle.

De bevoegde saneringsinstelling brengt de exploitant op de hoogte van deze verplichting per schrijven, laatsgenoemde beschikt over drie maanden te rekenen van deze waarschuwing om de lediging te laten uitvoeren.

De bevoegde saneringsinstelling levert aan de exploitant de lijst van de erkende rioolruimers die belast zijn met deze lediging van de individuele zuiveringssystemen in zijn gemeente.

De erkende rioolruimer, onder contract bij de "S.P.G.E." of zijn mandataris, factureert hem het bedrag van zijn prestatie volgens de modaliteiten en voorwaarden opgenomen in het contract.

De exploitant zorgt ervoor dat de erkende rioolruimer de vrije toegang krijgt tot het individueel zuiveringssysteem.

Indien de ledigingshandeling niet tot een goed einde gebracht kan worden voor een reden die toe te schrijven is aan de exploitant van het individueel zuiveringssysteem, worden de verplaatsingskosten in verband met het vergeefse bezoek hem aangerekend door de erkende rioolruimer.

§ 2. Als de exploitant van het individueel zuiveringssysteem is vrijgesteld van de C.V.A., laat hij de lediging op zijn kosten uitvoeren binnen de termijn bepaald door het onderhoudsverslag of de periodieke controle. De exploitant deelt aan de bevoegde saneringsinstelling het borderel van tussenkomst van de erkende rioolruimer mee binnen tien dagen van zijn tussenkomst, per schrijven of via de daartoe voorzien informaticatoepassing op de website <http://www.spge.be/gpaa>. »

Art. 21. In artikel R.308, § 1, van hetzelfde Boek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 3°, wordt het woord "comité :" vervangen door de woorden "comité van deskundigen voor de autonome zuivering :";

b) er wordt een punt 4°bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 4°bis "het departement" : het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu; »;

c) er wordt een punt 13°bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 13°bis "installateur" : onderneming opgericht als natuurlijke of rechtspersoon verantwoordelijk voor de goede uitvoering van de werken voor de installatie en de inbedrijfname van een individueel zuiveringssysteem; »;

d) punt 16 wordt vervangen als volgt :

« 16° "saneringsplan per onderstroomgebied of afgekort P.A.S.H." : werktuig voor de planning en de cartografische voorstelling van de sanering per onderstroomgebied; »;

e) in punt 18°, worden de woorden "en de afvoering van het gezuiverd water" opgeheven;

f) er wordt een punt 18°bis en 18°ter ingevoegd, luidend als volgt :

« 18°bis "het extensief systeem" : het individueel zuiveringssysteem tot inschakeling, voor de biologische behandeling van afvalwater, van een deel of het geheel van de beschadigingsprocessen die natuurlijk aanwezig zijn in een ecosysteem zonder het gebruik van een andere elektromechanische uitrusting dan de opvoer van het afvalwater of van het gezuiverd water indien nodig;

18°ter "het intensief systeem" : het individueel zuiveringssysteem waarvan de biologische behandeling van afvalwater, met inschakeling van een deel of het geheel van de beschadigingsprocessen die natuurlijk aanwezig zijn, wordt versterkt door een elektromechanische uitrusting die de beschadiging van de organische stoffen op kleine oppervlakten of beperkte volumes mogelijk maakt; ».

Art. 22. Artikel R.386 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 12 februari 2009 en 27 mei 2009, wordt vervangen als volgt :

« Art. R.386. § 1. De privé- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die zijn huishoudelijk afvalwater zelf zuivert in een individueel zuiveringssysteem dat gedekt is door een aangifte of een milieuvergunning, en die vrijgesteld is van de betaling van de C.V.A. (reële kostprijs) of de belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater kan blijven genieten van deze vrijstelling tot 31 december 2021 als zij het individueel zuiveringssysteem regelmatig onderhoudt, legt de controleerend overeenkomstig de bepalingen van dit Boek en de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

§ 2. De privé- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die zijn huishoudelijk afvalwater zelf zuivert in een individueel zuiveringssysteem dat gedekt is door een aangifte of een milieuvergunning, en die geniet van de vrijstelling van de belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater of van de C.V.A. kan op elk ogenblik afzien van zijn vrijstelling; dit afzien gaat gepaard met een ten laste neming door de "S.P.G.E." van de dienst van openbaar beheer van de autonome sanering.

Het afzien van de vrijstelling van de C.V.A. wordt meegedeeld aan de "S.P.G.E." per schrijven.

Op basis van dit schrijven brengt de "S.P.G.E." de waterverdelers daarvan op de hoogte en laat een controle van de werking van het individueel zuiveringssysteem uitvoeren die zij ten laste neemt. De eigenaar van het systeem zorgt voor een in conformiteit brengen van het systeem, in voorkomend geval, in functie van het verslag opgesteld tijdens de controle.

§ 3. Na het verstrijken van de termijn van 31 december 2021, wordt er een einde gemaakt aan de vrijstelling van de belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater of van de C.V.A. van elke privé- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die zijn huishoudelijk afvalwater zelf zuivert in een individueel zuiveringssysteem dat gedekt is door een aangifte of een milieuvergunning.

Het einde van deze vrijstelling gaat gepaard met een ten laste neming door de "S.P.G.E." van de dienst van openbaar beheer van de autonome sanering.

Na het verstrijken van de termijn van 31 december 2021, laat de "S.P.G.E." een controle van de werking van het individueel zuiveringssysteem uitvoeren die zij ten laste neemt. De eigenaar van het systeem zorgt voor een in conformiteit brengen van het systeem, in voorkomend geval, in functie van het verslag opgesteld tijdens de controle. »

Art. 23. De artikelen R.387 en R.388 van hetzelfde Boek, vervangen en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 12 februari 2009 en 27 mei 2009, worden opgeheven.

Art. 24. In artikel R.389 van hetzelfde Boek, vervangen en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 12 december 2009 en 27 mei 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, wordt een lid luidend als volgt ingevoegd tusseen lid 1 en lid 2 :

« In dat geval zorgt de eigenaar van het individueel zuiveringssysteem bovendien voor de financiële last van de herstellingen, de exploitant van het systeem zorgt voor de kosten van het onderhoud en de controles van het systeem tot het volledig in conformiteit brengen ervan, vóór te kunnen genieten van de dienst i.v.m het openbaar beheer van de autonome sanering. »;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 25. In artikel R.400/2 van hetzelfde Boek, ingeleid door het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2015, wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

« § 2. De vermenging van partijen slijk wordt toegelaten om het door de erkende ruimer gebruikte voertuig te vullen tussen twee verwijderingen bedoeld in paragraaf 3. De doorvoer via overgangspotten of transitputten wordt ook toegelaten voor zover de erkende ruimer bij de betrokken saneringsinstelling bevestigt dat het ingezameld slib uitsluitend voortvloeit uit installaties die bestemd zijn voor de inzameling of de behandeling van huishoudelijk afvalwater. »

Art. 26. In deel III, titel II, van hetzelfde Boek, wordt het opschrift van hoofdstuk IX vervangen door wat volgt :

« HOOFDSTUK IX. — *Installatie- of herstellpremie voor een individueel zuiveringssysteem* »

Art. 27. Artikel R.401 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2005, 6 december 2006 en 6 november 2008, wordt vervangen als volgt :

« Art. R.401, § 1^{er}. In het kader van zijn opdracht van openbaar beheer van de autonome sanering, binnen de perken van de beschikbare bedragen, kent de "S.P.G.E." een premie toe aan elke publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die op eigen kosten een erkend individueel zuiveringssysteem installeert in een woning of een groep woningen die opgetrokken zijn en huishoudelijk afvalwater lozen vóór de datum van goedkeuring of van wijziging van het algemeen gemeentelijk afwateringsplan of van het saneringsplan per hydrografisch onderbekken waardoor zij ondergebracht zijn in een autonome saneringszone.

§ 2. De referentiedatum voor de opening van het recht op een premie bedoeld in paragraaf 1 is altijd de datum van het eerste plan dat de huidige bestemming van de woning in termen van sanering heeft vastgesteld.

Geen enkele premie dekt het eventuele aandeel van de vuilvracht voortvloeiend uit de beoefening van een handelsactiviteit, met inbegrip van de activiteiten die voor toerisme, industrie of een vrij beroep bestemd zijn..

Met de bijkomende bewoningsmogelijkheden die totstandkomen door het uitvoeren van inrichtingswerkzaamheden na de datum van goedkeuring van het plan dat het pand voor het eerst in een gebied ondergebracht heeft waarvoor een autonome sanering geldt, wordt bij de berekening van de premie geen rekening gehouden.

§ 3. De "S.P.G.E." kan een premie voor het herstel of de hernieuwing van een individueel zuiveringssysteem toekennen dat minstens vijftien jaar geïnstalleerd is.

§ 4. De premie vormt in hoofde van de "S.P.G.E." een uitgave gedaan in het kader van de uitvoering van de autonome sanering bedoeld in het Waterwetboek in de artikelen D.222/1 tot D.222/4 en uitgevoerd tegen de voorwaarden opgenomen in de bovengenoemde paragrafen 1 tot 3 alsook in de artikelen R.402 tot R.417. Zijn bedrag wordt verstaan belasting op de toegevoegde waarde inbegrepen. »

Art. 28. In Deel III, Titel II, Hoofdstuk IX, van hetzelfde Boek, wordt een afdeling 1/1 ingevoegd na artikel R.401, luidend als volgt :

« *Afdeling 1/1. — Bedrag en aanvraag van de premies* »

Art. 29. In artikel R.402 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 december 2006 en 6 november 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Het bedrag van de premie bedraagt, voor een eerste installatie van een individueel zuiveringssysteem, en voor de eerste schijf van vijf inwoners-equivalenten (IE) :

1° 1.000 euro voor de krachtens de bepalingen van afdeling 1/1 van dit hoofdstuk erkende systemen;

2° de premie wordt verhoogd met een bedrag van 1.500 euro als de Minister een individueel zuiveringssysteem oplegt ten gevolge van een zone-onderzoek of wanneer de woning onder een plaatselijk zwart punt valt dat erkend is volgens de bepalingen bedoeld in artikel R.280;

3° De premie bedoeld in punt 2° is verhoogd met :

- 1.000 euro wanneer de woning gelegen is in de prioritaire zone I bedoeld in artikel R.279, paragraaf 3;

- 150 euro voor de uitvoering van een permeabiliteitstest van de bodem met het oog op een bodeminfiltatie;

- 500 euro indien, na afloop van de permeabiliteitstest, de afvoer van het gezuiverde water via bodeminfiltatie gebeurt, gemachtigd bij de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, zinkput uitgezonderd;

- 700 euro voor de installatie van een extensief systeem;

4° de premie bedoeld in de punten 1° en 2° wordt verhoogd met 350 euro per bijkomende inwoner-equivalent. »;

b) in paragraaf 2, in het tweede lid, wordt de zin "wordt ervan uitgegaan dat de vuilvracht uitgedrukt wordt door" vervangen door de zin "wordt de vuilkracht uitgedrukt door";

c) in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden "door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water, voorgesteld op grond van de beoordelingsbestanddelen waarover het beschikt" vervangen door de woorden « door de "S.P.G.E." voorgesteld op basis van het advies van de erkende saneringsinstelling »;

d) paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De premies bedoeld in paragraaf 1 wordt tot een maximum beperkt ten belope van zeventig percent van het totaalbedrag van de facturen, belasting over de toegevoegde waarde meegerekend, met betrekking tot de individuele zuiveringswerken bestaande uit de studie, de aankoop, het vervoer, de aanleg en de aansluiting van het individueel zuiveringssysteem en het afwateringsnetwerk voor het huishoudelijk afvalwater en het afvoersysteem voor het gezuiverde water, het herstel van de plaats in diens oorspronkelijke staat niet inbegrepen. »;

e) in paragraaf 4 worden de woorden "Het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water," vervangen door de woorden « De "S.P.G.E." »;

f) er wordt een paragraaf 5 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 5. Overeenkomstig artikel R.401, § 3, kan een premie voor het herstel van een individueel zuiveringssysteem worden toegekend.

Het bedrag van deze premie wordt bepaald op maximum 1.000 euro op basis van een kostenraming opgesteld ten gevolge van een controle of onderhoud waarbij gewezen werd op de noodzaak om het individueel zuiveringssysteem te herstellen.

Het bedrag van deze premie wordt tot een maximum beperkt ten belope van zeventig percent van het totaalbedrag van de facturen, belasting over de toegevoegde waarde meegerekend, met betrekking tot de werken voor het in overeenstemming brengen en het herstel van het bestaande individueel zuiveringssysteem, het herstel van de plaats in diens oorspronkelijke staat niet inbegrepen. »

Art. 30. Artikel R.403 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 2005 en 6 december 2006, wordt vervangen als volgt :

« Art. R.403. § 1. De particulier kan aan de "S.P.G.E.", per schrijven, vragen of hij voldoet aan de voorwaarden om in aanmerking te komen voor de toekenning van een premie. Een formulier waarvan de inhoud en de vorm door de Minister wordt bepaald, wordt gevoegd bij de premieaanvraag.

Binnen vijftien dagen te rekenen van de dag van de ontvangst van de aanvraag, nodigt de "S.P.G.E." de aanvrager uit om zijn dossier aan te vullen indien het dossier onvolledig is.

Binnen dertig dagen te rekenen van de volledigheid van het dossier, beslist de "S.P.G.E." over de aanvraag en, in voorkomend geval, geeft de raming van het verwachte bedrag van de premie volgens de beschikbare informatie. Dit bedrag kan worden herzien volgens het geïnstalleerde zuiveringssysteem en de afvoerwijze van het behandeld water.

§ 2. De particulier maakt, op basis van een volledige kostenraming, de aanvraag tot vaststelling van het bedrag van de premie per schrijven over aan de "S.P.G.E." :

1° vóór de uitvoering van de werken als er beroep wordt gedaan op een gecertificeerde installateur;

2° na de uitvoering van de werken als er beroep wordt gedaan op een niet gecertificeerde installateur.

Een formulier waarvan de inhoud en de vorm door de Minister wordt bepaald, wordt gevoegd bij de premieaanvraag.

Binnen dertig dagen te rekenen van de volledigheid van het dossier, bepaalt de "S.P.G.E." het bedrag van de premie op basis van de overgemaakte informatie en deelt zij het mee aan de particulier. »

Art. 31. Artikel R.404 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 november 2006, 6 december 2006 en 6 november 2008, wordt vervangen als volgt :

« Art. R.404. De aanvraag tot uitbetaling van de premie, op basis van de vaststelling van de premie en voor zover het geïnstalleerd systeem overeenkomt met het systeem waarmee het bedrag wordt bepaald, wordt ingediend :

1° hetzij bij de oplevering van de werken, door de gecertificeerde installateur;

2° hetzij na de indienstelling van het individueel zuiveringssysteem, binnen zes maanden van het verkrijgen van het attest van de controle bij de installatie of de werking bedoeld in artikel R.304bis, § 1^{er}, 1° en 2°.

De aanvraag tot uitbetaling van de premie wordt vergezeld van al de facturen betreffende de installatie van het individueel zuiveringssysteem, alsook het verslag opgemaakt door de installateur opgenomen in artikel R.304.

De gecertificeerde installateur factureert het bedrag van de premie aan de "S.P.G.E." volgens de voorwaarden bedoeld in artikel R.405 en trekt deze af van elke factuur die gericht is aan de particulier.

Als de aanvraag tot premie wordt geformuleerd na de uitvoering van de werken, gaat ze vergezeld van een exemplaar van het controleattest. »

Art. 32. Artikel R.405, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 23 november 2006, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. R.405. De premie wordt uitbetaald door de "S.P.G.E." binnen dertig dagen van de ontvangst van de aanvraag voor zover het overgemaakte dossier volledig en ontvankelijk is. In het geval van een onvolledig dossier, informeert de "S.P.G.E." de installateur en de eigenaar van het individueel zuiveringssysteem binnen tien dagen. »

Art. 33. Artikel R.408 van hetzelfde Boek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, wordt opgeheven.

Art. 34. In artikel R.409 van hetzelfde Boek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden ", met inbegrip van de ontsmettingsystemen," worden opgeheven;

b) de woorden "bijlage XLVII" worden vervangen door de woorden "bijlage XLVIIIa".

Art. 35. In artikel R.410 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2012 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "Comité van deskundigen" vervangen door de woorden "Comité van deskundigen voor de autonome sanering";

b) in paragraaf 1, eerste lid, punt 2°, worden de woorden "door de Minister" opgeheven;

c) in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden "Comité van deskundigen" vervangen door de woorden "Comité van deskundigen voor de autonome sanering";

d) in paragraaf 1, vierde lid, wordt het woord "Comité van deskundigen" vervangen door de woorden "Comité van deskundigen voor de autonome sanering";

e) in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord "Comité" vervangen door de woorden "Comité van deskundigen voor de autonome sanering";

f) in paragraaf 2, tweede lid, wordt het woord "Comité" vervangen door de woorden "Comité van deskundigen voor de autonome sanering";

g) er wordt een paragraaf 2/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2/1. De "S.P.G.E." neemt het secretariaat van het Comité van deskundigen voor de autonome sanering waar.

Het Comité van deskundigen voor de autonome sanering kan de expertise- en evaluatiewerken van de erkenningdossiers die hem worden onderworpen, uitbesteden.

De "S.P.G.E." zorgt voor de werkingskosten van het Comité van deskundigen voor de autonome sanering. »;

h) in paragraaf 3 wordt het woord "Comité" vervangen door de woorden "Comité van deskundigen voor de autonome sanering";

i) in paragraaf 5 wordt het woord "Comité" vervangen door de woorden "Comité van deskundigen voor de autonome sanering";

j) in paragraaf 6 wordt het woord "Comité" vervangen door de woorden "Comité van deskundigen voor de autonome sanering".

Art. 36. Artikel R.410-1 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het besluit van 3 mei 2012, wordt vervangen als volgt :

« Art. R.410-1. De opdracht van het Comité van deskundigen voor de autonome sanering bestaat erin :

1° de aanvragen tot erkenning en intrekking van de erkenning van de zuiveringssystemen overeenkomstig de artikelen R.411 tot en met R.417 te onderzoeken en te beoordelen;

2° de Minister en de "S.P.G.E." aanbevelingen te doen over :

a) de afstemming van de autonome saneringsoplossingen ten opzichte van de verwachte kwaliteitsdoelstellingen;

b) de opleiding van de actoren die tussenkomen in de uitvoering van de individuele zuiveringssystemen;

c) de controle van de individuele zuiveringssystemen;

d) de opvolging en het onderhoud van de individuele zuiveringssystemen;

e) de installatie van een waarnemingscentrum of een expertisecentrum van de autonome sanering;

3° de beroepsinstantie zijn inzake een schorsingsbeslissing van de registratie van een onderhoudsverlener. ».

Art. 37. In artikel R.411 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 december 2006 en 3 mei 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woord "Comité" vervangen door de woorden "Comité van deskundigen voor de autonome sanering";

2° in paragraaf 3 worden de woorden "in de bijlagen XLVII en XLVIII" vervangen door de woorden "in de bijlagen XLVIIIa en XLVIIIb";

2° bedoeld artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

« § 4. De procedure voor de erkenningsaanvraag wordt onderworpen aan de betaling door de aanvrager van een forfaitair bedrag dat overeenkomt met de behandelingskosten van de aanvraag waarvan het bedrag en de betalingsmodaliteiten worden bepaald door de Minister van Leefmilieu ».

Art. 38. In artikel R.412 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 december 2006 en 3 mei 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord "Comité" vervangen door de woorden "Comité van deskundigen voor de autonome sanering";

2° in paragraaf 2, tweede lid, wordt het woord "Comité" vervangen door de woorden "Comité van deskundigen voor de autonome sanering";

3° in paragraaf 2, tweede lid, wordt het artikel aangevuld met de volgende zinnen : "In afwachting dat deze bijkomende informatie wordt verstrekt, wordt de onderzoekstermijn van het dossier geschorst".

Art. 39. In artikel R.413 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2012 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woord "Comité" vervangen door de woorden "Comité van deskundigen voor de autonome sanering";

2° in paragraaf 1, wordt een lid luidend als volgt ingevoegd tussen lid 1 en lid 2 :

« De referenties van de handleidingen voor de uitvoering en de exploitatie alsook het onderhoudscontract of de lijst van de onderhoudsprestaties voorgesteld door de fabrikant voor een normale werking van het systeem zullen bij het erkenningsbesluit gevoegd worden en zullen ter inzage liggen op het portaal van de website van het Waalse Leefmilieu en op de website van de "S.P.G.E." »;

3° in paragraaf 1, tweede lid, dat het derde lid is geworden, wordt het woord "Comité" vervangen door de woorden "Comité van deskundigen voor de autonome sanering";

4° bedoeld artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. De erkenning wordt bekendgemaakt op het portaal van de website van het Waalse Leefmilieu en op de website van de "S.P.G.E." »

Art. 40. In artikel R.414 van hetzelfde Boek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

« 4° het aantal IE die door het individueel zuiveringssysteem kunnen worden behandeld;

b) het wordt vervangen door een lid 2 en 3, luidend als volgt :

“De plaatjes worden geleverd door de “S.P.G.E.” aan de fabrikanten van de erkende systemen volgens de modaliteiten bepaald door de Minister.

Het plaatje wordt geplaatst om een duidelijke lezing vanaf een inspectiepunt mogelijk te maken. »

Art. 41. In artikel R.416 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2012 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt het woord “Comité” vervangen door de woorden “Comité van deskundigen voor de autonome sanering”;

2° het tweede lid wordt vervangen door wat volgt :

« Indien blijkt dat de erkenningsvoorwaarden bepaald in bijlage XLVIIIa niet meer worden nageleefd tijdens de geldigheidsduur van de erkenning of dat de verslagen van het controlebezoek op tekortkomingen wijzen, kan de Minister de erkenning intrekken na eensluidend advies van het Comité van deskundigen voor de autonome sanering. Het Comité van deskundigen voor de autonome sanering brengt zijn advies uit na de fabrikant of de gemachtigde exploitant te hebben opgeroepen om uitleg te geven. »

Art. 42. In artikel R.417 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2012 wordt het woord “Comité” vervangen door de woorden “Comité van deskundigen voor de autonome sanering”.

Art. 43. In Deel III wordt Titel III van hetzelfde Boek opgeheven.

Art. 44. De artikelen R.436 tot R.452 van hetzelfde Boek worden opgeheven.

Art. 45. In het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de bijlagen XLVII en XLVIII opgeheven.

Art. 46. In het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt een bijlage XLVIIa ingevoegd die als bijlage 1 bij dit besluit gaat.

Art. 47. In het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt een bijlage XLVIIb ingevoegd die als bijlage 2 bij dit besluit gaat.

Art. 48. In het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt een bijlage XLVIIa ingevoegd die als bijlage 3 bij dit besluit gaat.

Art. 49. In het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt een bijlage XLVIIb ingevoegd die als bijlage 4 bij dit besluit gaat.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging in het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek*

Art. 50. In regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek wordt een artikel R.93*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« R.93*quater*. De erkende saneringsinstellingen bedoeld in de artikelen D.343 tot D.345 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, kunnen uit hun midden bevoegde personeelsleden aanwijzen om de overtredingen vast te stellen van de Hoofdstukken VI en IX van Titel I van Deel III van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en van de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning die de integrale en sectorale voorwaarden bevatten betreffende de individuele zuiveringssystemen. »

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 51. De technische, financiële of organisationele ingrepen die voortvloeien uit het openbaar beheer van de autonome sanering, opgenomen in de artikelen R.304, R.304*ter*, R.305, R.306, R.307, R.307-1 en R.386, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, toegewezen aan de “S.P.G.E.” vallen ten laste van de Waterproducent in het geval bedoeld in artikel D.255, § 1, tweede lid, b), van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Art. 52. § 1. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2017.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, treden de artikelen 16 tot 20, de artikelen 22 tot 24, de artikelen 26 tot 33 en artikel 40 van dit besluit in werking op 1 januari 2018.

Art. 53. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 1

Bijlage XLVIIa bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

Controleattest van een individueel zuiveringssysteem

Artikel 1. Het controleattest van een individueel zuiveringssysteem bevat in het geval van controle van de installatie of van eerste controle van de werking :

- het adres van de woning waar het systeem is geïnstalleerd;
- de naam en het adres van de eigenaar en van de exploitant van het systeem;
- de naam en het adres van de controle-instelling;
- de naam van de controleur;
- de verificatie van de administratieve en technische elementen opgenomen in het dossier van de installateur van het systeem, overeenkomstig artikel R.304 en bezorgt aan de exploitant van het systeem
- de verificatie van de technische elementen van het individueel zuiveringssysteem, en namelijk :
 - o in het geval van een erkend systeem : de erkenningsnummer, de leesbaarheid van het plaatje;
 - o in het geval van een niet erkend systeem : het conformiteitsattest, de kenmerken van de voorbehandeling, de biologische behandeling, en van elke andere voorziening downstream- of upstream van de voorbehandeling of de behandeling.
- de verificatie van de bijbehorende uitrustingen, namelijk;
 - o voorziening voor de overname van het secundaire slib;
 - o de voorziene stoornis-alarmen;
 - o de voorziene voorziening voor de ventilatie;
 - o de controlevoorziening voor het nemen van monsters.
- De verificatie van de afvoerwijze van het afvalwater en zijn afstemming ten opzichte van de wetgeving en in het geval van bodeminfiltratie :
 - o de berekeningsnota betreffende de invoering van de permeabiliteit en de dimensionering van de infiltratievoorziening;
 - o het soort infiltratie;
 - o de afmetingen van de infiltratievoorziening en de betrokken oppervlakte;
 - o in het geval van een zinkput : de diepte en de diameter.

Art. 2. Het controleattest van een individueel zuiveringssysteem bevat in het geval van eerste controle van de werking, periodieke controle of punctuele onderzoeken en verificaties :

- de verificaties voorzien tijdens een onderhoud waarvan de inhoud in bijlage V bij de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringssystemen wordt opgenomen;
- het bewijs van de naleving van de exploitatievoorwaarden opgenomen in de sectorale en integrale voorwaarden van het individuele zuiveringssystemen;
- de verificatie van de emissienormen ("DCO", "DBO5" en "MES") op basis van een punctuele monsterneming en een analyse uitgevoerd op de locatie met een systeem aangepast aan het voorziene concentratiebereik.

Als uit deze analyse een potentieel probleem blijkt in de vastgestelde waarden, wordt een tweede monster genomen volgens een genormaliseerde protocol voor een concentratiemeting van het behandeld water in "MES", "DBO5" en "DCO". De analyse van deze monsters wordt toevertrouwd aan een erkend laboratorium.

Art. 3. Het controleattest vermeldt of het individueel zuiveringssysteem voldoet aan de eisen van het Waterwetboek en aan de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringssystemen.

Het attest bepaalt nauwkeurig de tekortkomingen als het individueel zuiveringssysteem niet voldoet aan deze eisen en voorwaarden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot wijziging van het regelgevende gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, en het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, wat betreft de sanering en het openbaar beheer van de autonome sanering.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 2

Bijlage XLVIIIb bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

Dimensionering van de septische putten "alle wateren"

Nominale zuiveringscapaciteit (IE)	Minimaal bruikbaar volume, in m ³
5 - 10	320 l/IE met een minimum van 3 m ³
11 - 20	215 l/IE met een minimum van 3,2 m ³

Nominale zuiveringscapaciteit (IE)	Minimaal bruikbaar volume, in m ³
21 - 50	150 l/IE met een minimum van 4,3 m ³
51 en meer	120 l/IE met een minimum van 7,5 m ³

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot wijziging van het regelgevende gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, en het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, wat betreft de sanering en het openbaar beheer van de autonome sanering.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 3

Bijlage XLVIIIa bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

Evaluatiecriteria voor de verlening van de erkenning van de individuele zuiveringssystemen

Artikel 1. § 1. De erkenning wordt verleend op grond van drie criteria :

- de technische waarde;
- de exploitatie;
- de informatie.

§ 2. Voor elk criterium worden punten toegekend, met name :

- 50 punten voor de technische waarde;
- 30 punten voor de exploitatie;
- 20 punten voor de informatie.

§ 3. Om erkend te worden moet het systeem minimum gemiddeld 70 % halen. Bovendien moet elk criterium minstens 50 % halen.

Art. 2. Het criterium "technische waarde" houdt rekening, op het niveau :

a) van de dimensionering met het in aanmerking nemen van de principes van veiligheidsberekening om te voldoen aan de wettelijke eisen

b) van het ontwerp :

- de soepelheid van exploitatie;
- de robuustheid;
- de vlotheid van uitvoering;
- Toegankelijkheid.

Art. 3. Het criterium "exploitatie" betreft :

- de exploitatiekosten met inbegrip van het stroomverbruik, de verbeterde frequentie van de lediging en de versleten stukken en andere verbruikbare basisgoederen;

- de bijstandsverlening aan de klant;
- de garanties aangeboden op het individueel zuiveringssysteem bij de uitvoering, de werking en de exploitatie.

Art. 4. Het criterium "informatie" betreft :

- de sensibilisering voor de installatie, de exploitatie en de werking van individueel zuiveringssysteem (d.m.v. brochures);

- de verplichte informatie;
- het aanbod aan opleiding van de installateurs.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot wijziging van het regelgevende gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, en het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, wat betreft de sanering en het openbaar beheer van de autonome sanering.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 4

Bijlage XLVIIIb bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

Aanleg van het technisch dossier betreffende de erkenningsaanvraag

1) Doel van het technisch dossier.

Het technisch dossier moet het deskundigencomité voor de autonome sanering nuttige en gepaste gegevens verstrekken om de kwaliteit van het voorgestelde individueel zuiveringssysteem te kunnen beoordelen.

Het technisch dossier bepaalt de gebruiksvoorwaarde van het individueel zuiveringssysteem, namelijk als hij uitsluitend wordt ontworpen voor een continu gebruik of ook voor een intermitterend gebruik dat langdurige en frequente stilstanden van het systeem aanvaardt.

2) Inhoud van het technisch dossier.

Het technisch dossier bevat minimum de volgende gegevens :

a) Een basisschema van de zuiveringsfilière met vermelding van :

- de achtereenvolgende behandelingsfasen;
- de basisinfrastructuur (kuipen, elektromechanische uitrusting);
- de randapparatuur (in- en uitgang, ventilatieschoorsteen, mangaten, beheer van de onderproducten van de zuivering, opslag, lediging, enz...).

b) Het werkingsprincipe voor elk bestanddeel en de eventuele voorbehandeling (ontvetter, screezerput, septische put, kolloïdevanger, enz.).

c) De technische plannen met vermelding van de afmetingen voor elk bestanddeel.

De desbetreffende nominale belasting, uitgedrukt in inwoner-equivalent (I.E.), wordt uitdrukkelijk vermeld.

d) De beschrijving en de technische fiches van de elektromechanische uitrustingen en toebehoren

e) Het algemene vestigingsplan, met vermelding van de inspectieputten, de mangaten voor het onderhoud, de lediging en de controle, alsmede de voorwaarden voor de toegang tot die mangaten.

f) De criteria voor de dimensionering van de verschillende fasen van het systeem.

g) De controle- en toezichtsvoorzieningen.

3) Lijst van de in aanmerking te nemen dimensioneringscriteria :

Al naar gelang de omvang (in i.e.uitgedrukt) worden voor elk bestanddeel de volgende gegevens vermeld :

a) septische put*, voorbezinktank* en ontvetter : de capaciteit (in m³), de oppervlakte, het aantal vakken, de lengte van het lozende blad.

b) Secundaire ontmenger : volume, bezinkingsoppervlakte, indeling van de in- en uitgangsorganen (diameter, diepte) en/of lengte van het lozende blad, het secundair slib (soort voorziening, nominale debiet, terugnamefrequentie).

c) Voorziening voor het terugvoeren van secundair slib (pompen, air lift) : type, debiet per uur, dagelijkse werkingsduur.

d) Slibopslagcapaciteit : volume en maximale hoogte van opslag van slib vóór de lediging.

e) Biologische zuivering door geactiveerd slib :

- volume (m³) van de reactor;
- volume ladingsdichtheid (kg DBO₅/m³ d);
- massabelasting (kg DBO₅/kg MES.d);
- oxygenatiecapaciteit van de ventilatieapparatuur volgens standaardnormen (kg/O₂/h) eventuele volgorde van de ventilatie en geïnstalleerd vermogen (kW);
- recirculatie van de gemengde vloeistof (vermogen, frequentie).

Het type ventilatie en de uitvoering worden beschreven op het desbetreffende technisch plan.

f) Zuivering door vastgemaakte biomassa, type dompelschijven of ondergedompelde biologische filter :

- doorgangtijd (h) teruggebracht tot een welbepaald referentiedebiet;
- oppervlakteladingsdichtheid (kg DBO₅/m². j);
- beschrijving van de dompelschijven (grootte, soort, afstand tussen de schijven, specifieke oppervlakte; vullingspercentage) en rotatiesnelheid (t/min);
- aard en kenmerken van de vulling (grootte (cm), specifieke oppervlakte (m²/m³), meetkunde en materialen);
- holte(n)percentage;
- verdeling in de reactor;
- oxygenatiecapaciteit van de ventilatieapparatuur (kg/O₂/h) volgens standaardnormen, eventuele volgorde van de ventilatie en geïnstalleerd vermogen (kW);

Het type ventilatie en de uitvoering (verdeling, enz...) worden beschreven op het desbetreffende technisch plan.

g) Zuivering door biologische processen van het extensieve type :

- in aanmerking genomen totaaloppervlakte (m² per I.E.);
- meetkunde van de bekkens of sokkels;
- diepte van de bekkens;
- verblijftijd;
- dichtheidsmaatregelen;
- constructieve maatregelen om hydraulische kortsluitingen te voorkomen;
- constructieve maatregelen om opvulling te voorkomen, kenmerken van de materialen voor de opvulling van de filterende sokkels;
- kenmerken van de materialen voor de opvulling van de filterende sokkels.

h) Biologische zuivering door geactiveerd slib met opeenvolgende werking (SBR) :

- waterhoogtes (m) en volumes (m³) minimaal en maximaal (m) in de reactor;
- volume ladingsdichtheid met maximaal volume (kg DBO₅/m³.d);
- massabelasting (kg DBO₅/kg MES.d);
- oxygenatiecapaciteit van de ventilatieapparatuur volgens standaardnormen (kg O₂/h) en geïnstalleerd vermogen (kW);
- duur van een cyclus en uitvoerige beschrijving (opeenvolging, duur) van de fases die er deel van uitmaken : bevoorrading, ventilatie (al dan niet met sequenties), slibzuivering, bezinking, lediging;
- hoogte van de waterwinning van de lediging.

i) Voor biologische zuiveringsapparaten die op een bijzondere wijze ontworpen zijn, wordt een rechtvaardiging van de eenheidscapaciteiten geëist.

Voor andere toegelaten lozingsmethoden dan gewoon oppervlaktewater of kunstmatige afwateringswegen wordt bij het plan dat de afmetingen vermeldt en bij het liggingsplan een uitvoerige beschrijving gevoegd met de dimensioneringscriteria, de keuze en het gebruik van de substraten.

j) Als een opvoerpost is inbegrepen in de behandelingsfilière, zal zijn meetkunde beschreven worden (bruikbaar volume, oppervlakte, overlooppijp...) alsook de pomp waarmee hij is uitgerust (nominale debiet, volgorde, werkingsduur...)

4) Tabel.

Een rooster of een tabel vermeldt de afmetingen van de voorzieningen (volume, oppervlakte, elektromechanisch vermogen, enz.) naar gelang van de nominale belasting die moet worden behandeld voor de gezamenlijke bestanddelen van een type fabricatie

5) Algemene informatie

Er wordt een dossier bijgevoegd met de onderstaande algemene gegevens, eventueel gerelativeerd naar gelang van de nominale belasting van de filière of van één van de bestanddelen en m.b.t. :

- het verwacht stroomverbruik, in functie van het geïnstalleerd vermogen en van de werkingstijden;
- de slibproductie (verwijderde kg MS/kg DBO₅) en de periodiciteit van de ledigingen van de onderproducten van de zuivering;
- een omschrijving van de werking van de toezichtsvoorziening of alarmvoorziening en een lijst van de vermelde pannes;
- de toevoeging(en) van reagens/reagentia (hoeveelheid, frequentie, prijs);
- het voortgebrachte geluidsvermogen;
- de waarborg(en) op de werken en de elektromechanische uitrustingen;
- de verstrekte diensten en de omschrijving ervan : installatie, indienststelling, onderhoudscontracten;
- de referenties.

6) Het technisch dossier bevat eveneens een brochure voor de kopers.

De brochure bevat :

- een handboek voor de inwerkingstelling van het systeem met het oog op de gepaste installatie van de filière en van haar bestanddelen;

- een exploitatiehandboek om de koper in staat te stellen zijn verplichtingen inzake milieubescherming na te komen zowel voor het dagelijks beheer als voor het onderhoud. Het handboek wordt aangevuld met plaatje waarop de voornaamste aandachtspunten voor de exploitant worden vermeld

a) Het handboek voor de inwerkingstelling van het systeem bevat minstens de volgende gegevens en documenten :

- 1° een liggingsplan zoals bepaald in het technisch dossier;
- 2° gegevens betreffende het gevaar voor mechanische en chemische beschadigingen van de bestanddelen (aard van de materialen, enz...);;
- 3° de afstemming van het systeem op de topografische omstandigheden en op de afvoermogelijkheden :
 - omschrijving van de eisen van de filière inzake de ligging en de aard van het terrein en inzake de wijze van toevoer en afvoer van het afvalwater;
 - in geval van afvoer langs een ondergrondse voorziening, de voorzorgsmaatregelen die genomen moeten worden om haar afdichting te voorkomen;
- 4° de voorschriften i.v.m. het vervoer, de aanleg, de beveiliging, de uitvoering van de funderingen en de opvulling :
 - naar gelang van het gewicht van het bestanddeel (de bestanddelen), de voorschriften betreffende de toegankelijkheid van het werkterrein voor de vrachtwagen die materieel levert, en de aanlegvoorschriften. De veiligheidsnormen voor de personen die instaan voor de aanleg;
 - een uitvoerige beschrijving van de fundering, de opvullingstechniek en -materialen en met name het gevaar inherent aan het gebruik van ongeschikt opvullingsmateriaal (bijvoorbeeld : het ponsen van de kuip);
- 5° de voorschriften voor de hydraulische, elektrische en ventilatieaansluitingen :
 - d.m.v. een schema het hydraulische traject opgeven, met name het belang van afvoer door zwaartekracht en van de richting van de aansluiting van de kuipen;
 - naar gelang van de gebruikte elektrische bestanddelen, een beschrijving van de vereiste installatie en de voorschriften inzake vochtbescherming;
 - de gasuitlaat wordt geplaatst zonder inachtneming van de verschillende verzamelleidingen (b.v. : de regenwaterleidingen niet ventileren);

6° de vereisten inzake de toegankelijkheid van de mangaten voor het onderhoud, het beheer en de controle gedurende de sliblediging, de monsterneming en het algemene onderhoud van de bestanddelen :

- de slibafvoeropeningen en de eventueel vereiste voorzorgsmaatregelen vermelden om de beschadiging of de vernietiging van één of meer bestanddelen van de installatie te voorkomen;
- de afvoeromstandigheden opgeven wat de slibhoeveelheden betreft;
- het systeem van de monsterneming van het gezuiverde water aangeven of schematiseren; het moet vlot toegankelijk zijn;
- voor een goed onderhoud, ervoor zorgen dat de gebruiker makkelijk toegang krijgt tot alle bestanddelen (b.v. voor de verwijdering van de filter);

7° de verwijzing naar de normen die voor de materialen gehanteerd worden in de bouwsector;

8° de voorwaarden voor het gebruik van het terrein (door de voertuigen);

9° de voorzorgsmaatregelen en werken die nodig zijn om de voertuigen doorgang te verlenen, al naar gelang hun afmetingen.

10° de uitvoeringsvoorwaarden van het voorzienings- en lozingsnetwerk.

b) Het exploitatiehandboek :

In dat handboek vindt de gebruiker de nodige aanbevelingen voor een gepast gebruik en een vlot onderhoud, met inbegrip van de verwijdering van de onderproducten van de zuivering, om de doelstellingen inzake milieu-bescherming te halen.

Het handboek bevat volgende informatie :

1° Over het individueel zuiveringssysteem :

- het gemiddelde dagelijkse stroomverbruik;
- het totaal geïnstalleerd elektrische vermogen;
- de hoogte van het aanvaardbare overtollig slib berekend op grond van een werking met een nominale belasting;
- de hoeveelheid toegevoegde reagens, desnoods met prijsopgave;
- het voortgebrachte geluidsvermogen, gemeten op een 1 meter van het ventilatiekanaal van het in dienst zijnde elektromechanische orgaan;
- de na te leven maatregelen voor een goede geluidsisolatie;
- de technische gegevens : de maximale capaciteit uitgedrukt in inwoner-equivalent en de kenmerken van de voornaamste organen;
- een technisch handboek m.b.t. de algemene werking;
- een gebruiksaanwijzing om de koper te sensibiliseren voor de goede praktijken van de exploitatie.

2° i.v.m. de prijzen en verleende diensten :

- inzake de waarborg op de stukken en de dienstverlening naar aanleiding van storingen en defecten aan de elektromechanische bestanddelen en de kuipen;
- inzake het onderhoudscontract.

Het deskundigencomité voor de autonome sanering mag de aanvrager om alle bijkomende informatie verzoeken die het nuttig acht om zijn opdracht tot een goed einde te brengen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot wijziging van het regelgevende gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, en het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, wat betreft de sanering en het openbaar beheer van de autonome sanering.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO